

Le M. BAKHTIAR

Mutinerie officielle

Une centaine  
de détenus politiques  
libérés au Maroc

LIRE PAGE 30

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.;  
Allemagne, 1,40 DM; Belgique, 14 sch.; Espagne, 17 p.;  
Canada, 5 1/10; Côte d'Ivoire, 250 F CFA;  
Danemark, 4,75 kr.; Égypte, 50 p.; Grèce, 35 dr.;  
Irlande, 30 p.; Italie, 400 l.; Japon, 125 y.;  
Liban, 100 L.; Luxembourg, 17 fr.;  
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 35 esc.;  
Roumanie, 220 L.; Royaume-Uni, 3,70 sh.;  
Suède, 1,20 kr.; Suisse, 55 cts; Tchécoslovaquie, 35 sk.

Tarif des abonnements page 14

S. RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 09

G. C. F. 4297-23 PARIS

Tél. Paris 24-72-23

## LES PROLONGEMENTS DES CRISES EN ASIE CENTRALE

### ● IRAN

## L'imam Khomeiny demande l'exécution de « tous les conspirateurs »

### Le « nouvel ennemi »

La France est devenue le « nouvel ennemi » de l'Iran après l'échec de la tentative d'assassinat de M. Chapour Bakhtiar. L'éditorial de l'organe officiel du Parti de la République islamique ne laisse aucun doute sur la brutale dégradation des relations entre Paris et Téhéran : prenant fait et cause pour les auteurs de l'attentat, le quotidien accuse ouvertement la France d'être, en abritant le dernier premier ministre du chah, complice du complot visant à renverser le régime islamique.

L'imam Khomeiny lui-même avait levé les ambiguïtés qui auraient pu exister quant à l'origine de l'attentat en déclarant : « Les personnes impliquées dans le complot sont corrompues selon le Coran et la loi islamique. Elles doivent toutes être condamnées à mort sans exception, et personne n'a le droit de pardonner à l'une d'elles. » Or M. Bakhtiar est considéré comme l'inspirateur des conjurés, et les pasdaran (« gardiens de l'islam ») qui ont revendiqué l'attentat des vendredis ont pas hésité à proclamer : « Nous poursuivrons ce mécrénaire jusqu'à ce que nous l'exécutions. »

Il était difficile d'imaginer plus cinglant démenti à M. Sadegh Ghotbzadeh, qui s'élevait à l'affirmation contre toute évidence que l'Iran n'avait rien à voir avec le complot de tueurs, que celui-ci ait été à la solde des pasdaran ou qu'il ait agi par conviction. Le ministre iranien, qui par ailleurs habilement beaucoup, aurait gagné à se taire lorsqu'il s'est déclaré partisan des « débats démocratiques pour la défense des idées » et a reproché à la France, terre d'asile, d'être devenue le refuge des comploteurs. Sans doute a-t-il oublié que l'imam Khomeiny, accueilli à Paris le 6 octobre 1979, était un « comploteur » pour le gouvernement du chah, et que c'est le régime islamique qui a ordonné depuis une chasse à l'homme contre l'ancien souverain et d'autres opposants.

On est loin de ce 1<sup>er</sup> février 1979 où le retour de l'imam Khomeiny soulevait d'innombrables espoirs à Téhéran, tandis que des millions d'Iraniens scandaient dans les rues les louanges de la France, qui demeurait éternellement dans leur mémoire. Aujourd'hui, du haut de la télévision et de la radio de l'État, les pasdaran menacent de s'attaquer aux intérêts de la France au « proche-Orient ». Il est vrai qu'elle n'en a plus guère en Iran — si elle « ne libère pas leurs frères du commandement armé et n'expulse pas Bakhtiar ». Si elles se sont améliorées sur le plan économique depuis le début de l'année, après avoir été réduites presque à néant, les relations entre Paris et Téhéran se sont considérablement détériorées sur le plan politique. Comment aurait-il pu en être autrement alors que l'anarchie s'étend de jour en jour en Iran au point d'être dénoncée par l'imam Khomeiny lui-même ? La situation actuelle présente, certes, des analogies avec la Terreur sous la Révolution française. Mais, un an et demi après le changement de régime, il est impossible d'absoudre la violence, les excès et l'incompétence de nombre d'ayatollahs.

Sans doute, ni les pasdaran ni le Parti de la République islamique ne sont officiellement le gouvernement, bien qu'ils fassent la loi à Téhéran. Cela étant, la France ne saurait céder au chantage ni aux menaces, sous peine d'encourager les attentats politiques, qui ont tendance à se multiplier sur son territoire depuis quelques années. Pris en flagrant délit, les hommes qui ont tenté d'assassiner M. Bakhtiar en tant que représentants et dont les pasdaran réclament l'exécution — ne peuvent qu'être traduits devant une justice respectueuse, elle, des droits de l'homme.

### Les intégristes auraient financé la tentative d'assassinat sur M. Bakhtiar

Les cinq membres du commando responsable de l'attentat manqué, commis vendredi 18 juillet à Paris contre M. Chapour Bakhtiar, ont été inculpés d'assassinat et de tentative d'assassinat et écroués. Selon le procureur du tribunal de Nanterre, aucun de ces hommes ne jouit de l'immunité diplomatique, et aucune demande d'extradition n'a été formulée. Aucune information officielle, à Paris, n'a confirmé que les terroristes aient agi sur ordre de Téhéran. Cependant, selon des informations recueillies auprès de l'O.L.P. à Beyrouth, le Parti de la République islamique aurait reconnu avoir organisé et financé l'opération.

À Téhéran, l'imam Khomeiny a réclamé l'exécution de « tous les conspirateurs » impliqués dans le dernier complot. Cinq d'entre eux — des officiers — ont été passés par les armes dimanche avant l'aube. D'autre part, au cours de sa première réunion le Parlement a porté à sa présidence, à une majorité écrasante, Fayyallah Rahnemai Rafsanjani, l'un des dirigeants du Parti de la République islamique.

Les informations contradictoires de la fin de la semaine ont fait place à un épais mystère dans l'enquête sur l'attentat manqué, comme vendredi 18 juillet, à Nanterre, contre M. Chapour Bakhtiar, au cours duquel un gardien de la paix et une femme ont été tués et un second gardien de la paix grièvement blessé (le Monde daté 20-21 juillet).

Mystère, d'abord, à propos de l'identité exacte du chef du commando de cinq hommes, dont le passeport est établi au nom d'Anis Naccache (vingt-neuf ans), et qui a été présenté dans un premier temps comme étant M. Abou Mazen, membre du comité central du Fatah, l'une des branches de la résistance palestinienne, puis comme un simple agent de cette organisation, homonyme du précédent. Cet homme, qui ressemble au représentant du Fatah à Damas, serait d'origine chrétienne libanaise et aurait servi à Téhéran comme officier d'un service spécial palestinien. Cette version devait devenir prépondérante.

## Les États-Unis entre le droit et la justice

### I. — Une nation de plaideurs

New-York. — Un habitant de l'État de Rhode Island, M. Gerald Zarrella, a gagné en octobre 1979 un procès « bien américain ». Un jury de quatre hommes et deux femmes lui a accordé 80 000 dollars de dommages et intérêts que devra lui payer son ex-meurtrier, M. Sydney Robinson, pour avoir eu avec son épouse des « conversations téléphoniques coupables ». Ladite épouse avait entre temps obtenu le divorce pour convoier avec son interlocuteur préféré, mais cette régularisation n'empêchait pas qu'il y ait eu délit, méritant donc réparation.

Le recours judiciaire ne sert pas seulement à trancher les litiges entre particuliers. C'est aussi un moyen de gouvernement. L'année dernière l'exécutif fédéral se vit déboulé de deux plaintes célèbres, l'une contre la police de Philadelphie pour « bavures » répétées dans les quartiers noirs, l'autre — après six ans de débats — contre le corps de sapeurs-pompiers de Chicago, accusé d'accueillir dans ses rangs plus volontiers les Blancs que les Noirs. En revanche, la Maison Blanche garda le dernier mot contre le sénateur Goldwater et vingt-six membres du congrès

De notre envoyé spécial  
ALAIN CLÉMENT

qui assignèrent en justice pour avoir rompu avec Taiwan sans consulter le Sénat. Procès qui n'aurait rien de trivial en droit américain. La Constitution prescrit que les traités internationaux doivent être ratifiés par les deux tiers du Sénat. Leur dénonciation unilatérale ne réclame-t-elle pas la même procédure ? L'affaire monta jusqu'à la Cour suprême, qui, à quelques jours de la « normalisation » américano-chinoise, fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1980, préféra arguer de son incompétence.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Les Américains sont devenus un peuple de plaideurs. Avec quatre cent cinquante mille avocats pour une population d'environ deux cent vingt et un millions d'habitants, ils comptent un avocat pour cinq cents habitants (un pour deux cents à New-York), soit trois fois plus que la Grande-Bretagne, quatre fois plus que la R.F.A., pourtant patrie des « querelles d'Allemands », et vingt et une fois plus que le Japon. Évidemment, ces cohortes de robes noires ne se consacrent pas uniquement à la défense de la veuve et de l'orphelin.

### Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Aujourd'hui

TAHITI : le sauvage et l'importateur

(Page 9.)

## DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

### MICHELE MANCEAUX Grand reportage

« Avec ce grand reportage au plus profond de soi, Michèle Manceaux devient à la fois l'auteur d'elle-même et d'un très beau livre. »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

224 pages



### MARCHE ARRIÈRE

brusquement s'était mis à marcher à reculons. Et ce ne sont pas les discours nous expliquant qu'il faut mettre fin à un certain goût de la consommation et du gaspillage pour en revenir à une croissance sobre qui infirmeront cette impression que, décidément, le rétro est de plus en plus à la mode...

MICHEL CASTE

qui assignèrent en justice pour avoir rompu avec Taiwan sans consulter le Sénat. Procès qui n'aurait rien de trivial en droit américain. La Constitution prescrit que les traités internationaux doivent être ratifiés par les deux tiers du Sénat. Leur dénonciation unilatérale ne réclame-t-elle pas la même procédure ? L'affaire monta jusqu'à la Cour suprême, qui, à quelques jours de la « normalisation » américano-chinoise, fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1980, préféra arguer de son incompétence.

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Les Américains sont devenus un peuple de plaideurs. Avec quatre cent cinquante mille avocats pour une population d'environ deux cent vingt et un millions d'habitants, ils comptent un avocat pour cinq cents habitants (un pour deux cents à New-York), soit trois fois plus que la Grande-Bretagne, quatre fois plus que la R.F.A., pourtant patrie des « querelles d'Allemands », et vingt et une fois plus que le Japon. Évidemment, ces cohortes de robes noires ne se consacrent pas uniquement à la défense de la veuve et de l'orphelin.

(Lire la suite page 6.)

### ● AFGHANISTAN

## Le gouvernement de M. Karmal est réorganisé

Le président Karmal a renforcé ses pouvoirs à la faveur d'une réorganisation du gouvernement. Il a notamment créé quatre « présidences générales » destinées à rendre « plus efficace » le travail administratif, a annoncé Radio-Kaboul. L'une des présidences regroupera le secrétariat du premier ministre et une partie des directions du ministère de l'Intérieur. Ce portefeuille est détenu par M. Mohammed Golabjoi, considéré comme une personnalité très représentative du Khalq (le peuple), la tendance du Parti démocratique et populaire d'Afghanistan à laquelle appartiennent les présidents Taraki et Amin. Cette présidence donnera les « orientations générales » à tous les ministères et supervisera les administrations provinciales et municipales. Les autres présidences seront chargées des activités religieuses, du travail et de la sécurité sociale.

A l'occasion de cette restructuration des services gouvernementaux, une semaine après que le président Karmal ait menacé les responsables « qui ne font rien pour le salut de la nation », le chef de l'État centralise la majorité des pouvoirs entre ses mains tandis que le Paracham (le drapeau), sa tendance du P.D.P.A. — assure apparemment sa prééminence sur sa rivale.

## A Kaboul, comme si de rien n'était...

De notre envoyé spécial

Kaboul. — A en croire la rumeur qui depuis plusieurs jours déjà courait avec de plus en plus d'intensité dans la capitale afghane, les

opposants au régime de M. Babrak Karmal et à la présence soviétique auraient eu la ferme intention de manifester de manière spectaculaire leur refus de se soumettre, et ce au moment même où l'U.R.S.S. célébrait solennellement le samedi 19 juillet à Moscou l'ouverture des Jeux olympiques.

Contre toute attente, ni attentat, ni attaque-surprise contre des éléments isolés de l'armée nationale ou étrangère, ni défilé, ni grève, ni manifestation bruyante dans une population montée sur les toits de la ville pour y scander des « Allah ou Akbar » — l'ours de signification n'ont eu lieu en quelque point que ce soit. On avait parlé d'un « gros coup » auquel pas un Kabuli — hormis bien entendu les « traitres à la solde de l'ennemi » — n'aurait voulu ne pas contribuer.

Mais on a pu toutefois constater que la rumeur avait été prise au sérieux du côté des forces de l'ordre. Dès le matin du vendredi 18 juillet, le quadrillage de jour quotidien n'est plus en place d'un bout à l'autre de la ville avait été considérablement renforcé.

Chaque point-clé sans exception — carrefours, ponts enjambant la rivière Kaboul, bâtiments administratifs, installations diplomatiques, débouchés des grandes artères, etc. — était occupé par un blindé de l'armée afghane, automobileuse ou char, le plus souvent flanqué d'un soldat-car de la police urbaine. Pourtant, ces militaires volontiers débrouillés se laissent dans l'ombre de leurs engins pour échapper aux rigueurs d'un soleil cuisant n'ont pas l'air de très farouches guerriers.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 5.)

## LA BELGIQUE VUE PAR PIERRE DE BOISDEFRE

### Arrêter les démons de l'absurde

Pierre de Boisdefre vient de publier un livre dont je conseille la lecture. Lui qui nous a donné de remarquables portraits de Malraux, Kafka, Barrès ou de Gaulle, trace maintenant celui d'un pays, la Belgique, que la géographie a fait notre voisin, l'histoire notre cousin, mais sur lequel bon nombre de nos compatriotes s'acharnent à porter des jugements qui ne seraient pas plus faux s'ils s'agissaient, comme il le dit, du Népal ou du Kamtchatka. L'auteur aime son sujet et je ne m'en étonne pas, moi qui connais assez bien l'un et l'autre et les ai vu ensemble. Il l'aime et le dit, ce qui peut paraître un mérite à l'heure où snobs et cabotins multiplient sur le compte des Belges et de la Belgique des mauvaises plaisanteries qui se prétendent de bons mots. Tout au long du livre, l'auteur se

## POINT

### Tourisme en mutation

Le retour du soleil, annoncé comme certain par les météorologistes pour le 22 juillet, n'effacera pas l'impression de morosité qui se dégage d'un tour de France des vacances : que ce soit en raison de la pluie ou de la crise économique, ou des deux à la fois, les élus des régions concernées et les professionnels du tourisme concourent à la médiocrité de la première partie (1<sup>er</sup> juil.-15 juil.) de la saison d'été 1980.

Si l'on pousse l'analyse au-delà de ces deux causes, on s'aperçoit que les Français, mouillés et inquiets, ont différé, cette année, la date de leur départ en vacances, d'autant plus volontiers que les congés scolaires débutaient tardivement.

Mais le mois d'août devrait renouer partout avec la tradition d'affluence, comme au bon vieux temps des années 70. Pour la première fois, ce décalage profitera au mois de septembre, que des responsables de stations, des dirigeants d'organismes de tourisme social et des hôteliers s'accordent à prédire exceptionnel du point de vue de la fréquentation.

Certes, les Français en vacances comptent, depuis deux ans, franc par franc. Le pouvoir d'achat général n'ayant pas sensiblement régressé, tout laisse à penser que des transferts de consommation s'opèrent de façon encore imperceptible. Si les hôteliers, les restaurateurs et les agents immobiliers, qui gèrent leurs affaires de façon traditionnelle, se plaignent, en revanche, les professionnels qui ont mis sur le « tout compris », la location à la semaine ou le loisir sportif, affichent des résultats florissants. Les cartes sont donc en cours de redistribution.

Il est alors prématuré de qualifier de « catastrophique » une saison dont le bilan ne pourra être tiré qu'à l'automne. D'autant que la France dispose d'atouts non négligeables face à la concurrence.

Selon une expression chère à M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, elle est « le premier soleil », le plus proche pour la majorité de nos concitoyens, mais aussi pour les peuples nordiques. Elle satisfait, enfin, le profond désir des Français de retrouver leurs racines en cette période d'insécurité et de trouble.

(Lire pages 26 et 27 un dossier établi avec les informations de nos correspondants.)

FRANCIS HURÉ

(Lire la suite page 2.)



Le Monde

# BELGIQUE

La Belgique, ce ne sont pas seulement les « histoires belges », encore que Jacques Nobécourt, avec émotion, et José Fontaine, sur le ton badin, montrent le côté quelque peu raciste du phénomène. Le « problème belge », à défaut de la solution radicale préconisée par Serge Vilain, demande, comme l'indique Francis Huré, beaucoup d'esprit de conciliation si l'on veut éviter l'affrontement.

## Arrêter les démons de l'absurde

(Suite de la première page.)

Tandis qu'au fil des ans, chez nous, une cellule royale, l'île-de-France, et son noyau mâle, Paris, possédés d'un appétit vorace, accomplissent ce qui devait mener à la constitution de l'Hexagone une Belgique faite d'événements, de comités, de bourgeois, s'étalait sur cette grève froide comme une colonie de fruits de mer, balayée par le flux et le reflux d'envahisseurs espagnols, autrichiens, français, hollandais, embryons tour à tour dispersés ou rassemblés suivant le jeu des vastes courants européens qui, au siècle dernier, décidaient d'en faire un Etat parce qu'ainsi l'exigeait l'équilibre continental. Cette disparité d'origine est la source d'innombrables malentendus lorsque les deux gouvernements s'expriment sur la construction européenne ou la défense atlantique. Mais aussi lorsqu'il s'agit d'évaluer ce qui se passe chez l'autre.

On m'objectera que certains Belges eux-mêmes avouent qu'ils ne peuvent plus souffrir de vivre ensemble. Il est vrai que depuis quelque temps les lignes s'alignent, les passions se brisent le long du tracé linguistique. Mais, si la crise politique occupe le devant de la scène, c'est, dans la coulisse, la crise économique qui tient le livret. Parce que la Flandre maritime subit

moins péniblement que la Wallonie enclavée une épreuve qu'elle aborde avec plus de discipline, la différence des situations et des comportements socio-économiques se transpose sur le plan politique où tout enfle, s'exacerbe, s'accuse, faisant apparaître deux nations antinomiques là où l'on croyait voir deux nuances d'une même famille. Mais que cesse la cause, l'effet s'en trouverait affecté. Que les affaires reprennent, et le climat communautaire en serait modifié.

Car la « famille belge » qu'on chante les premiers hymnes de l'indépendance existe réellement, et de Beldifère à raison d'en témoigner. Ces frères dont l'adversité veut faire des adversaires pratiquent un culte commun, celui du « bien-être » et du « bien-vivre », lesquels, précédemment depuis l'automne 1973, sont en péril. C'est déjà beaucoup que souhaiter être heureux de la même manière. Et ce culte identique ne célèbre pas uniquement le confort matériel et moral. Il prône aussi bien les valeurs culturelles, la chaleur humaine. Notre nouveau guide de la Belgique rappelle à bon escient ce que celle-ci a donné au monde en matière de peinture, d'architecture, de musique, de poésie, de sciences exactes ou appliquées, et ce qu'elle a ajouté en hospitalité, en galeté, en gentillesse. Par les temps qui courent, où les passions, les rejets, les engagements se déchirent l'univers, comme on voudrait protéger cet îlot ! On se dispute beaucoup en Belgique, et à tort et à travers, mais pas sur l'art de vivre. Le sonnet de Pindar n'a vieilli ni à Liège ni à Anvers.

Autre trait d'union : d'où qu'il vienne, le Belge déteste se replier sur lui seul. Dans sa compagnie, il intègre de bon cœur l'étranger. Ce qui l'incite à avoir le goût de l'entreprise et du voyage. Prospector les marchés, négociateur des contrats, est une vocation autant qu'une nécessité. Dans un pays si étroit, si limité en ressources naturelles, il faut commercer beaucoup pour s'enrichir assez. Le libre-échange imprègne depuis des siècles, et sous

toutes ses formes, toutes les mentalités. Là où notre universalisme prend un ton protecteur (Paris, capitale du monde...), le cosmopolitisme belge est plus modestement une donnée pratique, mais essentielle. Au même titre, Flamands et Wallons encaissent de plein fouet le choc des tourmentes extérieures.

Troisième caractéristique des deux partenaires, mais que l'on hésite à s'exprimer tant elle paraît contradictoire par les affrontements contemporains : l'aptitude à bien administrer le patrimoine va de pair avec le sens de la négociation et du compromis. Les questions de principe qui colent à nos propos ne surgissent là-bas qu'en début de discussion ; on les négocie en cours de route, on les a oubliées à la fin. Cela n'empêche ni l'apaisement des conflits ni la rouerie des manœuvres, mais donne à la dialectique belge une imprégnation commerciale. Comme si, entre diverses prétentions, elle calculait le juste prix. C'est ce qui prive le débat entre le Nord et le Sud non de dureté, mais de cette ardeur théologique qui nous est coutumière. De même l'autorité, que nous simons voir solitaire, nue, brandissant son beau glaive, apparaît là-bas timide, sortant prudemment du corps social et déjà convalescente qu'il faudra composer.

Il n'empêche qu'à la longue, sur une nature paisible, les mauvais temps font des dégâts. La rupture entre communautés qu'affirment des leaders farouches pourrait devenir un fait en voie de s'accomplir si leur propagande, armée de ses certitudes militantes, réussissait à mobiliser les opinions. Les discours vont loin dans l'invective et l'invective, en Flandre, les chefs des mouvements nationaux exigent une revanche sur un passé qui vit leurs pères dominés par les francophones ; les représentants de ceux-ci refusent de céder à cette revanche. Pour reprendre l'image de Beldifère, des procédures sont mises en train, qui introduisent le divorce.

### Ni l'Irlande, ni le Liban

Dieu soit loué, il ne s'agit que de procédures ! Les avocats se battent, mais à coup de dossiers la Belgique n'est pas l'Irlande ni le Liban, tant s'en faut. Les résultats, tout de même, sont attristants : institutions précaires, inutilités et co-taues, foisonnement des doubles emplois, nominations qui doivent bien plus à l'appartenance qu'à la compétence, mécanismes si artificiellement équilibrés et si complexes que personne ne sait les faire marcher. Comme ils doivent souffrir, ces Belges épris de gestion, d'épargne, de profit ! Certains bons esprits se découragent ou parlent d'émigrer. En attendant, ce sont surtout les capitaux qui partent. D'ailleurs, si le pays devait se dissocier vraiment, ce se réintégrerait les deux fractions ? Imagine-t-on la France et la Hollande en consultant chacune une dans son sein ? Et si, prétendant à l'indépendance des fractions, des dos, cherchaient à subsister avec leurs ressources amputées, leurs liens brisés et leurs rejets exagérés, de quelle nation à devise forte ne deviendraient-elles pas, inéluctablement, les parentes pauvres ?

Les pouvoirs constitutionnels du roi sont limités, mais sa responsabilité morale ne l'est pas lorsqu'il se agit de sauvegarder l'entité dont il est le garant. Déjà, en deux circonstances récentes, il a appelé aux citoyens les exigences de la raison. C'était dans l'exercice normal de ses fonctions. Si l'avenir s'assombrissait, devrait-il parler plus haut, créer l'événement, avec les risques que cela comporte, ou encourir le reproche non moindre de s'être tu quand on pouvait encore l'entendre ? Le souverain est homme de droiture et de grande conscience. C'est celle-ci, d'abord, qui l'inspirerait, et le dilemme vaudrait à se poser. On ne peut en exclure l'éventualité.

Voici ce qui me venait à l'esprit en lisant le livre de Beldifère. Je ne trahirai pas sa pensée en disant que l'union, qui fait ailleurs la force, fait en Belgique, la querelle. Ironie des devises nationales inscrites sur les frontons ! Mais il n'est pas utopique d'ajouter que, d'une certaine manière, la querelle peut faire aussi l'union. Tous les amis de la Belgique, et ils sont innombrables, souhaitent que, dans ces moments difficiles, la sagesse ancestrale ne lui fasse pas défaut. Faute de quoi nous, ses frères et voisins, si fiers des garde-fous de notre sens commun, devrions bien convenir que dans notre nouveau d'Europe non plus, rien n'arrête, quand ils se déchinent, les démons de l'absurde.

FRANCIS HURÉ,  
ambassadeur de France  
à Bruxelles.  
(\*) Nous partons pour la Belgique,  
Presses universitaires de France,  
228 pages, 240 francs 50.

## La frite et la francité

par JOSÉ FONTAINE (\*)

ON sait que le terme de francité désigne depuis quelques années la spécificité de tout ce qui est français. La paternité du mot doit sans doute être attribuée au président Senghor. Mais, quelques années auparavant, francité apparaissait dans une étude de Roland Barthes : « Match nous a appris que, après l'ambassade indochinoise, le général de Gaulle, pour son premier repas, demanda des pommes de terre frites (...). L'appel du général n'était certes pas un vulgaire réflexe matérialiste mais un épisode rituel d'appropriation de l'ethnie française. Le général connaissait bien notre symbolique nationale ; il savait que la frite est le signe alimentaire de la « francité » (1). »

Comment expliquer alors l'emploi de la frite comme argument principal des blagues belges ? Diverses hypothèses ont été avancées sur la vogue de ces histoires. Quelques-unes sont françaises, d'autres sont plutôt belges. Nous allons les passer rapidement en revue.

Certains pensent que les histoires belges devraient le seul débouché possible du racisme et des préjugés. Des Belges voient dans le phénomène le symptôme de la diminution de l'influence française dans le monde : n'ayant plus rien à se mettre sous la dent, les Français se rabattraient sur de plus petits. On voit mal, poursuivent les champions de cette thèse, les histoires belges se répandre à l'époque des soldats de l'An II ou sous de Gaulle. Un quotidien ardennais expliquait récemment que, à son avis, ces blagues ne seraient qu'une semblable (le « belge ») dépourvu de personnalité, comme le cousin de province face au Parisien.

Cette absence de personnalité a d'ailleurs été revendiquée récemment comme un trait distinctif de la Belgique par un groupe d'écrivains. Les mêmes ont forgé le terme de *belgitude* (la relation avec la *négritude* qui a le même père que la *francité*). D'autres encore, qui rappellent le fameux mot répété en Wallonie depuis septante ans : « Il n'y a pas de Belges », font remarquer que les blagues belges ont la même structure que les récits

anti-Belgards (très antérieurs) de l'« humour » wallon. Or, injuste (ou juste) retour des choses, les histoires belges ne sont vraiment bien diffusées qu'en pays wallon. Cela donne à ces « Belges » le sentiment d'être les seuls visés tout en étant identifiés comme... Flamands.

De fait, tout Wallon voyageant en France s'entend dire un jour : « Comme vous vous exprimez bien dans notre langue ! » Certes, de nombreux Wallons, qui ont le sens de la repartie, ont souvent répondu : « Figurez-vous que j'ai la même impression en vous écoutant parler notre langue ! » Mais l'ambiguïté demeure, une ambiguïté très cruelle à ces Wallons déjà assimilés par la majorité flamande au quasi-en-nemi héréditaire français.

Il resterait une dernière hypothèse à examiner pour le principe seulement : cette frite des blagues belges ne jouerait-elle pas le même rôle que dans le repas de capitulation du général de Gaulle ? Les Français ne cherchaient-ils pas, par ce biais, à adorer les Wallons à « s'approprier » l'« ethnie française » ? Le Monde n'aurait-il pas en 1945 : « Les Wallons sont des super-Français ! (2) »

Cette dernière hypothèse, aussi invraisemblable que les précédentes, est la moins plausible de toutes, quoique la plus optimiste d'un point de vue wallon. Les Français jouent à cache-cache avec les Wallons depuis des générations. Même une simple frite peut servir à dissimuler la vérité, à épaissir encore l'énigme que la Wallonie constitue pour les Français. L'auteur français le plus lu, le plus traduit dans l'univers — le Wallon Georges Simenon — incarne généralement cette forme d'énigme la plus répandue dans la littérature du vingtième siècle qu'est le roman policier. Quel Maigret pourrait bien faire comprendre à la patrie de Coluche que, dans l'« affaire France », la Wallonie est au moins complice, coauteur, voire même inspiratrice de ce vieux « crime » : être Français ?

(1) R. Barthes, *Mythologie*, éd. du Seuil (coll. « Points »), Paris, 1970, p. 70.  
(2) *Le Monde* du 10 mai 1945 : « Ce petit peuple de super-Français dont la température est plus proche de celle de Paris ou de Marseille que de celle de Lyon ou de Lille... »

## Qu'on n'en parle plus !

par SERGE VILAIN (\*)

J'AI eu la malchance mais l'honneur de naître à Tournai, c'est-à-dire à 10 kilomètres de la « frontière » française. La chance, cependant, de vivre en un lieu où l'on parle en français. Le vrai.

Lille et Dunkerque devenues françaises, je n'ai jamais très bien compris que Tournai, la Picardie, ne supplât pas la nation tricolore de la reprendre. Le malheur voulut que Bonaparte perdît ses bêtes à Waterloo. Il est tout de même fâcheux qu'à cause de la bêtise du hasard et de la défaillance de Grouchy, nous, Tournaisiens, soyons inféodés à l'Etat belge.

Le destin et mes propres bêtises m'ont fixé à Bruxelles. J'ai donc tout le loisir, moi qui ne me sens pas « Belge » du tout, de regarder en spectateur sidéré la querelle des Flamands et des Wallons, et la traîtrise de ces derniers envers leur propre culture.

Le « problème » belge est simple : il n'existe pas ! Certains Wallons et, surtout, les Flamandisés l'ont imaginé afin de sauvegarder, non pas la « Belgique », mais leurs pauvres intérêts à court terme ! Alors que l'indivisibilité la plus élémentaire est de leur commander de se séparer, en tout bien tout honneur ! Parce que, depuis cent cinquante ans seulement — l'âge d'un petit patriarcat — ce pays s'est inscrit sur la carte de l'Europe par la volonté du congrès de Vienne, et singulièrement de l'Angleterre. Parce que ce pays n'est pas une nation, mais une négation : qu'il y a, d'une part, des Flamands, comme il existe des Danois, et, d'autre part, des Wallons, qui sont comme les Bretons ou les Normands : des provinciaux de la France. Quant aux Bruxellois, ils sont comme les Parisiens et les Londoniens : des gens « montés » ou « descendus » de leur province et qui y ont fait souche. Alors, qu'on en finisse, qu'on rende la Picardie à la France, la Flandre à la Flandre, les « germanophones » d'Europe à l'Allemagne. A chacun sa langue et sa culture !

Requiem, Belgique ? Même pas ! Requiem, Wallonie ! Et qu'on n'en parle plus, comme disait Céline !

(\*) Tournaisien, Picard, membre de Wallonie libre.

## Par-delà « la race et le sol »

par JACQUES NOBÉCOURT

DEUX EUROPE S'UNE. Ou bien celle dont il n'était pas interdit de rêver il y a vingt-cinq ans : la communauté à six, supranationale, dans laquelle les régions, ethniques ou politiques, seraient trouvées un épanouissement logique grâce au dépassement de la nation. Ou bien celle qu'on impose les neuf : l'Europe des nations à fait partenaires, dont l'accord réside surtout dans le refus de forger une communauté véritable.

De toutes ces nations, la Belgique est la plus substantiellement « européenne » depuis ses origines : la volonté d'indépendance de ses deux communautés s'est conjuguée aux intérêts des puissances continentales pour édifier une patrie, un système politique, inspirés par la volonté et l'intelligence beaucoup plus qu'accouchés par la guerre. Dans l'Europe des nations, aujourd'hui, la Belgique compte en tant que telle, en tant qu'unité.

Cela doit être dit pour souligner la contradiction insoluble où se placent les héritiers de la tradition capétienne et jacobine (elle est une et continue), qui se battent aujourd'hui pour la nation française, centralisée et uniforme, avec autant de ferveur que pour démanteler — au moins en rêve — les franges des nations voisines.

L'unité de la France impose, dans leur esprit l'éclatement des réalités culturelles, linguistiques, ethniques, que sont la Bretagne, l'Alsace, le Pays basque, l'Occitanie, la Corse, qui ne demandent rien d'autre que le respect de leur vérité. Mais, inversement, c'est au nom de la « francité » que les Capéto-Jacobins, dont Napoléon pourrait être le saint protecteur, réclament pour la Wallonie, le Jura suisse, le val d'Aoste, les droits qu'ils refusent à la Bretagne. De la solidarité linguistique au vœu d'autonomie, puis à l'encouragement à l'indépendance, il n'y a pas de rupture. Et cette logique aboutit, pour les plus extrémistes, à tenir pour naturel le rattachement au pré carré des rois de France.

Cette attitude s'appelle impérialisme lorsqu'on la constate ailleurs. Elle s'appelle aussi racisme. Le racisme commence avec les « histoires belges ». Il y a quelque chose de triste dans le rire qu'elles éveillent. Il continue avec l'adoption par principe des thèses que les francophones voisins opposent aux Flamands, aux Bretons, aux Italiens. S'agissent-ils ? Sur quoi s'est donc fondée l'expansion du Reich, sinon sur la communauté de langue avec l'Autriche, les Sudètes, l'Alsace ?

Aucun gouvernement français ne serait en mesure de procéder de la sorte, bien entendu. Mais c'est d'une logique qu'il s'agit de se défaire, celle qui voudrait refaire une Europe des langues, des blocs — germanité contre latinité, — fondée sur le *Bist*

und Boden, sur le *Sang* et le *Sol*, abominable stratégie que toute l'histoire de ce continent cherche à dépasser. La formation des nations y est parvenue. Elle apparaît ainsi comme un fruit éternel de civilisation.

Il n'est que trop vrai, malheureusement, que la communauté flamande de Belgique semble souvent s'inspirer du *Bist und Boden*, par réaction contre les souvenirs de décadence d'hégémonie francophone. Faut-il enouerager les Wallons à les affronter sur ce terrain en rêvant de s'appuyer sur un reconstruit français ?

Une seule politique est réaliste, dans l'Europe des nations qu'on a voulue : le respect de la Belgique comme état unitaire, dont l'histoire, entité propre, est symboliquement et réellement la capitale. Ces deux principes sont déjà dépassés, pourtant : les hommes d'Etat belges les plus responsables font en sorte que la régionalisation, si elle prend acte de la rupture de l'unité, en évite les pires conséquences. Et Bruxelles se vide de sa substance.

Dans la mesure où l'entreprise pourrait déboucher sur l'affrontement, l'appel, compréhensible, à la solidarité francophone pourrait déboucher du linguistique au politique. Allant à contre-courant d'un sentiment instinctif des Français, même des moins capétiens, on doit se rappeler que l'éclatement de la Belgique amorcerait un processus où chaque ethnie européenne trouverait le fondement d'une légitimité politique. Ceux qui ont voulu l'Europe des nations se déjugent totalement lorsqu'ils assimilent nation française et francité. Ils devraient être les premiers à insister sur la belgitude des Wallons.

JEAN-PIERRE DERRIENNIC

## LE MOYEN-ORIENT AU XX<sup>e</sup> SIECLE

70 années d'histoire mouvementée au Moyen-Orient. Enfin un livre clair et objectif pour expliquer, dès leur origine, les facteurs qui menacent aujourd'hui l'équilibre économique et stratégique du monde.

ARMAND COLIN

Le Monde  
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

## LES RÉFUGIÉS

## LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le numéro : 3,50 F

Abonnement (un an (10 numéros) : 35 F

DES LIVRES SE



هكذا من الأصل



PROCHE-ORIENT

Liban

M. Takkieddine Solh est nommé premier ministre

De notre correspondant

Beirut. — Après avoir accepté mercredi 16 juillet la démission du gouvernement de M. Selim Hoss, le président de la République, M. Sarkis, a nommé dimanche M. Takkieddine Solh premier ministre. Compte tenu de la crise dans laquelle se trouve plongé le Liban, cette démarche est considérée comme étant extrêmement rapide. Le gouvernement lui-même pourrait être formé dans les quarante-huit heures.

En réalité, le nouveau cabinet aurait déjà été virtuellement prêt pour l'essentiel avant l'acceptation de la démission du précédent. Il repose sur une formule associant le maximum possible de tendances politiques sans pour autant être réellement d'« entente nationale ». En effet, les deux ailes extrêmes du camp chrétien, M. Suleiman Frangieh, d'une part, et M. Bechar Gemayel, de l'autre, seraient représentés à dos. Toutefois, les phalanges seraient plus exclusives du cabinet, un distingué étant opéré entre les deux ailes du parti qui serait représenté par deux ministres, MM. Amine Gemayel, frère de M. Bechar, et le vice-président du parti, M. Elie Karam.

Coiffé d'un premier ministre sunnite, le cabinet serait bâti sur une alliance phalangiste-P.N.L.-Mouvement national (progressiste) chite qui se traduirait en noms par les personnalités suivantes : MM. Amine Gemayel, Dany Chamoun, Waleed Jomblatt, Nabih Berri (du mouvement Amal). Avec en plus la participation du commandant en chef de l'armée, le général Victor Khoury, et du directeur général des forces de sécurité intérieure, le général Ahmed El Hajj. Dames obtiendraient une satisfaction avec la présence de M. Assem Kanao, secrétaire

général du Bas pro-syrien. Il comprendrait dix-huit ou vingt-deux ministres selon le dosage confessionnel habituel.

M. Suleiman Frangieh qui se cantonne dans un refus systématique de toute participation phalangiste à n'importe quel gouvernement en raison de son conflit sanglant avec M. Gemayel, et qui a déjà annoncé qu'il prônerait la « désobéissance civile » dans son fief, ce qui ne changerait pas grand chose à la situation de facto, se trouverait en porte à faux d'autant plus que le cabinet comprendrait le nouveau grand ennemi de M. Gemayel au sein de la communauté maronite, M. Dany Chamoun. Et que, selon un choix dont les phases préliminaires ont été jusqu'ici appliquées, le premier acte du nouveau gouvernement pourrait être d'ordonner à l'armée de prendre position dans les deux secteurs chrétiens et palestiniens-progrès, avec l'aval de M. Jomblatt et Amine Gemayel.

Quant à M. Bechar Gemayel, il se montre plus souple à l'égard de l'armée dans son secteur — où l'ordre règne depuis que ses milices ont mis au pas celles du P.N.L. Ses dernières déclarations paraissent indiquer qu'il a mesuré à quel point une opposition catégorique de sa part serait aujourd'hui impopulaire dans la communauté chrétienne elle-même. Tout comme un sabotage de la part des Palestiniens, qui sont en réalité opposés à l'entrée de l'armée à Beyrouth-Ouest, indiquerait encore plus qu'elle n'est l'opinion musulmane à leur égard. Samedi et dimanche encore, des accrochages, qui ont fait au moins quatre morts, ont opposé dans la banlieue de Beyrouth des combattants chites et palestiniens.

LUCIEN GEORGE.

Un homme de conciliation

De notre correspondant

Beirut. — Malgré ses soixante et onze ans et son « tabouche », coureur-chef d'état de l'époque ottomane et dont il est l'un des derniers adeptes, M. Solh n'est pas un « fossile politique ». Alerté sur tous les plans — il fait du footing chaque matin sur le front de mer à Beyrouth-Ouest, où il vit, et il s'est adapté à l'évolution de la situation maronite et complexe du Liban — M. Solh est considéré tout à la fois comme un homme de conciliation et comme un des rares leaders de la communauté sunnite susceptibles de prendre leurs responsabilités si le recours à l'armée devait être décidé.

Cet ancien journaliste, des années 30, qui a été à la même époque professeur de lettres au lycée français de Beyrouth, n'a commencé sa carrière politique que tard, en 1957, et n'a réussi

à percer qu'en juillet 1973, en devenant chef du gouvernement. Déjà à ce moment il avait fait face à une conjoncture délicate, puisque s'agissait au Liban le crise issue du raid israélien du 10 avril 1973 contre les camps de la résistance palestiniens en plein Beyrouth. Son passage au pouvoir n'avait pas alors été déclinant.

Etiqueté « proche du Bas pro-irakien », M. Takkieddine Solh, tout en ayant de bonnes relations avec Bagdad et en ayant effectivement eu des liens avec l'aile de ce parti qui y est aujourd'hui au pouvoir, a cependant suffisamment pris ses distances pour ne pas apparaître « inacceptable » à la Syrie, bien que les dirigeants de ce pays eussent préféré un autre chef de gouvernement à Beyrouth.

L. G.

Irak

LE DOUZIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

Les programmes actuels de recherche ont pour seul but l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques

déclare le président Saddam Hussein

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Au cours d'une conférence de presse organisée dimanche 20 juillet à l'occasion du douzième anniversaire de la révolution irakienne, le 17 juillet, le président Saddam Hussein a déclaré, pour la première fois en public, les « campagnes menées en Europe » condamnant la livraison à l'Irak par la France d'uranium très enrichi.

Il y a quelques années, a-t-il dit, « les milieux sionistes d'Europe tournaient en dérision les Arabes qui, affirmant-ils, constituaient un peuple inculte et arriéré, bon seulement à conduire des chameaux dans le désert. Voilà qu'aujourd'hui ce sont les mêmes milieux qui, sans sourciller, que l'Irak est sur le point de produire la bombe atomique. En fait, cette campagne sournoise a pour objectif essentiel de maintenir les Arabes dans un état de sous-développement scientifique et technologique (...). Ils savent très bien que l'Irak a signé un traité de non-prolifération des armes atomiques et que les programmes de recherche actuels ont pour seul but l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ».

« L'U.R.S.S. reste notre amie »

Affirmant que la centrale nucléaire israélienne de Dimona, construite avec l'aide de la France, « avait des objectifs proprement militaires », le président irakien a déclaré : « La campagne actuelle de dénigrement devrait être dirigée contre ceux qui, en fait, utilisent l'atome à des fins militaires et non contre ceux qui veulent profiter de la technologie moderne pour le bien de leur peuple ».

Le président Saddam Hussein, qui parlait devant plus de trois cents journalistes arabes et étrangers, a abordé ensuite le problème des relations irakienno-iraniennes. Il a affirmé que l'Irak avait déclaré publiquement aux nouveaux responsables iraniens qu'il désirait établir des relations de coopération et de bon voisinage avec l'Iran, fondées sur le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures. « Mais, a-t-il dit, notre bonne disposition s'est heurtée à la haine des dirigeants racistes et vraiment arrogants de Téhéran. Khomény ne devrait donc pas s'attendre que nous nous montrions amicaux à son égard. Nous ne nous inclinons pas devant celui qui s'est révélé n'être qu'un simple assassin dans son propre pays. Nous ne voulons pas la guerre, mais s'il nous provoque, nous saurons réagir et nous ne resterons pas les bras croisés ».

Se référant ensuite aux rapports entre Bagdad et Moscou, le président Hussein a affirmé que l'U.R.S.S. « était et reste toujours

une amie de l'Irak ». « Nous voulons, a-t-il dit, préserver cette amitié, et tel est également le souhait des Soviétiques. J'ai reçu hier un ministre de l'U.R.S.S. qui m'a dit que l'Union soviétique resterait notre amie aussi longtemps qu'elle respecterait les Arabes et l'Irak, ainsi que le droit des Arabes de choisir leur propre voie ». Le président irakien a souligné que l'U.R.S.S. demeurait toujours, malgré le soul de Bagdad de « diversifier la source de ses armements », le principal fournisseur d'armes de l'Irak. Evoquant à ce propos implicitement les démentis du président Sadat avec Moscou au sujet des fournitures d'armes, il a affirmé : « Lorsque les Soviétiques nous refusent telle ou telle catégorie d'armement, nous n'en faisons pas un drame et nous nous adressons ailleurs, notamment en France et en Italie, pour compléter notre panoplie ».

M. Saddam Hussein a révélé ensuite que Washington avait fait part à l'Irak de son désir de renouer des relations diplomatiques avec Bagdad et avait suggéré à ce propos la tenue de réunions officielles. « Nous sommes tout à fait prêts à accepter la diplomatie des rencontres secrètes. Le jour où nous estimons utile de renouer avec Washington, nous en discuterons publiquement et directement, sous l'intermédiaire de médiateurs. Mais pour l'instant, nous ne sommes pas convaincus que la réconciliation de l'Irak avec les États-Unis serve les intérêts de la nation arabe et de l'Irak ».

Le chef de l'Etat irakien a cependant ajouté que son pays achetait des produits américains « chaque fois que cela nous est utile » et que les États-Unis participeraient cette année à l'exposition de Bagdad. « Pour l'instant, a-t-il souligné, les échanges économiques entre nous et ces pays sont relativement limités. Mais si nous avions besoin d'un ordinateur plus perfectionné que les ordinateurs français, nous l'achèterions, à condition qu'aucune restriction ne soit posée à cet achat ».

L'éloge du non-alignement

M. Saddam Hussein, dont le pays sera l'hôte, en 1982, de la conférence des pays non alignés, a fait longuement l'éloge de la politique de non-alignement et a critiqué les pays arabes qui suivent l'une ou l'autre des deux superpuissances. Il a qualifié de totalement fallacieux le raisonnement de ceux des pays arabes qui préconisent l'installation de bases

américaines sur leur territoire pour faire face à une « invasion soviétique peu probable ».

Abordant ensuite les problèmes intérieurs, M. Saddam Hussein s'est déclaré « fort satisfait » de la situation actuelle au Kurdistan. « Il n'y a plus, a-t-il dit, d'actes de violence dans le Nord, même si, de temps en temps, des coups de feu sont tirés par quelques individus qui s'infiltrent à travers nos frontières ». A propos du parti communiste, il a affirmé que ce dernier ne faisait plus partie du Front progressiste national. « Les communistes, a-t-il dit, ont trahi la charte avant de se disperser à travers le monde. Si les communistes peuvent obtenir l'imam, ils peuvent le faire, mais ils devront au préalable réintégrer l'Irak et vivre sous son ciel ».

Se référant à l'élection de la nouvelle Assemblée législative, M. Saddam Hussein a déclaré qu'il était étonné de voir ses membres en bassistes et non bassistes. « Tous les Irakiens, a-t-il dit, sont des bassistes, car ils croient dans le message apporté par le Baas ». « Ce n'est pas le cas d'un autre pays qui, bien que se réclamant du Baas, n'a rien à voir avec cette doctrine », a-t-il dit, se référant de toute évidence, mais sans la nommer, à la Syrie. « Dans ce pays, a-t-il dit, le président est capable de voler et laisse son frère voler, alors qu'en Irak un homme du parti n'a aucun privilège particulier ».

JEAN GUEYRAS.

LA PSYCHOSE DE L'ATTENTAT

(De notre envoyé spécial.)

Bagdad. — Au cours de sa conférence de presse, le président Saddam Hussein a déclaré que les activités du groupement d'opposition chite El Daoua, qui avait, en avril dernier, organisé quelques attentats terroristes spectaculaires à Bagdad, n'étaient pas parvenues à troubler l'ordre public et que les journalistes étrangers, de retour dans leur pays, devraient témoigner de cette réalité.

Dans un pays récemment encore troublé, l'ordre et la tranquillité semblent, en effet, régner, et les forces de l'ordre sont pratiquement absentes des rues de Bagdad et des autres villes irakiennes. Il n'empêche que des mesures de sécurité sont prises par les autorités, qui semblent vivre dans la psychose de l'attentat terroriste.

C'est ainsi que les journalistes qui ont assisté à la conférence, dimanche, dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, ont dû, au préalable, vingt-quatre heures à l'avance, remettre aux autorités tout leur équipement audiovisuel, les caméras de télévision ainsi que les appareils photographiques, y compris les caméscopes, et les magnétophones portatifs, y compris les cassettes et les piles de rechange. Qui plus est, ils ont été contraints, à leur arrivée au Parlement, de passer, comme dans un aéroport, sous un portillon électronique détecteur d'armes.

J. G.

A TRAVERS LE MONDE

Italie

UN AVION MIG 23 LIBYEN s'est écrasé le 18 juillet à une centaine de kilomètres de Calabre (Calabre). Selon le ministre de la Défense italien, l'appareil n'était pas équipé pour une reconnaissance photographique et ne disposait pas de carburant suffisant pour regagner la Libye. (A.F.P.)

République Sud-Africaine

LES CHEFS DE SIX BANTOUSTANS encore officiellement intégrés à la République Sud-Africaine ont unanimement rejeté, samedi 19 juillet, le plan de réforme constitutionnelle proposé par le gouvernement de M. P. W. Botha, tant que la majorité noire du pays en discussion n'est pas exclue. Le projet gouvernemental pré-

voit la création d'un « conseil présidentiel » élargi à des conseillers noirs et indiens, ainsi que celle d'un conseil africain consultatif. — (A.F.P.)

Tanzanie

M. JEAN FRANÇOIS PONTCHET est arrivé, samedi 19 juillet, à Dar-es-Salaam, pour une visite officielle de quarante-huit heures qui consacre la réconciliation entre la France et la Tanzanie. Le ministre des affaires étrangères transmet ce lundi au président Nyerere l'invitation de M. Giscard d'Estaing à se rendre en visite officielle en France en 1981. Les relations entre Paris et Dar-es-Salaam avaient été entachées par les incidents qui avaient marqué, en août 1977, la visite en Tanzanie de M. Louis de Guiringaud, alors ministre des affaires étrangères. M. François-Poncet doit regagner Paris mardi.

DES LIVRES SEUL POUR TOUS LES TEMPS

5 Fiction & Cie



Jacques Lacarrière  
**Le pays sous l'écorce**  
L'auteur de l'« Eté grec » écrit ici sa première œuvre de fiction : une incursion dans le monde des sensations animales.  
182 pages  
Collection dirigée par Denis Roche



Denis Roche  
**Dépôts de savoir & de technique**  
« Ceci est mon Art littéraire ».  
240 pages



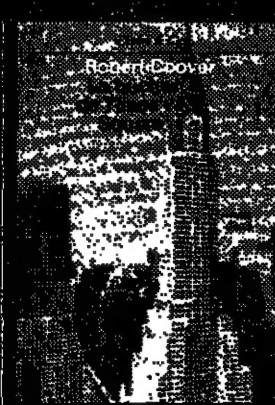
Abdellatif Laabi  
**Le règne de barbarie**  
Prix de la Liberté  
« Simplement vous supplier de lire ses poèmes ils sont parmi les plus beaux qui soient ».  
Françoise Xenakis  
Le Matin  
160 pages



Viviane Forrester  
**La violence du calme**  
« Le génial de ce livre c'est d'avoir su rassembler dans un même souffle la vie et la mort de tous dans le réel, et la puissance des textes dans l'imaginaire ».  
Catherine Clément  
Le Matin  
224 pages



Donald Barthelme  
**Le Père Mort**  
L'un des meilleurs tenants de cette étonnante avant-garde apparue au début des années 60 aux États-Unis.  
Traduit de l'américain par D. Mauriac  
224 pages



Robert Coover  
**Le bûcher de Times Square**  
« Un livre comme on en rencontre une seule fois dans sa vie ».  
Washington Post  
Traduit de l'américain par D. Mauriac  
608 pages

**ABONNEMENT GRATUIT**  
Buletin d'informations  
à destination des  
Éditeurs du Seuil  
27 rue Jacob 75261 Paris  
Cedex 06

NOM.....

ADRESSE.....

Je m'abonne à :

☐ romans ☐ essai et théorie littéraires

☐ philosophie et sciences humaines ☐ politique, économie ☐ religion

☐ santé ☐ cinéma ☐ architecture ☐ histoire ☐ éducation ☐ sciences ☐ musique

Demain : Histoire, Témoignages, Autobiographies







## M. BAKHTIAR

### M. Ghotbzadeh : la France est devenue une terre de conspiration contre l'Iran

M. Sadegh Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères, a critiqué vivement la France, samedi 19 juillet, et dimanche 20 juillet, avant de repartir pour Téhéran.

« La France, a-t-il déclaré, est devenue non seulement une terre d'asile pour les réfugiés politiques mais aussi une terre de conspiration contre l'Iran et la République islamique. La plupart des conspirations sont formées et dirigées ici, à Paris, avec la collaboration des Américains. »

« Nous savons, a-t-il ajouté, que les campagnes de presse reflètent les points de vue du gouvernement français (...), ces choses ne pourront être tolérées pendant longtemps. »

M. Ghotbzadeh a démenti une nouvelle fois, dimanche, comme il l'avait déjà fait la veille, que l'Iran ait pour quel que soit une responsabilité dans le meurtre d'assassinat de M. Chapoutier Bakhtiar. « C'est absolument ridicule, aucun officiel n'y a participé », a-t-il affirmé.

Le ministre avait encore déclaré, samedi : « Tout le monde, en France, dirige la subversion, les coups d'État, les massacres contre l'Iran, et tout cela est regrettable. (...) Nous avons des informations provenant des milieux de l'ancien régime iranien prouvant que ce complot a été monté par ces gens-là. (...) Je n'accepte pas ces méthodes d'attentat. S'il y a des idées politiques, il faut les défendre de manière démocratique, et s'il y a des complots armés, il faut arrêter les auteurs et les juger. »

M. Ghotbzadeh a cependant refusé de se prononcer sur une éventuelle détérioration des relations entre la France et l'Iran. « Je ne peux me prononcer avant d'être rentré en Iran. Mais, a-t-il ajouté, l'opinion publique en Iran est extrêmement sensible à ce qui se passe en France. »

M. Ghotbzadeh a enfin indiqué que « l'amitié qui existait entre les deux pays aurait pu durer toujours ».

### Les échanges économiques franco-iraniens étaient en nette progression jusqu'à la décision d'embargo

Les échanges franco-iraniens ont sensiblement progressé depuis le début de l'année. Pour les cinq premiers mois de 1980 (janvier à mai), la France a exporté vers l'Iran pour 1,47 milliard de francs de marchandises, contre 831 millions pour la période correspondante de 1979. Parallèlement, les ventes iraniennes à la France se sont élevées à 2 milliards de francs, contre 1,24 milliard pour les cinq premiers mois de 1979.

On pourrait s'étonner, a priori, de cette croissance du commerce entre les deux pays. Mais les chiffres bruts doivent s'apprécier en tenant compte de plusieurs facteurs. Les échanges avaient été exceptionnellement réduits au début de 1979, l'économie iranienne et ses structures commerciales étant totalement paralysées.

Au cours des premiers mois de 1980, on avait espéré à Paris un certain dégel de la situation. Les entreprises françaises avaient renoué quelques relations et renforcé leur présence locale afin d'être présentes pour le cas où la situation se normaliserait dans le pays. Le raid manqué des commandos français en Iran pour le moment — à cet espoir et on a noté depuis un nouveau coup de froid — dans les relations entre les deux pays.

D'autant que la France s'est associée aux sanctions décrétées par les Neuf. Ainsi, à la suite des décisions des ministères des affaires étrangères de la C.E.E., un décret a été pris le 21 mai par le gouvernement français, interdisant l'exportation et la réexportation des marchandises à destination de l'Iran. L'impact de cette décision ne pourra s'apprécier que dans les statistiques du commerce extérieur du second semestre.

Toutefois, les milieux économiques français ne s'étaient pas inquiétés de la nouvelle et grave détérioration des relations entre Paris et Téhéran — que cet embargo ne se traduise par une chute brutale des ventes françaises. Il ne concerne pas en effet, les denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques. Or celles-ci ont représenté pour les cinq premiers mois de l'année environ 60 % du total des exportations françaises vers l'Iran, qui a acheté notamment d'importantes quantités de sucre. Enfin, l'embargo exclut également les fournitures liées à des contrats signés avant le 4 novembre 1979 (date de la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran). Plusieurs entreprises françaises, qui disposaient d'usines sur place, continuent donc d'approvisionner en pièces détachées ces établissements, même lorsqu'ils ont été « iranisés ». Il resterait quelques centaines de Français, contre plus de six mille avant la révolution.

Les ventes iraniennes à la France concernent presque exclusivement le pétrole. De janvier à mai, 1,4 million de tonnes de brut iranien ont été importées, soit un peu moins de 3 % du total de l'approvisionnement français. Ce volume a surtout été réalisé au cours des trois premiers mois de l'année. Ainsi, en mai, il n'est entré en France que 34 000 tonnes de brut iranien.

La Compagnie française des pétroles n'a pas, pour sa part, enlevé un seul baril iranien depuis le début de l'année, à la suite de la non-reconduction en décembre 1979 de son contrat. Les importations françaises de brut iranien seraient donc surtout le fait des groupes internationaux. — J.-M. Q.

### Les policiers français mettent en garde le gouvernement contre tout « laxisme »

La mort d'un gardien de la paix, M. Jean-Michel Jamme, vingt-cinq ans, lors de la tentative d'assassinat contre M. Bakhtiar, a provoqué une vive émotion chez les policiers. Une délégation syndicale a été reçue samedi 19 juillet au ministère de l'Intérieur pour exiger que les terroristes qui ont assassiné et blessé gravement leurs collègues soient jugés par la justice française.

M. Bernard Deleplace, parlant au nom de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), a déclaré, à l'issue d'un entretien avec deux heures avec M. Jean-Paul, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, avoir reçu « l'assurance que les terroristes seraient jugés en France avec la rigueur qui s'impose ». Il a ajouté : « Tout laxisme de la part du gouvernement, comme ce fut le cas pour les terroristes de l'ambassade d'Irak le 31 juillet 1978, ne manquerait pas de provoquer des troubles graves au sein de la police nationale. » M. Deleplace faisait allusion aux événements qui avaient coûté la vie à l'inspecteur Jacques Capella (le Monde du 2 août 1978) à l'ambassade d'Irak, à Paris (2).

(1) La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) regroupe le Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), le Syndicat général de la police (S.G.P.), dont M. Deleplace est le secrétaire général, le Syndicat national et indépendant de la police (S.N.I.P.), le Syndicat des policiers en civil (S.N.A.P.C.), la Fédération nationale autonome des commandants et officiers de la police et le Syndicat national indépendant des personnels administratifs et techniques.

(2) Lors du défilé d'une prise d'otages à l'ambassade d'Irak, au moment où les policiers interpellaient le terroriste, trois membres de l'ambassade avaient déclenché une fusillade, tuant l'inspecteur de police J. Capella. Ces trois diplomates avaient été expulsés de France sans avoir été jugés.

Le jour même de l'attentat, vendredi 18 juillet, M. Deleplace avait indiqué que « ce nous sommes drame doit conduire le gouvernement à ne pas lésiner sur un accroissement des effectifs et la mise en place de moyens appropriés pour assurer la protection des personnalités étrangères résidentes en France, et d'importantes menaces. »

Au terme de son entretien, M. Deleplace a indiqué que « des solutions permettant à la fois d'assurer dans l'avenir une meilleure sécurité des personnalités à protéger, mais aussi une meilleure sécurité des fonctionnaires chargés de cette protection » ont été envisagées : « Non seulement il faut des effectifs plus nombreux, mais surtout un matériel plus sophistiqué. »

Il a souligné, en outre, qu'« il ne faut pas détourner les effectifs existants des missions de la sécurité générale des citoyens au profit des missions de sécurité personnelle ». D'autre part, « il n'est pas de protéger à demeure dans des résidences sans implantation forte de mettre en danger leur voisinage ».

En outre, d'autres syndicats de policiers ont protesté et mis en cause l'insuffisance du dispositif de sécurité. C'est le cas notamment du Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) et de la Fédération C.F.D.T. de la police qui avait dénoncé « les méthodes classiques et archaïques de protection des personnes ne pouvant plus répondre aux nouvelles formes de violence » (nos dernières éditions du 19 juillet).

## Afghanistan

### A Kaboul, comme si de rien n'était...

(Suite de la première page.)

Et les regards des passants, étonnamment nombreux à circuler en cette période de jeûne, qui voit généralement le monde musulman réduire au minimum son rythme diurne, semblent beaucoup plus chargés de mépris que de haine.

Déjà renforcée de jour, la vigilance allait être plus encore : si la nuit tombée, les soldats afghans se voyaient relevés à la faveur de l'obscurité par des éléments soviétiques dans la plupart des endroits stratégiquement considérés comme très sensibles. Mais même si le couvre-feu, fixé d'ordinaire à 23 heures depuis la venue du contingent soviétique, a été reporté à minuit pour toute la durée du mois de ramadan, les nuits de Kaboul restent très calmes, de nombreuses patrouilles motorisées sillonnant la capitale en tous sens.

Seule exception à la règle, le bombardement caractéristique d'une formation d'hélicoptères en route pour quelque mystérieuse destination, ou encore la courte rafale d'une artillerie automatique déchaînant le silence et dont on nous a affirmé qu'elle était toujours la conclusion d'un règlement de comptes, non pas entre résistants et occupants, mais entre adversaires politiques.

#### Dans les regards...

Pourtant, parler d'atmosphère « oppressante » à propos de Kaboul ne serait pas traduire très exactement la vérité. En dépit de l'omniprésence de l'armée soviétique dans la périphérie de la capitale, tant à l'aéroport, où ses campements s'étendent à perte de vue de part et d'autre de la piste principale, qu'au lieu nommé par une étrange prononciation Khad-Khanna (l'autre de l'ours) où deux camps abritent hommes, munitions, armements et matériels, la vie vit à son rythme quasi habituel.

Même si, de temps à autre, un convoi de camions étroitement bâchés avec à leur volant de jeunes hommes blonds, la tête nue, amputés des ailes, comme le feront un peu plus tard peut-être un peloton d'engins blindés et une batterie d'artillerie, même si une forte matrone aux cheveux couleur de lin marchant d'un pas décidé, le bazar — où les militaires étrangers ne s'aventurent plus désormais, ne se rendant guère, la Kalachnikov au poignet, que dans Chikhen Street, une voie commerçante dont la largeur doit leur paraître infiniment plus rassurante que l'énigmatisme ombreux des venelles toujours très achalandées de la vieille ville — vague comme si de rien n'était à ses innombrables occupations traditionnelles.

La seule vraie marque des sentiments, leur seule preuve, c'est dans les regards rencontrés ici que l'étranger — surtout si par malheur il a les cheveux blonds — va pouvoir lire nettement inscrite. Mais il lui suffira de rassurer autrui en déclinant sa nationalité pour se voir aussitôt crédit du plus chaleureux des sourires et d'un mot amical, et pour se sentir du même coup rassuré lui-même.

Qu'il y ait un résistants déterminés dans chaque Afghan non rallié au régime instauré en 1978 et singulièrement « confirmé » depuis la fin de décembre l'année suivante, c'est à dire une immense majorité d'individus, nul ne saurait en douter. A présent, la question se pose de savoir si cette lutte du pot de terre contre le pot de fer — vieux fusils contre des hélicoptères, engins explosifs de fortune contre des blindés, — ce combat de désespérés, dont la foi et la résolution sont pour l'heure les seules véritables armes, peut se changer en une lutte autrement efficace parce que mieux organisée, et surtout mieux pourvue en matériel et en armement.

« Aujourd'hui, nous ne disposons que de moyens dérisoires, nous disaient l'un de ses combattants de l'ombre, convaincu que le temps travaille pour sa cause. Petit à petit, nous nous organisons, il y a eu un

profond changement dans les mentalités depuis l'arrivée des Soviétiques. Les organisations qui combattent à l'intérieur du pays sont désormais parfaitement conscientes du fait que rien ne se fera sans un accord total préalable entre toutes les tendances politiques, et plus encore ethniques... »

Mais pour ces francs-tireurs, quelle que soit leur bonne volonté, doublée de leur acceptation de passer — très momentanément — l'éponge sur les haines tenaces qui n'ont cessé de faire depuis toujours des ethnies s'entre-déchirer, quels sont les moyens de lutter ? Hormis les quelques armes récupérées sur l'armée afghane à l'issue d'un engagement, les quelques matériels pris sur l'armée soviétique, mais surtout les équipements que de nombreux déserteurs ont emmenés avec eux en passant au maquis, de quoi pourraient-ils prétendre disposer ? « Si seulement nous avions des moyens financiers, les frontières, aussi bien celle du Pakistan que celle de l'Iran, s'ouvriraient toutes grandes à des livraisons d'armes... », nous déclarait un résistants.

Quant aux aides fournies régulièrement par les pays étrangers, parmi lesquels, notamment, le Koweït et l'Arabie Saoudite, et acheminées vers

le Pakistan, où les réfugiés afghans se comptent à présent par plusieurs centaines de milliers, mieux vaut ne pas les évoquer devant les résistants restés dans leur pays, leur arme à la main, et qui subissent de plus en plus violemment et de plus en plus fréquemment mitrailleurs, bombardements, blocus, destructions de récoltes, massacres de populations civiles. « Le Pakistan, le premier, se saisit le part du lion, nous a-t-on expliqué. Il prélève environ 75 % des aides pour son compte. La parti Hezb-E-Islami de M. Hekmatyar (1) s'arroge, lui, le droit de disposer des 25 % restants, dont 15 % lui servent de moyen de pression : qui veut du blé doit d'abord s'inscrire au parti... » 3 % sont destinés à la police pakistanaise, qui mérite récompense pour faciliter grandement les choses. Reste alors environ 2 % du total qui atteindront réellement leur vraie destination, les réfugiés... »

La situation est d'autant plus alarmante qu'on voit, avec une inquiétude justifiée, les Soviétiques prendre en main tour à tour les leviers de commande. Dans les ministères, les fonctionnaires afghans ne joueraient plus dorénavant, nous a-t-on assuré, qu'un rôle purement « décoratif » et, dans certaines régions, leurs homologues auraient été même dispensés

totallement de se rendre à leur bureau. D'autre part, de nombreux indiens (les travaux déjà entrepris, notamment comme l'élargissement de la route du Nord qui relie Kaboul au fleuve-frontière Amou-Darya, où il serait prévu, d'autre part, d'édifier très bientôt, pour remplacer le bac assurant la liaison et les ponts de bateaux du génie soviétique, un pont en dur, etc.) font la preuve que, pour Moscou, l'affaire afghane est dans tous les cas un investissement à long terme. Comme la détermination de tout un peuple résolu, semble-t-il, à ne jamais accepter l'insupportable.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Six organisations afghanes sont en exil, dont les chefs-majors ont été domiciliés à Peshawar, au Pakistan. Il s'agit du Rassemblement islamique, du Mouvement pour la révolution islamique, du Front pour la libération de l'Afghanistan, du Front d'union islamique, du parti islamique, de M. G. Hekmatyar. Les deux premiers se sont groupés dans l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan : le dernier refuse de se joindre à eux.

Sur le territoire afghan, deux mouvements principaux — le Front national et le Front des moudjahidins — animent une partie de la résistance.

# L'histoire vraie d'une incroyable aventure criminelle

De Paris à Bangkok, de Marseille à Kamandou, une odyssee vraie de séduction et de mort

## THOMAS THOMPSON

# LA TRACE DU SERPENT

révisé MAZARINE

680 pages dans toutes les librairies

MAZARINE

“Si vous doutiez encore de l'existence du Diable, lisez La Trace du Serpent !”

YVES BOISSET L'Express



# AMÉRIQUES

## Nicaragua

### LORS DES CÉRÉMONIES POUR LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION M. Ortega a annoncé de nouvelles mesures de réforme agraire

Un demi-million de Nicaraguayens ont participé, le samedi 19 juillet à Managua, aux cérémonies du premier anniversaire de la victoire des révolutionnaires sandinistes sur l'ancien dictateur Anastasio Somoza. Des quatre personnalités étrangères qui ont pris la parole à cette occasion, M. Fidel Castro était évidemment le plus attendu. Le dirigeant cubain a notamment déclaré, se tournant vers la délégation de Washington à la tribune officielle : « Les États-Unis et nous-mêmes sommes unis dans un acte de reconnaissance envers le peuple héroïque du Nicaragua. Nous saluons l'aide internationale à ce pays, y compris celle que s'approprient à donner les États-Unis. Seulement, en toute sincérité, je dois dire qu'elle est insuffisante de la part du pays le plus riche du monde. » Washington a récemment accordé une aide de 75 millions de dollars à Managua. Le dirigeant cubain a rappelé à la tribune que les États-

Unis consacrent 160 milliards de dollars par an à leur dépense militaire, il a également durément critiqué le programme de M. Reagan.

Le président Carter, représenté par le délégué américain aux Nations unies, M. McHenry, a envoyé un message de félicitations et d'encouragements aux dirigeants sandinistes. M. McHenry n'a voulu révéler aucun détail de l'entretien, interrompu de quarante minutes qu'il avait eu le 18 juillet avec M. Castro. Selon certaines indications, une grande partie des conversations a eu lieu à ce niveau — les premières depuis la rupture des relations diplomatiques entre la Havane et Washington en 1961 — ont porté essentiellement sur le problème des Cubains réfugiés, sur la section des intérêts américains dans la capitale de l'île caribéenne, sur la situation en Amérique centrale ainsi que sur l'aide au Nicaragua.

#### De notre envoyé spécial

plurilingue politique, national et international. M. George Price, premier ministre de Belize, a demandé à Dieu d'aider la révolution. M. Maurice Bishop, premier ministre de Grenade, a insisté sur le « triangle révolutionnaire » Cuba-Grenade-Nicaragua. M. Fidel Castro, pour sa part, s'est gardé de faire un discours trop violent. Après avoir souligné la sagesse de la direction sandiniste, qui a su « faire appel à tout le peuple et à tous les secteurs sociaux pour reconstruire le pays », il a affirmé : « Nous sommes réunis pour qu'on nous influence et qu'on nous enseigne, et nous sommes convaincus que la révolution sandiniste nous enseignera et nous influencera énormément. »

Le leader marxiste a manifesté son inquiétude devant la situation du continent. Mais il a rejeté la responsabilité sur les désordres croissants. « Les peuples sont comme les volcans », a déclaré M. Fidel Castro. Personne ne peut leur faire prendre feu. Ils explosent d'eux-mêmes. Eh ! bien ! l'Amérique centrale et la cordillère des Andes sont des régions volcaniques. »

C'est au commandant Daniel Ortega, à la fois membre de la junte de gouvernement et de la direction du Front, qu'est revenue la tâche d'indiquer les directions

desquelles lui-même et les autres dirigeants comptent engager le pays. Son long discours a commencé par un rappel détaillé des « exactions de colonialisme et de l'impérialisme au Nicaragua ». M. Ortega a annoncé une nouvelle réforme agraire, dont l'objectif est de permettre la mise en exploitation des terres inutilisées. L'importance politique de cette mesure vient de ce qu'elle est la première menace économique brandie par les sandinistes contre les éléments du secteur privé qui ne « joueraient pas le jeu ». Les principes sont connus.

Après avoir affirmé, en mai dernier, sa volonté de respecter l'alliance avec le secteur privé, et fait pour cela quelques concessions économiques, la direction sandiniste confirme aujourd'hui sa volonté d'avancer vers le socialisme.

En un an, les *muchachos* sont devenus soldats ou miliciens. Ils ont défilé en ordre impeccable, à la caserne, arborant un armement impressionnant, dans lequel les fusils américains ou israéliens, les chars Sherman et les avions T-33 l'emportent largement sur les bazookas et les canons venus du camp socialiste. Il est manifeste que les forces armées ont été l'objet d'une attention particulière.

FRANCIS PISANI.

## Bolivie

### Les forces armées ont commencé à investir les centres miniers

La Paz (A.F.P., A.P., Reuter). — Les forces armées, qui ont pris le pouvoir le 17 juillet en Bolivie, ont reconnu que des actes de résistance avaient lieu à La Paz. Le nouveau ministre de l'Intérieur n'a, cependant, fourni aucune précision sur la nature de cette résistance. Selon la Croix-Rouge, deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées lors d'opérations militaires dans les faubourgs de la capitale, le 18 juillet.

Deux grands centres miniers ont, d'autre part, été investis les 19 et 20 juillet par d'importantes forces de l'armée bolivienne : Animas et Huancani, proches de Potosí à 600 kilomètres au sud de La Paz. L'intervention à Huancani aurait fait des morts et des blessés. La dernière station de radio locale au nouveau pouvoir, qui émettait depuis les environs de Huancani, s'est tue dimanche, en milieu de journée. Des troupes d'infanterie, appuyées par des blindés, approchent de Catavi et Siglo-Veinti, deux des centres miniers les plus importants du pays.

Cependant, le candidat arrivé en tête aux élections du 29 juin, M. Hernán Siles Zuazo, a lancé le samedi 19 un appel à la résistance civile contre le mouvement du général García Mesa.

M. Siles, dont l'appel est reproduit par des tracts circulant dans la capitale, se déclare décidé à poursuivre son action à la tête du mouvement.

#### Plusieurs dirigeants politiques dans la clandestinité

Tandis qu'il s'apprêtait que la présidente déchu, Mme Lidia Guzmán, avait pu trouver refuge à la capitale de La Paz, les forces armées, confirmant que M. Marcelo Quiroga Santa Cruz, leader du parti socialiste bolivien, arrivé en quatrième position aux élections du 29 juin, avait été tué lors des opérations du 17 juillet. Déjà avait été annoncée la mort de M. Simon Reyes, leader communiste et numéro deux de la Centrale ouvrière, tué lors de l'investiture du siège du COB. Plusieurs dirigeants politiques importants ont, en revanche, pu

passer à la clandestinité. Outre M. Siles, MM. Antonio Arambur et Oscar Eid, du Mouvement de la gauche révolutionnaire, ont ainsi, échappé aux forces armées. L'arrestation de M. Eid avait, d'abord, été annoncée.

De nombreux journalistes ont également décidé de se cacher après avoir constaté que leur appartement avait été « visité » par la police. Les installations de Radio-Fides ont, d'autre part, été détruites à la grenade par des militaires. Le bureau de l'Agence France-Presse, situé à proximité, a été endommagé.

Un grave incident, enfin, a eu lieu à l'ambassade de France, envahie le 19 juillet par des policiers en civil, appuyés à l'extérieur par deux auto-mitrailleurs. Après avoir forcé le passage en mitrillant la porte d'entrée de l'édifice,

les intrus ont fait irruption dans les bureaux diplomatiques où l'ambassadeur, M. Raymond Césaire, était en conversation avec des touristes français, bloqués dans la capitale par les événements. Les policiers se sont ensuite retirés en présentant des excuses.

Les touristes bloqués en Bolivie devraient pouvoir quitter rapidement le pays. Un premier vol de la compagnie aérienne allemande Lufthansa, en provenance du Chili, a atterri samedi à l'aéroport de La Paz, qui venait d'être rouvert.

● M. Olivier Stier, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a exprimé le vœu que les événements de Bolivie ne compromettent pas l'évolution démocratique des pays du pacte andin.

### Le général Garcia nouveau chef de l'État

Le général Luis Garcia Mesa, désigné le 19 juillet comme nouveau président de la Bolivie à la suite du coup d'État de la veille, est âgé de cinquante ans. Fils d'un militaire de carrière, il est né à La Paz.

Pendant ses études secondaires, il s'est lié d'amitié avec Roberto Jordán Pando, l'un des dirigeants du Mouvement national révolutionnaire, qui devait être à l'origine de la révolution de 1952.

Il opte pour la carrière des armes, entre en 1947 au Collège militaire, où il fait partie de la même promotion qu'Alberto Natusch Busch, auteur de la tentative de coup d'État militaire du 1<sup>er</sup> novembre 1979. En 1961, il entame dans la cavalerie une carrière honorable, mais sans éclat particulier.

Après le coup d'État du général Hugo Banzer en 1971, pour des raisons inconnues, il entre en disgrâce. Le dictateur l'envoie dans des garni-

sons éloignées, parmi lesquelles celle de Trinidad, d'où devait partir l'insurrection qui a conduit au récent soulèvement.

En 1976, il est commandant de l'Ecole interarmes de Cochabamba et, en 1978, commandant de la 8<sup>e</sup> division, stationnée à Trinidad. En janvier 1979, il devient commandant du Collège militaire de l'armée, fonction qui a souvent été le tremplin, en Bolivie, pour une accession à la présidence par la voie insurrectionnelle.

Après avoir pris le pouvoir pour deux semaines, en novembre de la même année, le colonel Natusch Busch le nomme commandant en chef de l'armée de terre. Après l'accession au pouvoir de Mme Lidia Guzmán, il perd cette fonction et redevient commandant du Collège militaire. Mais, lors d'une nouvelle crise, en mai 1980, il exige et obtient d'être de nouveau nommé chef de l'armée de terre.

## Les États-Unis entre le droit et la justice

(Suite de la première page.)

Plus de la moitié n'ont jamais mis et ne mettront jamais les pieds dans un prétoire. Ce sont des avocats d'affaire qui sont les opérateurs obligés des grandes entreprises américaines, des sociétés les plus souvent groupées dans les *law firms* (cabinets d'avocats-conseils) dont la plus étendue réunit quelque quatre cents juristes répartis dans vingt-quatre villes différentes.

Bien que les revenus de ces *lawyers* varient selon la prestation et la notoriété, d'un minimum vital de 20 000 dollars (800 000 francs) à dix fois cette somme et plus, pour atteindre un « chiffre d'affaires » global de 25 milliards de dollars, la profession exerce une attraction qui ne se dément pas avec le temps. En quinze ans, le nombre des *lawyers* a doublé, celui des étudiants en droit (dont vingt-cinq mille en 1978) a triplé depuis 1963.

#### Le contrat familial

Il est vrai que, avec la prolifération des lois et des dispositions réglementaires, tant fédérales que locales (dans les cinquante mille par an sans compter les textes d'application), le recours judiciaire prend une extension sans précédent. La maxime : « nul n'est censé ignorer la loi », traduite en américain, serait d'une cruelle ironie. Le candidat indépendant à la présidence des États-Unis, John Anderson, a retenu les services d'une des plus prestigieuses *law firms* de Washington, rien que pour voir clair dans les cinquante lois qui, dans les cinquante États, régissent le dépôt des candidatures à la magistrature suprême. Souvent l'action en justice a des motifs plus minces. « *Un coup d'Amérique* », a-t-on pu écrire, viennent débiller devant les tribunaux des frustrations et des contrariétés qu'ils auraient autrement attribuées aux imperfections de la société. La suite des chiffres sont éloquentes : 60 % de la population adulte n'auraient jamais employé les services d'un avocat ou l'auraient fait « seulement une fois », tandis que 40 % seraient familiers de la chaise.

Des causes diverses contribuent à expliquer ce gonflement de la veine contentieuse. L'une pourrait s'appeler la dévaluation de l'avenir. En 1911, Ostrorski écrivait : « Confronté dans l'avenir, l'Américain manifeste une remarquable endurance aux maux présents, une patience soumise qui consent à faire bon marché non seulement des droits du citoyen, mais parfois des droits de l'homme. »

Aujourd'hui, l'individu, pressé de devoirs simultanés, fait face en exigeant la satisfaction immédiate de ses droits réels ou supposés. Il est entré dans l'ère de la revendication. Et l'accès lui en est facilité par de nombreuses agences d'assistance judiciaire, publique ou privée, c'est à la barre qu'il vient réclamer son dû.

Viendrait-il si fréquemment s'il se sentait mieux soutenu par le réseau de ses relations amicales et des liens familiaux ? La famille américaine n'est-elle pas « une affaire de courtes années. Tout se passe un peu comme si elle aussi dépendait d'un contrat révoquable » dont témoignent depuis longtemps les statistiques du divorce. Mais même les relations de parents à enfants empruntent quelque chose à l'idée de contrat. Un récent dessin du *New Yorker* montrait un gamin prenant congé de son géniteur en lui disant : « *Am-revoir, papa* », ce fut une expérience intéressante que d'être votre *father* ! L'expérience ainsi conçue, c'est ce qui aurait aussi bien pu ne pas être, ce qui est arrivé par hasard même si on l'a assumé.

La réduction radicale des attachements naturels et culturels ne rend-elle pas inviable l'intervention de cet intermédiaire polyvalent qu'est l'avocat américain ? On peut le penser puisque la contre-partie vient de ce Japon au *high social* si serré que même l'entreprise est reçue comme un prolongement de la cellule familiale et où, en conséquence, on a besoin de vingt-cinq fois moins d'avocats qu'aux États-Unis. Ceux-ci d'ailleurs, sont passés par des stades de cohésion comparables : le Massachusetts de 1785, donc onze ans avant la guerre de l'Indépendance, comptait seulement cinquante avocats pour une population de deux cent cinquante mille personnes. La communauté était encore assez compacte pour imposer l'arbitrage de ses propres représentants bons offices. Et un soupçon de parasitisme pesait encore sur le rolin.

Il n'a pas entièrement disparu de nos jours. Le 4 mai 1978, à l'occasion du centenaire anniversaire de la fondation du barreau de Los Angeles, le président Carter retrouvait des avocats populistes pour dénoncer la « surconsommation » juridique, les lenteurs d'une justice manipulée par des avocats dont 90 % sont des services de 10 % de la population, laissant inutilement protégés des catégories entières d'intéressés. M. Carter se fit aussi l'écho des griefs d'incompétence adressés aux avocats « praticiens » ceux qui fréquentent le prétoire, et qui auraient plus ni le métier d'autrefois ni

la conscience professionnelle de leurs aînés. Selon le président de la Cour suprême, « Chief Justice » Burger, 35 % à 50 % des « *lawyers* » américains consistent à eux seuls ce qui se rapporte au plus d'une « classe dirigeante » dans un pays trop vaste et varié pour en produire une. Depuis Roosevelt, chaque président a eu autour de lui des avocats-conseillers, de même que le Congrès et les législatures d'État sont dominés même s'ils le sont moins que par le *senat* par une majorité qui provient du barreau.

#### Une « classe dirigeante »

La semonce du président Carter a fait du droit au moment mais n'a rien changé au droit lui-même. Quarante mille « *lawyers* » travaillent à Washington, soit deux fois plus qu'il y a dix ans. Eux des treize ministères du président sont des « *lawyers* », huit mille de ceux-ci assistent la fonction publique. Et à qui la Maison Blanche fait-elle appel quand il s'agit de réorganiser son état-major ? A Lloyd Cutler, l'un des plus éminents représentants du « *lawyer establishment* » de

Washington — un des trois noms qui furent cités quand il fut question de trouver un successeur à M. Cyrus Vance. En vérité, les « *lawyers* » américains consistent à eux seuls ce qui se rapporte au plus d'une « classe dirigeante » dans un pays trop vaste et varié pour en produire une. Depuis Roosevelt, chaque président a eu autour de lui des avocats-conseillers, de même que le Congrès et les législatures d'État sont dominés même s'ils le sont moins que par le *senat* par une majorité qui provient du barreau.

Faut-il lire le signe d'un conservatisme invétéré ? En Grande-Bretagne, Lord Devlin a pu écrire que « le juriste, pas plus que le politicien ou le soldat, n'est naturellement enclin à réformer la société ». Ce n'est pas tout à fait le cas aux États-Unis, où des avocats de grand renom, piliers du *status quo* économique quand ils traitent à prix d'or les dossiers des « *trusts* », se font souvent, à titre bénévole ou presqu'obligé, des *pro bono publico*, les champions de causes nettement plus « avancées ». M. Cutler est un

parfait exemple de ce doublement de personnalité, encore qu'il refuserait sans doute de voir une contradiction entre ses bonnes œuvres et ses activités plus lucratives, comme pour les autres, il plaide par conviction, conscient du rôle social qui lui incombe à qualité.

La position exceptionnelle de l'avocat américain dérive de la puissance des juges. Celle-ci à son tour découle du pouvoir qui leur est dévolu d'interpréter souverainement la Constitution et d'examiner n'importe quelle plainte de bonne foi s'y rapportant. Alors qu'en Europe, et en France particulièrement, l'application d'une loi dépend de mesures administratives subséquentes, qui peuvent à la limite restreindre l'application du législateur à certaines limites, aux États-Unis, n'est tout au plus qu'un élément parmi d'autres de la remontée aux sources de la volonté inhérente au texte législatif. Ce sont les juges à partir de cas particuliers, qui donnent à ce dernier « force de loi ». L'historique cède alors la place à l'exégèse. C'est la justice qui écrit aussi l'exposé des motifs, clair et univoque, qui manque à la plupart des lois américaines, trop souvent conçues et votées dans le désordre.

#### L'esprit des lois

Et comme elle ne l'écrit pas d'un trait, mais au coup par coup, la justice américaine maintient en vie, par rebondissement successifs, l'esprit des lois, qui, sans cette certaine répétition, risquerait de s'éteindre ou de s'éteindre. Qui s'occuperait encore des « droits civiques » pour prendre un exemple, si seuls le Congrès et l'exécutif avaient charge de les faire respecter et progresser ? Les grandes passions sont retombées. Non que l'opinion et la pratique soient revenues sur les acquis des années 60 et 70, mais sur le plan des principes, la cause est entendue. Un Noir vaut un Blanc. Mais ce qui reste à accomplir pour qu'il en soit ainsi en réalité, pour en arriver, autant que faire se peut, à cette société « indistincte », épurée des discriminations raciales et des disparités qu'elles engendrent dans le niveau et le mode de vie, tout cela ne figure certainement pas en bonne place sur la liste des priorités actuelles du peuple américain. Les Blancs considèrent qu'ayant effacé les plus voyantes injustices frappant les Noirs, celles qui, dans le Sud notamment, se prévalaient d'alléges officielles, il n'y a plus qu'à laisser le temps agir.

Le retour au calme — à un calme précaire comme l'ont montré les émeutes de Miami — n'est pourtant pas synonyme de retour à la normale. Comment définir la « normale » d'une situation déterminée par deux siècles de servitude et cent ans d'oppression ? N'est-elle pas forcément, parce que littéralement, sans précédent, excluant donc toute idée de « retour » à quel que ce soit et condamnant, si mouvement il doit y avoir, à une marche en avant en territoire inconnu ? C'est bien ce qui se passe aux États-Unis avec les litiges relatifs à l'affirmative action, terme générique qui englobe toutes les mesures relevant de l'action positive nécessaire à compenser des générations de discrimination et qui par de là l'égalité formelle atteinte aujourd'hui, vise l'égalisation des chances au bénéfice des victimes du préjugé et de tous les préjugés ; ce qui concerne au jour le jour, souvent sans éclat, rarement sans friction, des millions d'Américains — et d'Américaines.

ALAIN CLEMENT.

#### Prochain article :

#### DU BON USAGE

#### DE LA PRÉFÉRENCE

● LE JUGE WILLIAM BRENNAN, de la Cour suprême, a surpris samedi après-midi 19 juillet à l'arrêt pris la veille par trois juges de Philadelphie qui déclaraient inconstitutionnel le recensement des femmes Américaines en âge d'être incorporées dans l'armée (le Monde des 20-21 juillet). Le jugement de vendredi interdirait à l'administration fédérale de commencer le recensement lundi. Quelques heures plus tard, le département de la Justice demandait au juge Brennan d'y renoncer. Le recensement conserve donc son caractère obligatoire et tous les Américains nés en 1950 et 1961 devront être enrégimentés. Les juges de Philadelphie avaient invoqué les quatorzième (égalité des sexes) et cinquante (égalité devant la loi) amendements pour invalider le censé voté par le Congrès le 25 juin. Ils estimaient que les droits constitutionnels des femmes avaient été violés puisqu'elles n'étaient pas soumises au recensement. — (A.F.P.)

### Carter contre Carter

La Maison Blanche considère la presse comme son « ennemi » et a l'obsession des « fuites », alors qu'elle en est souvent la source, a déclaré un journal Boston Globe l'ancien porte-parole du département d'État, M. Hoddin Carter. Le conseiller de politique étrangère du président, M. Zbigniew Brzezinski, tout en produisant ses confidences à ses journalistes favoris (il aurait fréquemment « *keynote* » l'expert militaire du *New York Times*), aurait réussi à convaincre M. Jimmy Carter que la source de ses indiscretions était son département d'État. A tel point que, en février 1979, M. Cyrus Vance et seize de ses proches collaborateurs auraient été convoqués à la Maison Blanche et invités à signer une déclaration selon laquelle ils n'avaient rien laissé filtrer du sentiment de précarité que le gouvernement de M. Chagour Bakhtiar inspirait à Washington. Ce procédé humiliant aurait donné à M. Hoddin Carter « mal au cœur ».

L'épouse de son dernier, Mme Patricia Carter, qui dirige son département d'État la section

chargée des droits de l'homme, avait été récemment désignée par le Washington Post comme pouvant être à l'origine de plusieurs fuites. « *Pa* est franche et directe, a répliqué son mari, et quand elle n'est pas d'accord avec une politique, elle n'en fait pas mystère. Mais certaines des idées qui sont au pouvoir ne sont pas habituelles à ce qu'on leur parle ouvertement. » Les griefs articulés par M. Hoddin Carter sont appuyés à un raisonnement certain. Comme porte-parole numéro un du département d'État, il avait les honneurs de la télévision. N'ayant jamais cherché à égarer la presse sur de fausses pistes, il jouissait du respect de tous les journalistes accrédités au département d'État, qui appréciaient sa rigueur et son intelligence.

Il a fallu que son honneur ait été blessé par ses imputations pour qu'il sorte de sa réserve habituelle et déclare que « là-bas [à la Maison Blanche] on traite les journalistes comme des crébines et des animaux, sucrés il faut leur de l'information en pèture... ».

1350 من الأمل



CONSTANT DES PROGRÈS DANS LA « RECHERCHE D'UNE SOLUTION PACIFIQUE »

## La France accepte que l'indépendance des Nouvelles-Hébrides intervienne le 30 juillet

L'accession à l'indépendance de l'archipel des Nouvelles-Hébrides interviendra le mercredi 30 juillet, à la date fixée en avril dernier par le gouvernement néo-hébridais. Ainsi en ont décidé la France et la Grande-Bretagne, bien que la crise politique qui affecte le condominium depuis la rébellion de l'île d'Espiritu-Santo, le 28 mai, ne soit toujours pas dénouée. Cette décision a été rendue

publique samedi 19 juillet, à Paris, au terme du nouvel échange de vues entre M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et son homologue britannique, M. Peter Blaker. Paris et Londres soulignent que les résultats obtenus par la mission qui s'était rendue fin juin dans l'archipel ont permis de faire progresser la recherche d'une solution pacifique. Les deux puissances de tutelle

estiment qu'un compromis politique demeure donc possible entre le gouvernement néo-hébridais et ses adversaires. Les deux membres de la mission franco-britannique, MM. Jean Aribaud et Alan Donald, sont repartis dimanche soir pour Port-Vila afin d'engager une nouvelle série de discussions et de tenter de parvenir à un accord avant la proclamation de l'indépendance.

Dans l'entourage de M. Paul Dijoud on indique que cette nouvelle rencontre entre le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM et le ministre d'Etat au Foreign Office — la cinquième du genre en un mois et demi — s'est déroulée dans une « ambiance excellente » et qu'elle n'a été marquée par « aucune divergence de vues ». Les deux délégations se sont entretenues, rue Oudinot, pendant cinq heures, les conclusions du rapport de MM. Aribaud et Donald, revenus de l'archipel le 17 juillet. A l'issue de cette séance de travail MM. Dijoud et Blaker ont diffusé le communiqué conjoint suivant :

« Les deux ministres ont constaté que la mission avait permis de faire progresser la recherche d'une solution pacifique aux problèmes des Nouvelles-Hébrides, tenant compte, d'une part, des efforts d'apaisement faits par le Père Lini et son gouvernement, d'autre part, de ce que les mouvements politiques de Santo ont réaffirmé à la mission leur désir de négocier. Constatant les progrès accomplis et les chances renforcées de parvenir à l'indépendance dans l'unité et la paix, les deux ministres ont décidé que l'indépendance interviendrait le 30 juillet ainsi que le souhaite le gouvernement des Nouvelles-Hébrides ».

### LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La communauté française aux Nouvelles-Hébrides compte au total 3 931 personnes, dont 3 284 résidents permanents et 647 fonctionnaires et leurs familles. C'est dans l'île de Vati, principalement à Port-Vila, que les Français sont les plus nombreux : 2 890, dont 2 122 résidents et 768 fonctionnaires et leurs familles. Dans l'île d'Espiritu-Santo, on dénombre 1 041 citoyens français, dont 713 résidents permanents et 328 fonctionnaires.

Le nombre total des exploitants agricoles n'excède pas une centaine de personnes (338 personnes en comptant les membres de leurs familles).

La population de l'archipel est de 115 000 personnes environ.

Hébrides. Les deux ministres ont décidé également de renvoyer à Port-Vila leurs deux représentants afin qu'ils poursuivent l'action entreprise en faveur de la réconciliation de toutes les parties, et participent à la réalisation des objectifs précédemment fixés. Les deux ministres se rencontreront à nouveau prochainement. MM. Blaker et Dijoud se sont félicités du caractère particulièrement constructif et cordial qui a marqué leur entretien.

MM. Aribaud et Donald, qui doivent être de retour à Port-Vila dans quarante-huit heures, vont s'efforcer d'obtenir, à l'archipel, la conclusion d'un accord en trois points principaux. Il s'agit d'abord de donner le futur Etat indépendant d'une structure régionale qui puisse, autant que possible, concilier, ou du moins rapprocher, les positions très contradictoires des for-

ces en présence. Le Vanuatu (VAP, parti anglophone majoritaire), qui défend tous les sièges gouvernementaux et pratiquait depuis son arrivée au pouvoir, en novembre 1978, une politique totalitaire, reste partisan d'un régime centralisé. Les partis modérés francophones et les mouvements coutumiers francophiles, tel le Nagriamel de M. Jimmy Stevens, réclament au contraire une large décentralisation. La France et la Grande-Bretagne préconisent une formule qui donnerait à chacun des conseils régionaux prévus par la Constitution des pouvoirs étendus. Les Nouvelles-Hébrides des pouvoirs réels et confierait notamment à chaque président de conseil régional l'exercice d'une grande part du pouvoir exécutif sur son territoire. L'application de ce système pourrait satisfaire les aspirations des insurgés autonomistes d'Espiritu-Santo, qui veulent gérer eux-mêmes les affaires de leur île.

Il ne sera pas facile, toutefois, de trouver un point de rencontre entre les deux thèses qui s'affrontent.

Il s'agit ensuite d'apaiser les craintes des colons français pour la plupart, qui redoutent d'être dépossédés de leurs propriétés, la Constitution disposant que toutes les terres de l'archipel « appartenant aux propriétaires coutumiers indigènes et à leur descendance ». La loi foncière en cours d'élaboration par le gouvernement néo-hébridais pourrait être aménagée afin de garantir aux colons des baux à long terme (quatre-vingt-dix ans).

Enfin, il s'agit de garantir les droits civiques de tous les habitants de l'archipel au moment de l'indépendance. La Constitution ne reconnaît pas la double nationalité. Elle prévoit que les résidents français, britanniques ou étrangers disposeront d'un délai de trois mois, à partir de la proclamation de l'indépendance, pour opter éventuellement pour la nationalité néo-hébridaise. Ce délai pourrait être prolongé.

Sur ces différents points les deux ministres ont pour directive de mettre en forme les textes des projets de compromis dont l'adoption par tous les intéressés pourrait mettre fin à la rébellion d'Espiritu-Santo. MM. Aribaud et Donald ont huit jours pour essayer de conclure là où leurs mandats ont échoué alors que le processus de décolonisation avait été engagé dès 1977. Cela représente une gageure.

En faisant savoir que, de toute façon, elle acceptera la proclamation de l'indépendance le 30 juillet, la France franchit le pas décisif qu'elle se refusait à accomplir jusqu'à présent. Après l'insurrection de Luganville, le 28 mai, M. Dijoud avait jugé « prématurée » la décision prise par la Grande-Bretagne d'accepter la date retenue par le gouvernement de M. Walter Lini, pasteur anglican, président du VAP. « Je pense être contraint d'accepter cette date du 30 juillet, mais alors je dirai clairement que la France n'assume pas la responsabilité morale de ce qui se produira dans le pays », avait déclaré le secrétaire d'Etat, le 30 mai, à Nouméa (le Monde du 31 mai).

Il apparaît aujourd'hui que le gouvernement français n'a pas voulu prendre le risque d'une décision veto aux dirigeants néo-

hébridais, dont il ne conteste pas la légitimité. De toute évidence, une attitude contraire eût valu à la France de vives protestations de la part de tous les Etats du Pacifique sud, à commencer par l'Australie, qui lui auraient immédiatement reproché de sacrifier à nouveau au « péché colonial ». Il lui sera néanmoins difficile de refuser d'assumer, avec la Grande-Bretagne, la « responsabilité morale » de l'évolution de la situation dans l'archipel.

L'engagement de Paris renforce incontestablement la position du gouvernement de M. Walter Lini, pour lequel il constitue une importante victoire politique.

### A double tranchant

Les deux puissances de tutelle, qui s'efforcent en priorité d'empêcher la dislocation de l'archipel après l'indépendance, estiment que le nouveau gouvernement néo-hébridais, plus assuré du proche avenir, aura l'intelligence de faire de nouvelles concessions pour que la fête de l'indépendance soit aussi celle de la réconciliation. Pour M. Lini, la France mise aussi sur le montant de l'aide économique et financière qu'elle se déclare disposée à consentir au nouvel Etat pour le maintien de la présence culturelle française. Une mission de coopération se rendra à l'indépendance.

Paris et Londres veulent également que les insurgés d'Espiritu-Santo prennent leurs responsabilités, qu'ils ne pourront plus compter que sur eux-mêmes, après le 30 juillet, s'ils rejettent tout compromis avec Port-Vila.

Pour la France, toutefois, ce double pari est à double tranchant. Port de ce succès, le gou-

vernement néo-hébridais peut accentuer l'insubordination sectorielle dont il fait preuve à l'égard de l'opposition francophone et des mouvements coutumiers francophiles depuis que le parti anglophone règne sans partage. N'a-t-il pas déjà sollicité l'aide armée de l'Australie, de la Papouasie - Nouvelle-Guinée et des Fidji contre les rebelles de Santo ? L'éventualité d'une intervention militaire étrangère n'est pas à exclure, après l'indépendance, en cas d'échec de la mission franco-britannique, d'autant que les orientations personnelles de M. Lini ne reflètent pas toujours les tendances extrémistes qui sont majoritaires au sein de son parti.

Dès à présent, la France court le risque de faiblir les sympathies dont elle bénéficie parmi les modérés francophones qui se réclament d'elle et de s'attirer la colère des membres de la communauté française. Ceux-ci, comme ceux-là, lui reprocheront sans doute d'avoir lâché la proie pour l'ombre avant d'avoir obtenu des garanties sérieuses pour ses amis et ses ressortissants.

Acculé à un difficile dilemme, Paris a décidé de privilégier la recherche de l'intérêt général du futur Etat. Ce faisant, la France prend un risque calculé, dont les conséquences seront très attentivement examinées en Nouvelle-Calédonie où les partis indépendantistes qui ont soutenu M. Walter Lini attendent que celui-ci les aide à son tour. L'avenir de la Nouvelle-Calédonie n'est pas l'enjeu le moins important de l'imbroglio néo-hébridais.

ALAIN ROLLAT.

## Trois élections cantonales

HAUTES-ALPES : Briançon-Nord (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 2 542 ; vot. : 1 271 ; suff. expr. : 1 223. MM. Georges Chabas, conseiller sortant, adjoint du maire de Briançon, R.P.R., 632 voix ; Robert de Caumont, P.S., 473 ; Michel Ruchon, P.C., 118. Ballottage.

[Il s'agit de pourvoir le siège devenu vacant depuis l'invalidation par le Conseil d'Etat des résultats du deuxième tour de scrutin de mars 1979 à l'issue duquel M. Chabas, adjoint de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, maire de Briançon, avait obtenu 884 voix, s'écartant de M. de Caumont de 53 voix. Le candidat socialiste, qui avait demandé l'annulation du scrutin à la suite de diverses irrégularités, avait été débouté par le tribunal administratif, mais il avait ensuite obtenu satisfaction auprès du Conseil d'Etat. Celui-ci avait annulé le scrutin de mars 1979 en raison de la violation du décret du 13 juillet 1973 portant découpage cantonal de Briançon et de la composition irrégulière de la commission chargée d'établir la liste électorale de la commune de Montgenèvre.]

Au premier tour de mars 1979, M. Chabas, conseiller sortant, avait recueilli 708 voix, M. de Caumont, 462, M. Ruchon, 212, et M. Ruchet (div. mod.), 50. Il y avait eu 1 052 suffrages exprimés. Cette fois, le candidat de la majorité a obtenu le premier tour la majorité absolue des suffrages exprimés (51,71 %), mais il n'a pas été déclaré élu parce que son score est inférieur de trois voix au quart du nombre des électeurs inscrits. Le candidat du P.S. a recueilli 38,85 % des suffrages exprimés, et celui du P.C. 9,65 %. M. de Caumont avait protesté contre les dates retenues par le préfet pour cette élection partielle, estimant que celles-ci (19 et 26 juillet) étaient trop proches de la fin de l'année électorale, et qu'elles entraîneraient la libre expression du suffrage universel et rendre impossible la mise en conformité des listes électorales avec la décision du Conseil d'Etat.

Par rapport au premier tour de 1979, le candidat socialiste a gagné près de huit points et le candidat gaulliste en a gagné plus de quatre alors que celui du P.C. en perd plus de six.]

CREUSE : Aubusson (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 5 982 ; vot. : 3 223 ; suff. expr. : 3 130. MM. Jean Mazetier, U.D.F., 756 voix ; Pierre Dumas, P.S., 680 ; René Lachambre (sans étiquette), 518 ; Michel Savary, P.C., 608 ; Jean Fondrinier, R.P.R., 492. Ballottage.

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Victor Pakomoff (P.S.), qui avait été réélu au deuxième tour de scrutin, en mars 1979, avec 2 642 voix contre 1 565 à M. Fargues, candidat du R.P.R. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : MM. Pakomoff, 1 673 ; Fargues, 1 896 ; Savary, P.S., 518 ; Michel Savary, P.C., 517 ; Jean Fondrinier, R.P.R., 492. Il y avait eu 4 113 suffrages exprimés pour 5 917 inscrits et 4 244 votants.]

Le candidat socialiste, M. Dumas, est devant, au premier tour, par celui de l'U.D.F. qui recueille 24,15 % des suffrages exprimés, alors qu'il n'en obtient que 21,06 %. C'est le candidat du R.P.R. qui arrive en dernière position (15,73 %). Il est devancé par M. Lachambre (sa. étq., 19,63 %), et par le candidat communiste (13,36 %). Par rapport au premier tour de 1979, le parti socialiste perd plus de dix-neuf points et le R.P.R. plus de dix. Le parti communiste réalise un score qui traduit une grande stabilité. Le courant gaulliste se manifeste assez spectaculairement.]

● Le Mouvement des démocrates, que préside M. Michel Jobert, critique « ceux qui n'ont cessé depuis six ans d'être complaisants à l'égard de la dépravation de notre vie institutionnelle et démocratique organisée par l'actuel titulaire du mandat présidentiel et qui voudraient faire oublier les multiples manœuvres des institutions de la V<sup>e</sup> République ».

LOZÈRE : Florac (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 3 900 ; vot. : 2 020 ; suff. expr. : 1 956. MM. Fortuyn Chabrol, maire de Florac, P.S., 852 voix ; Gilbert Ferrer, div. mod., 808 ; André Olivier, P.C.F., 295 voix. Ballottage.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès, en mai dernier, d'André Terrisson, qui avait été élu au second tour, en mars 1978, sous l'étiquette du P.C., grâce à l'appui du maire socialiste de Florac, André Terrisson avait alors recueilli 920 voix contre 824 à M. René Mourgues (div. mod.) et 461 à M. Jean Malafosse, conseiller sortant (div. g.). Il y avait eu 2 175 suffrages exprimés pour 3 265 électeurs inscrits et 2 210 votants.]

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : MM. Mourgues, 564 ; Terrisson, 481 ; Chabrol (P.S.), 467 ; Malafosse, 466. Il y avait eu 1 978 suffrages exprimés pour 2 826 inscrits et 2 050 votants. Peu de temps après son élection, André Terrisson avait quitté le P.C. en raison de désaccords politiques. Le maire de Florac, candidat du P.S., qui recueille 43,55 % des suffrages exprimés, arrive nettement en tête du scrutin, devant le candidat de la majorité (41,35 %) et celui du parti communiste (15,14 %). Les électeurs de près de vingt points le score qu'il avait réalisé au premier tour de 1978 (23,69 %) alors que le parti communiste perd plus de neuf points par rapport au résultat qu'avait alors obtenu son candidat (24,31 %).

### POURCENTAGE ET POINTS DE POURCENTAGE

A la suite d'une série d'erreurs typographiques, l'article relatif aux dernières élections cantonales (le Monde du 19 juillet, page 7) appelle les lecteurs au point suivantes :

1) Dans l'encadré concernant les vingt consultations étudiées, il fallait lire Barre et non Barthe (Alpes-de-Haute-Provence) et Saint-Etienne-Nord-Est-1 et non Saint-Etienne-Nord-Est-2.

2) Il convenait de lire de la manière suivante le dixième paragraphe de la première colonne :

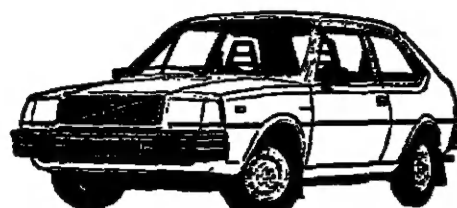
Le bilan des neuf consultations qui restent à considérer est nettement positif. Les candidats socialistes ont « fait » mieux que le total des voix d'opposition du premier tour à Hyères (51,44 % des suffrages exprimés au lieu de 49,72 %, soit + 1,72 %), à Saint-Savirin (50,56 % au lieu de 49,18 %, soit + 1,38 %), à Montpeller-7 (50,35 % au lieu de 45,75 %, soit + 4,60 %) et à Châteaurenard (49,09 % au lieu de 35,14 %, soit + 13,95 %). Le candidat du P.C. a obtenu par le P.S. à Comen un net succès à Brénod (50,81 % au lieu de 33 %, soit + 17,81 %), canton qu'il a enlevé à un indépendant. Nous avons imprimé dans les parenthèses + 1,72 %, + 11,46 %, etc. Cette faiblesse et grossière confusion entre % et points de pourcentage nous fournit l'occasion de rappeler que :

— Un parti qui passe de 15 % à 30 % des suffrages exprimés progresse de 100 % puisqu'il double son pourcentage, et il gagne 15 points de pourcentage, et non 100, sinon il passerait à 115 % des suffrages exprimés. Ce ne serait ni convenable ni concevable.

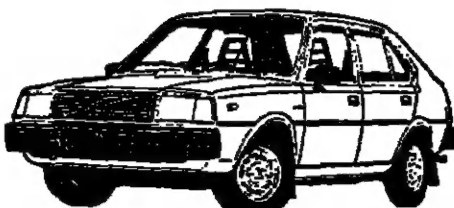
— Un parti qui passe de 40 % à 30 % des suffrages exprimés perd 20 points de pourcentage. S'il perdait 20 %, il obtiendrait 40 % — (20 % de 40 %) soit 40 % — 8 %, soit 32 % des suffrages. — R. B.

## VOLVO SERIE 340 ET 240.

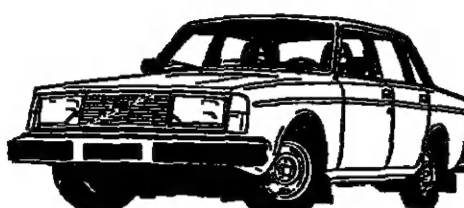
Exceptionnel jusqu'au 31 août.



343 L : 33.036 F



345 DL : 39.136 F



244 DL : 50.136 F Version diesel : 70.136 F



245 GL : 56.136 F Version diesel : 74.336 F

Pour connaître le concessionnaire le plus proche de chez vous, appelez Volvo France. Tél. : (1) 723-72-82

Cge Soufflot, Paris 5<sup>e</sup>, Tél. : 354.14.28.  
Cge St-Charles, Paris 15<sup>e</sup>, Tél. : 577.32.21.  
St-Pan Cors, Paris 16<sup>e</sup>, Tél. : 651.43.42.  
Volvo Paris, Paris 17<sup>e</sup>, Tél. : 766.50.35.  
Cge Sécurité, Paris 17<sup>e</sup>, Tél. : 763.74.44.  
Cge des Ardennes, Paris 19<sup>e</sup>, Tél. : 203.30.75.

Cge des Grands Champs, Paris 20<sup>e</sup>, Tél. : 373.73.62.  
Cge Avon Auto-Sport, Avon, Tél. : 422.17.15.  
Cge du Rond-Point, Villoray, Tél. : 024.06.16.  
Cge de l'Avenue, Sartrouville, Tél. : 913.49.92.  
Royal Auto, Port-Marly, Tél. : 958.61.13.  
Cge Européen, Corbeil-Essonnes, Tél. : 068.92.05.

Cge Gambetta, Massy, Tél. : 920.25.80.  
Houdayer Automobiles, Nanterre, Tél. : 724.64.91.  
Volvo Paris, Neuilly/Seine, Tél. : 747.50.05.  
Cge Férid, Bois-Colombes, Tél. : 242.40.75.  
Cge Ouest-Auto, Châtillon-s/Bagneux, Tél. : 655.37.57.

Inter-Cge Sefré, Asnières, Tél. : 793.36.63.  
M. Ferret, Cge du Lac, Gagny, Tél. : 936.48.78.  
D.R.A.E. Drancy, Tél. : 831.40.32.  
Cge de l'Alma, St-Maur-la-Forêt, Tél. : 885.89.89.  
Grand Cge du Kremlin-Bicêtre, Tél. : 726.62.71.

Cge de Choisy, Choisy-le-Roi, Tél. : 890.80.97.  
St-Gratien Automobiles, St-Gratien, Tél. : 989.09.99.  
Société Sogel, Pontoise, Tél. : 032.55.55.  
Cge P. Marchal, Rungis-sur-Seine, Tél. : 464.21.30.

**VOLVO**  
La passion de la qualité.



Le Monde

# Société

A LA CONFÉRENCE DE COPENHAGUE

## Le dialogue des femmes d'Iran et des Occidentales

Copenhague. — Aisément reconnaissables à leur tablier, les femmes iraniennes qui représentent leur pays à la Conférence mondiale de la décade de l'ONU pour les femmes sont très entourées. Si elles répugnent aux conversations privées et refusent les tête-à-tête, elles se disent « sociétaires d'expliquer » aux femmes du monde le point de vue de l'Organisation des femmes de la révolution islamique. Dans les débats publics, elles répondent avec courtoisie à toutes les questions — le plus souvent par la voix de Mme Lella Bakhtiar, qui parle avec une pointe d'accent américain un anglais irréprochable (1) — et engagent la discussion sans animosité avec les nombreuses femmes américaines présentes.

Lorsque Mme Bella Abzug, ancien membre du Congrès des États-Unis, a proposé qu'il y ait une marche des femmes à l'occasion de la libération des otages et une marche des femmes à Washington pour l'extradition du chah, elles ont accepté l'idée « à condition que la marche de Washington ait lieu d'abord » (2). Quand elles disent leur souhait de « restaurer la dignité des femmes », leur discours n'est pas très différent de celui des féministes occidentales. « Nous avons tant travaillé que nous n'en pouvons plus », dit Mme Myriam Bakhtiar, autre membre de la délégation, épouse d'un homme politique. « Nous ne voulons pas de la double journée de travail. A l'ouest, les femmes sont utilisées. Nous, nous ne voulons pas être des produits comme vous, conditionnés par la mode, servant de distraction aux hommes entre deux moments de travail. Nous nous ne serons pas des instruments. »

Estimant avoir été les pivots de la révolution — « comme l'imam Khomeiny lui-même l'a affirmé » — les déléguées iraniennes expliquent aux Occidentales que l'heure n'est pas, dans leur pays, aux « révolutions académiques et intellectuelles, comme à l'ouest ». « Quand on fait la révolution, on ne s'occupe pas de ce qu'on porte comme vêtements. Et puis le tablier a été un symbole important de la révolution et on ne détruit pas les symboles. » « Pensez-vous comprendre », ajoute Mme Lella Bakhtiar, que nous voulons un retour à l'islam primitif qui est progressiste ? Si les hommes ont souvent utilisé les femmes pendant les révolutions avant de les renvoyer à leur foyer, la religion a souvent opprimé les femmes, « ce n'est pas vrai pour l'islam primitif », affirment-elles. Malgré les efforts sincères et la sympathie de part et d'autre, les dialogues ont souvent été des dialogues de sourds. Quant les iraniennes parlent, par exemple, du droit des femmes au travail à mi-temps, « pour qu'elles puissent donner l'allait à leur mari et à leurs enfants sans être écrasées de travail », les Occidentales répondent : « Pourquoi pas le travail à mi-temps pour le mari ? » Lorsque des Occidentales parlent du droit d'être lesbienne, Mme Bakhtiar répond : « C'est contre la loi, c'est contre

la nature. Un jour ne peut pas suivre un jour, on alterne le jour et la nuit. Les lesbiennes, en Orient, nous ne les avons pas encore trouvées. »

### Tchador et lapidation

Une question revient dans toutes les discussions : « Pourquoi a-t-on rétabli la lapidation des femmes ? » « Pour l'islam, répondent les déléguées de l'Iran, la corruption doit être éradiquée de la terre. La pire des corruptions est celle que se passe entre un homme et une femme mariée à un autre homme, parce que cela touche les générations futures. »

Mme Lella Bakhtiar, vendrell, au cours d'un débat au forum, a donné des précisions sur la femme qui a été récemment lapidée dans son pays. Il s'agissait non seulement, a-t-elle affirmé, d'une adultère, mais d'une prostituée et proxénète. C'était donc une personne très corrompue et ce sont les parents des victimes qui ont demandé ce châtiment. L'idée de la vengeance est naturelle tant qu'on ne peut pas expliquer aux gens qu'il y a d'autres lois. L'imam Khomeiny a dit que cela ne devait pas continuer

ainsi, qu'on trouverait d'autres moyens. »

« Pour la majorité des journalistes étrangers », écrit Mme Lella Bakhtiar dans une lettre aux journalistes occidentaux distribuée au forum, toutes les femmes iraniennes sont des personnes farouches desquelles émane l'odeur des parfums parisiens. (...) Ce sont toujours les mêmes bourgeoises qu'on voit encore dans le nord de Téhéran » et qui se plaignent du manque de liberté. « Si l'on parle des deux mille femmes qui ont manifesté contre le tchador, on ne dit jamais rien des cinq cent mille qui vont prier en tchador. » Selon elle, le problème de la condition de la femme ne se pose dans les sociétés modernes qu'en raison de leur athéisme et de leurs vices. Quand la révolution iranienne sera accomplie, les femmes seront libres et heureuses.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Mme Bakhtiar a tenu à préciser qu'elle n'avait aucun lien de parenté avec l'ancien premier ministre, M. Chahpour Bakhtiar.  
(2) Le porte-parole de la délégation a précisé par la suite que la marche des femmes iraniennes en faveur des otages aurait lieu... si la marche des femmes américaines avait eu lieu d'abord, c'est-à-dire lorsque le chah serait rentré effectivement en Iran.

## JUSTICE

### LES SANCTIONS CONTRE DEUX MAGISTRATS

#### « Pourquoi viens-tu si tard ? »

Le garde des sceaux ne désarme pas. Fort, sans doute, de son succès provisoire à l'Assemblée nationale pour donner un sens nouveau à la sécurité et un tour original à la liberté, il fouille des chefs les archives à la recherche de quelques affaires à restaurer, de quelques victoires supplémentaires à offrir. Mais, alors qu'on l'avait vu au Palais-Bourbon, ses lances tirées, demeurer sur place pour juger l'effet, il a, cette fois-ci, quitté les lieux d'ici que l'arme a été mise à feu. A peine avait-il déclaré qu'on déplaçait un juge et qu'on en suspendait un autre, souverainement, qu'il parlait pour Tahiti.

Qu'importe, le coup est porté et l'on n'est pas tenu de « discuter » avec les magistrats comme avec les parlementaires. M. Jean-Pierre Michel ira s'occuper « dans la région parisienne » et M. Jacques Bidault, au diable, si le diable veut de lui.

A propos du premier, qui est encore magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice (à la chancellerie), on serait tenté

de demander au ministre : « Pourquoi viens-tu si tard ? » Car les faits reprochés à M. Michel remontent au 28 juin, mais de l'année 1979 : une émission de la radio socialiste, Radio-Républic, qu'à l'époque ses rares auditeurs entendaient d'autant moins qu'elle fut troublée presque intégralement. La crime était, on l'a compris, d'une portée inouïe, c'est le cas de le dire.

Il ne fallait assurément pas moins de douze mois de réflexion pour évaluer l'exacte sentence qu'il convenait de prononcer. Douze mois de réflexion et deux avis de la commission de discipline, recommandant par deux fois (le 30 novembre 1979 après audition de l'intéressé et le 11 juillet dernier sans audition de l'intéressé) la plus faible des sanctions possibles : la réprimande avec inscription au dossier. C'est-à-dire à peu près rien. C'était logique. A une infraction plus théorique que réelle répondait une punition de caractère symbolique. Chacun aurait pu s'estimer satisfait. Le garde des sceaux, non, qui fit de ce retour étonnant une « infraction d'une particulière gravité ». Les exercices de purification ne connaissent pas de limites — s'il s'agit de purifier les autres.

Or M. Michel a le tort d'appartenir à un « groupuscule », le groupuscule socialiste, selon l'expression vouée à la postérité du garde des sceaux, et il occupe l'honorable fonction de secrétaire de la fédération de Haute-Saône de ce parti. Il fut, d'autre part, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, dont le ministre dit qu'il est communiste parce que son président l'est. Qu'importe si son successeur ne le sera pas et si, par ses précédentes fonctions, il n'est pas un socialiste, au moins deux démocrates-chrétiens et pas un seul communiste.

La double appartenance politique et syndicale de M. Michel explique, hélas ! bien des choses. Hélas pour la liberté d'opinion — et pour quelques autres aussi. Car il y a lieu de penser que c'est après la manifestation des magistrats et des avocats contre « son » projet que le garde des sceaux ressortit ce dossier peu ou prou oublié de tout, pour faire un exemple. A l'intention du corps judiciaire et, plus spécialement, à l'intention de ceux qui ont été discrètement photographiés du haut de la chancellerie lorsque quelques centaines de personnes stationnaient devant le bâtiment de la place Vendôme. A voir des maintenant le temps qui peut s'écouler

entre un prétendu manquement à l'obligation de réserve et sa punition, les magistrats manifestants ont de quoi être inquiets pour un bon moment. La menace pourra servir longtemps.

Comme il ne faut rien laisser traîner quand on part en vacances, pardon en voyage, le garde des sceaux, la même jour qu'il écartait M. Michel de son poste, a écarté M. Bidault de ses fonctions. Il a de la sorte fait sur-le-champ bon nombre d'heures : les dirigeants de la Sonacotra en Moselle, qui n'auront plus à affronter ce magistrat plus prompt à leur donner tort qu'à expulser de leurs logements les travailleurs immigrés, ainsi que les chefs de la cour de Metz, qui ne craindront plus de mourir étouffés sous les appels formés contre les décisions de M. Bidault. Le premier ministre aussi sera content, qui ne s'entendra plus judiciairement convoquer pour s'expliquer sur la valeur juridique de tel document, dont il avait la responsabilité et que le tribunal jugeait à propos de discuter... en présence de l'intéressé.

### Jour

#### et les chemins de fer

Mais il y aura aussi quelques malheurs. En plus des travailleurs immigrés, pour d'évidentes raisons, on pourra aussi dénombrer l'immense corps électoral des automobilistes à qui le magistrat d'Hayange reconnaissait la libre faculté — qu'on aurait pu croire élémentaire, comme en Grande-Bretagne — de bouclier leur ceinture de sécurité ou de la laisser de côté (1). En quoi le magistrat ne faisait que transcrire dans ses jugements la polémique persistante sur l'efficacité et les risques de ladite ceinture, et respecter, bien qu'elle paraisse tombée en désuétude, la vertu du libre choix.

Il est juste de préciser que M. Bidault avait d'autres torts. Il avait été surpris à voyager dans les chemins de fer en première classe alors qu'il n'était titulaire que d'un billet de seconde. Ne s'en tenant pas là, il expliquait au contrôleur que le chemin de fer devait être à classe unique et en première. Est-il convenable, en 1980, de citer Jaurès ou de s'y référer ? La S.N.C.F. et le ministre réunis ont estimé que non.

He n'ont peut-être pas, à propos de ce péché véniel, tout à fait tort. Mais le ministre encourt, pour ce qui le concerne, l'imputation de péché mortel s'il étend aux fonctions judiciaires — qui sont juridiquement beaucoup moins farfelues qu'on ne peut le penser — les représentations qu'il croit devoir faire et le procès qu'il croit devoir engager sur la base des gammaries ferroviaires.

Si même il croit utile à ses thèses d'ajouter que ce juge est trop remuant, on sera en droit de lui faire remarquer que celui-ci s'interroge pour compenser ceux-là qui s'en abstiennent. A quel le ministre pourra répliquer que les juges ne sont pas là pour s'interroger. A quel, enfin, il n'y aura rien à répliquer puisque, dans ce cas, on ne parlerait plus des mêmes juges.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) C'est un texte réglementaire, l'arrêté du 26 septembre 1979, qui a rendu obligatoire le port de la ceinture en toute circonstance.

## EDUCATION

### Libres opinions

#### La politique universitaire de Mme Samier-Séité

#### AUTORITARISME, DÉMANTÈLEMENT ASSERVISSEMENT

par PIERRE DUHARCOURT (\*)

LES universités prenant actuellement connaissance des habilitations à délivrer des diplômes nationaux de second cycle (licence et maîtrise) et de troisième cycle (D.E.A. et doctorat) que le ministre a décidé d'octroyer à partir de la prochaine rentrée. Ces décisions, prises très souvent à l'encontre des avis favorables fournis à la fois par les experts et par le CNERES (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), se traduisent par des coupes claires considérables dans le tissu des formations existantes, et par le refus de la quasi-totalité des demandes nouvelles. Des universités entières (Avignon, Besançon, Chambéry, Villeneuve...) et des disciplines entières (en sciences humaines et en langues) par exemple) sont désemparées ou nulles, mais aucun établissement ni aucun secteur n'échappe à ce charcutage. Les démantèlements sont souvent sélectifs : ils procèdent — au mépris des exigences du pluralisme — d'exclusives purement idéologiques et politiques (1) et de choix les plus rétrogrades dictés par les dirigeants de l'autonomie et de l'UNU (Union nationale interuniversitaire).

C'est le développement, la cohérence et l'existence même de l'ensemble des formations supérieures qui sont ainsi compromis : c'est l'intégrité du tissu universitaire et l'enseignement réciprocque de l'enseignement et de la recherche qui sont mis en cause. La carte universitaire que dessinent — en liaison avec le redéploiement à grande échelle des postes et des crédits — ces habilitations, c'est une carte de la régression universitaire, qui signifie le refus de répondre aux besoins nationaux et régionaux, le renforcement de l'élimination et de la ségrégation des étudiants, le dépeçage culturel de régions entières, l'affaiblissement général du potentiel de formations et de recherche.

Ces décisions arbitraires et multilatérales s'inscrivent, si besoin était, le sens et les objectifs des autres mesures prises récemment par le gouvernement pour mettre en cause les droits des personnels et des usagers de l'enseignement supérieur : décrets concernant les carrières universitaires, révision réactionnaire de la loi d'orientation, en menaçant les enseignants dans leur emploi et leur avancement, le gouvernement veut les inciter au conformisme, à la docilité, à l'acceptation de l'autorité et de la régression. En privant de parole et de la possibilité d'intervenir effectivement dans les décisions la masse des participants à la vie universitaire, il tente d'étouffer l'opposition à sa politique d'asservissement de l'enseignement supérieur. En renforçant ses pouvoirs hiérarchiques et en lui réservant la majorité des sièges dans les conseils, pour tenter de l'opposer aux autres catégories d'enseignants, aux personnels, aux étudiants, ainsi qu'aux personnalités extérieures, il cherche à utiliser le corps des professeurs comme relais de la mise en œuvre des nouvelles contraintes qu'il veut imposer aux activités universitaires.

Le charcutage des formations auquel veut procéder le ministre — une nouvelle fois à la faveur des vacances — permet de mieux apprécier la réalité de ses objectifs. Sous couvert de rationalisation, il s'agit de remodeler l'enseignement supérieur, de l'enfermer plus encore dans la pénurie, d'emprisonner ses activités et de le soumettre aux exigences idéologiques et économiques de la société de profit.

Le SNE-Sup. appelle l'ensemble des universitaires à ne pas s'incliner, à s'opposer à l'autoritarisme, aux démantèlements, à l'asservissement. Il les appelle à ne pas accepter le carcan de la loi Sauvage — à refuser le sabotage des conseils et la réduction des nouveaux « statuts » réactionnaires, — à ne pas se démettre de leurs responsabilités dans le fonctionnement collégial des établissements et des équipes de travail, à imposer quotidiennement la prise en compte de l'avis de tous dans tous les domaines. Il les appelle à agir sans attendre et sans relâche pour la défense de l'emploi et de la carrière des personnels, pour les droits des étudiants, pour la sauvegarde et le développement du potentiel universitaire. Le SNE-Sup. appelle les établissements à mener, dès maintenant, la lutte contre la suppression des habilitations et la réduction du nombre des étudiants, et à inscrire pour la rentrée les étudiants candidats aux formations que le ministre prétend supprimer. Des manifestations nationales (pour le maintien des formations, pour la défense des assistants) sont d'ores et déjà organisées pour la fin septembre-début octobre, afin de permettre le développement d'un puissant mouvement de protestation contre la politique universitaire du gouvernement.

(\*) Professeur de sciences économiques à l'université de Reims, secrétaire général du SNE-Sup.

(1) C'est ainsi que Mme Alice Samier-Séité tente de se venger en supprimant au dernier moment — contrairement aux décisions communiquées par ses propres services — la licence en la maîtrise de sciences économiques à l'université de Reims.

## ADMISSIONS

### AUX AGRÉGATIONS...

#### ● Sciences physiques Option chimie.

Mmes et MM. Patricia Abnet, née Casoli (10), Dominique Armand (21 ex.), Laurence Arnaud (6), Anne-Marie Astier (8), Martine Bousquet (3), Véronique Dechaux (14), Renaud Denoyel (18), Eric Fabre (12), Dominique Gantier (6), Elisabeth Gaudin (4), Michel Giacinto, né Duret (28), Laurent Jacob (7), François Kirchman (5), Clotilde Lamarrigue (11), Philippe Lang (20), Alain Lavet (15), Véronique Le Berre (21 ex.), Marc Montarnal (24), Jean-Marc Penne (19), Anne Perle (19), Gabriel Portier (15), Jacques Prandi (11), Dominique Prevost (17), Dominique Richard (20), Alain Rich (29), Fabrice Tint (2).

## ... ET AUX GRANDES ÉCOLES

#### ● Ecole nationale des Chartes (par ordre de mérite).

Mmes et MM. Gonneau, Maroteaux, Guinand, Labied, Valentin, Lamarque, Mellet, Compté, Mourier, Nabhal, Berthel, Le Maître de Charnat, Tournier, Agnès Marchal, Ollion, Richenlaub, Lion, Leproux.

## DÉFENSE

### Mort du général d'armée Garbay ancien gouverneur militaire de Paris

Nous apprenons le décès du général d'armée Pierre Garbay, survenu le 17 juillet à Montlignon.

Né le 4 octobre 1903, à Gray (Haute-Saône), Pierre Garbay fut élève de Saint-Cyr en 1921. Entré dans l'infanterie coloniale, il participa aux campagnes de l'Algérie en 1925-1927, puis sert en Extrême-Orient. En 1940, commandant du 3<sup>e</sup> bataillon de marche de l'Afrique équatoriale française, il se rallie à la France libre, participe aux combats d'Afrique et d'Italie, puis au débarquement en Provence et à la campagne de France. Il est nommé général de brigade en 1944.

En juin 1947, il prend le commandement supérieur des troupes terrestres à Madagascar, au moment des troubles nationalistes. Il exerce ensuite divers commandements outre-mer. Il est adjoint, outre-mer, du chef d'état-major des armées en décembre 1956.

En juillet 1958, son nom avait été prononcé lorsqu'il fut question de donner un adjoint militaire au général Raoul Salan, désigné général du gouvernement en Algérie. Il avait également été question de lui confier, dans le cas où le général Salan cèderait son poste à un civil, le commandement en chef en Algérie. Promu général d'armée en 1958, Pierre Garbay est la même année gouverneur militaire de Paris, puis inspecteur des troupes d'outre-mer l'année suivante.

Le général Garbay fut au centre d'une controverse lorsqu'il fut admis, par anticipation et sur sa demande, dans le cadre de réserve en mars 1961. Pour dissiper les interprétations abusives qui pourraient être données de ce départ anticipé, le général de Gaulle lui écrivit au lendemain de cette décision : « C'est avec beaucoup de regret que j'accepte de vous voir quitter l'activité pour d'impérieuses raisons de santé » (Le

Monde du 11 mars 1961). Quelques jours plus tard, le journal *Aspects* de la France publia une lettre attribuée au général Garbay déclarant qu'il était « malade de colère et de rage » devant « la décision d'abandonner l'Algérie ». Cette lettre fut démentie comme un faux par le général Garbay et donna lieu à poursuites judiciaires.

Le général Garbay était commandant de la Légion d'honneur.

## EST école supérieure de tourisme

ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE TOURISME B.T.S.T. (3 options)  
CERTIFICAT D'ÉTUDES APPROFONDIES DE TOURISME C.E.A.T.  
FORMATION ACCÉLÉRÉE DE SECRÉTAIRE TOURISTIQUE C.F.P.S.T.  
STAGES ET VOYAGES D'ÉTUDES  
ACTIVITÉS CULTURELLES  
DÉBOUCHÉS ET PLACEMENT (régime étudiant)  
— bon à découper et à retourner —  
4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS  
Demande de documentation sans engagement  
Tél. : 222.00.29 - 222.91.70

EST

NOM

Adresse

### LE SÉNAT AMÉRICAIN FAIT ÉTAT D'UNE NOUVELLE FLÛTE DE TRAFIC D'HÉROÏNE

Washington (A.F.P., A.P.). — Un rapport du Sénat américain rendu public jeudi 17 juillet, fait état d'une nouvelle source d'approvisionnement très importante d'héroïne en provenance du sud-ouest asiatique qui, par l'intermédiaire d'une filière sicilienne, menace d'enrichir l'Europe occidentale et les États-Unis. Selon ce rapport, rédigé à partir des enquêtes menées par la sous-commission de la justice pénale du Sénat en Europe et au Proche-Orient, 1.600 tonnes d'opium ont été produites en 1979 dans le sud-ouest asiatique — soit neuf fois la production du reste du monde — l'opium parviendrait ensuite aux réseaux italiens de la Mafia en passant par la Turquie et la Bulgarie. Ce document rappelle aussi que trois laboratoires, capables de traiter suffisamment d'héroïne pour fournir une bonne partie des drogues américaines, ont été démantelés en Italie et que plusieurs membres du « milieu » ont été arrêtés dans le New-Jersey lors d'une saisie d'héroïne provenant du sud-ouest asiatique. Il recommande aux autorités américaines et européennes de collaborer plus étroitement et de ne pas réduire les dépenses publiques destinées à combattre l'usage de l'héroïne.

### E.P.E.S. FORMATION

#### REVISION D.E.C.S.

3 certificats

Adit

(8 jours groupés par certificat)

Reinscriptions et inscriptions

Tél. 246-89-14 et 246-35-15



Le Monde

# jours d'été

## Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

### TAHITI : LE SAUVAGE ET L'IMPORTATEUR

Papeete. — Les amis sont là, qui vous attendent et vous fêtent. L'aubaine d'un visiteur ! La curiosité, déjà, de ce qu'il écrit après quinze mille autres ! Allez ! Prenez ces colliers de Tiare et cours avec nous vers Punaauia. On mangera des « chevrettes » grillées, on se racontera des peines de cœur du haut commissaire, les derniers scandales aux subventions et de vieilles légendes maories. A minuit, on ira papoter sur le sable devant Moorea et parler de l'indépendance polynésienne.

A voir ma mine je sens bien qu'ils sont surpris. J'atterris cette fois l'œil plus noir et le poil dressé dans la petite société cancanière de Papeete. Comment définir cette méfiance — j'allais dire cette méchanceté — qui vous saisit dès l'aéroport de Faa, Toucher Tahiti, c'est débiter dans un très vieux songe occidental, plonger tête la première dans un labyrinthe d'illusions sucrées, de mensonges ingénus et de feints désespoirs. Voilà deux siècles que se joue ici la même fable philosophique dont je connais tous les rôles. Celui du « visiteur » venu de loin demeure le plus ingrat du répertoire. Tout Papeete guette ses premières répliques pour lui fournir aussitôt — bisous en prime ou larmes en supplément — ce qu'obscurément il venait chercher. Veut-il pleurer sur un paradis perdu ? Aucun problème : c'est un genre littéraire bien rodé depuis Gauguin, Loti, Gerbault ou Segalen, et la bêtise coloniale est toujours vivante. On lui donnera même des photocopies. Veut-il s'extasier au contraire sur la cambura des vahinés et le legon de Bora-Bora ? Possible également. On lui fera des bragues et des Tamaraa ; Tiare, la fille de François Sanford, l'emmènera danser au Zizou Bar ou pêcher la bonite aux Tuamotou. Les pages qu'il écrira — dans l'un ou l'autre cas — sont tellement prévisibles qu'on n'aura pas toujours le courage de les lire. N'empêche ! On sera tout de même bien content à Papeete d'avoir entrevu le miroir d'un regard. Et puis, le mythe — même s'il est sot — n'est jamais inutile. Tahiti ne finit pas d'en vivre.

A l'aube toute molle des arrivées — celles du monopole U.T.A. — j'ai couru, quant à moi, vers l'hôtel Kon-Tiki. C'est sans doute le moins aimable de tout l'archipel, et ses chambres donnent directement sur les embouteillages du boulevard Pomaré. J'avais besoin, pour commencer, de vertueuses morifications. Là-bas, dans le parallélogramme d'une chambre anonyme, j'ai dressé un plan de bataille et durci méthodiquement mon cœur. Il fallait bien : j'allais dire du mal de beaucoup d'amis. Je m'y sentais tenu. Au point où en sont les choses et la littérature spécialisée, il n'y a que deux attitudes sérieuses concernant Tahiti : sauter l'étape ou accepter d'en parler roidement.

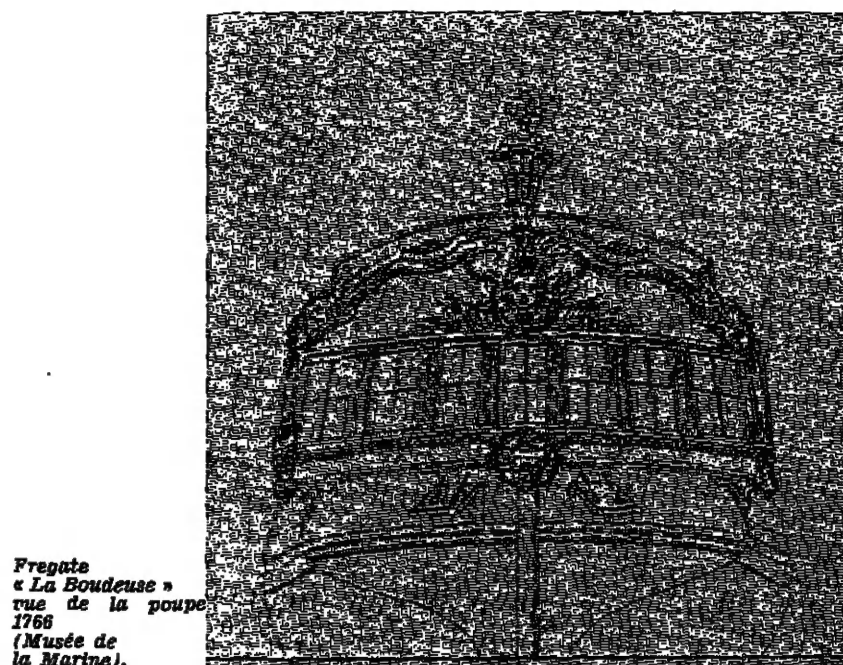
Vers midi, la journée commence par un mini-jogging dans les rues du centre-ville, zigzaguant entre tous les produits immobiliers de la prospérité nuolésaire. Je n'étais pas venu depuis 1973. Ce serait peu dire que Papeete a changé. Une petite sous-préfecture coloniale, avec encore quelques perrons penchés et d'attendrissantes façades, est devenue quelque chose comme La Clotat ou Perpignan. En plus tape à l'œil. Etalages stéréo et magnétoscopes dans les vitrines, brasseries gueulardes à l'enseigne du « Big Burger » et restaurants à terrasses (on en compte cinquante-trois pour la seule ville de Papeete), immeubles de verre et d'acier... Tous les taxis sont maintenant des grosses américaines à peine rodées et les supermarchés plus opulents qu'à La Rochefoucauld (Charente). De Papeete partent désormais des vols rapides et des « rocadés ». Bref, qu'on me pardonne d'avoir appris à reconnaître cette odeur : cela sent l'argent. Celui — direct ou indirect — de la bombe atomique.

Détour vers le port où mouilla vers 1767 la frégate La Boudouse de Louis-Antoine de Bougainville. On y voit bien plus de yachts que de bonifères ou goélettes de pêche. Normal : à Tahiti, ce sont les armements nippon-coriens qui attrapent le poisson pour les conserves de Pago-Pago. Les gens de Papeete achètent leur en bois et au prix du détail. Ce n'est qu'une image. La pièce archi-connue des « économies assistées », celui de la dépendance financière qu'on dénonçait déjà en 1973, s'est refermé un peu plus fort encore sur la Polynésie française. Les derniers vestiges d'une économie locale — coprah, agriculture — disparaissent derrière la fumée des crédits d'assistance, et le tourisme bat de l'aile. Plus encore qu'hier — et désespérément — la prospérité provocante de l'archipel est donc tributaire des générosités parisiennes. C'est le salaire de la soumission. Le loyer de Murauro.

Faut-il rappeler cette arithmétique élémentaire ? Ce n'est pas l'endroit, et d'autres le font régulièrement, détails à l'appui. Difficile pourtant de ne pas évoquer, pour mémoire, les vilains mécanismes de cette dépendance aggravée. Elle imprègne chaque conversation, donne leur sens exact aux moindres sourires, justifie les colères sporadiques qui inquiètent la Rue Oudinet (!). Celles de 1977-1978, par exemple, ont officiellement porté les autonomistes au pouvoir et débouché sur un nouveau statut moins « colonial ». Dans les faits, elles ont surtout fait monter les enchères. Tahiti n'a pas renoncé à prêter ses atouts aux artistes de l'atome. On s'est contenté d'augmenter les tarifs des « passes » comme avec une coquette qui menacerait de rompre pour avoir de plus beaux bijoux. Paris a payé rubis sur l'ongle. Je marche donc ce matin — fric à droite, fric à gauche — dans un décor de suave prostitution.

Suave ? C'est une façon de parler à la mode tahitienne, bien sûr. Car les sous-produits pervers de l'enrichissement sans cause sont les mêmes ici que partout ailleurs. Les bidonvilles prolifèrent, même s'ils se cachent sous les hibiscus en fleurs ; la jeunesse désœuvrée rôde méchamment, et les fossés s'élargissent entre les communautés. On m'a parlé plusieurs fois d'« explosion inévitable ». Est-ce excessif ? Sous cette pluie de francs-pacifiques, bien des vertus charnelles dans la classe politique, l'affairisme gagne, et régulièrement, les scandales ordinaires, plus ou moins « gros », crévent à la surface comme les bulles de gaz d'une marne en fermentation. C'est la face noire de Tahiti ; les symptômes d'une société bouleversée, à peine regardée entre deux *pata' utau* (danzas de groupe). Car, sachez-le, et comme pour en consoler, on n'a jamais autant dansé dans toute la Polynésie. On n'a jamais aussi bruyamment évoqué le souvenir des dieux Oro et Teaoaro, l'incantation des grands prêtres maoris, le témoignage des anciens marées de galets ronds entoués sous les touffes...

L'après-midi est venu. Je pivote à 130 degrés pour courir vers la maison des jeunes dans une envolée de scooters et de jupes parées. Hiro et sa femme me tendent la main, et nous nous asseyons tous les trois sur une natte tressée dans les Australes, sous l'arc élégant d'un fare (maison) tahitien vaguement Roche et Bobois. Écoutez-les. Ils disent que ce n'est plus vivable, que cet exil occidentalise leur massacre l'âme, qu'ils veulent retourner dans les « districts », planter des taros et reprendre la frugalité des temps anciens. Ils s'indignent qu'à Tahiti le béton triomphe partout du pandanus et des murs de bambous. A la M.J.C., ils ont d'ailleurs organisé une exposition de photos au sujet de la maison tahitienne et l'on devine dans leurs phrases désolées une absolue bonne foi. D'ailleurs, pour commencer,



Frégate « La Boudouse » rue de la poupe 1766 (Musée de la Marine).

Ils vont apprendre à se passer de la stéréo et ne regarderont presque plus la télévision...

Un peu plus loin, dans les locaux de la jeunesse et des sports, se tient — en tahitien — une réunion des groupes de danse de l'archipel. Une trentaine de responsables gravement appuyés à une table rectangulaire. Il y a les vedettes : Madeleine Moua, irascible octogénaire, et Jean Hotahota, dit Coco, chorégraphe contestataire, dont j'ai vu répéter le groupe, ce soir, dans la pingre lumière d'un parking devant la mer. Une amie me traduit un peu ce qu'ils disent. Questions de danse, sans doute, mais bien davantage aussi. Cette renaissance spectaculaire du tamouré, cet assaut de guitaristes et de concours de ballets patiens participent évidemment d'une quête politique. La danse, comme dernier refuge d'une identité ébattue, ultime espace habitable pour une culture maorie irrésistiblement chassée de la vie vivante. Ici, on a peut-être perdu son âme entre les étalages d'un Prisunic, mais il n'empêche !

Elle ressuscitera ce soir dans la rumeur des danses et j'allais tout de suite des tambours de bois. Est-ce beau ?

On avance en s'énervant un peu. On avance vers d'autres rencontres, de bizarres retrouvailles, comprenant déjà mieux la douloureuse imposture dont Tahiti est l'enjeu. Résumons : une culture achevée, en concreto, de disparaitre et, dans le même temps, sa revendication s'affirme. La réalité maorie, ou ce qu'il en restait, s'évanouit dans un mol et cupide consensus, mais simultanément elle s'installe comme jamais dans l'imaginaire collectif. On doit trôner ici quelque chose d'important pour toute l'Océanie : une vraie leçon à méditer. Pendant ces quelques années, un puissant mécanisme a joué ici, qui n'est pas étranger à ce que j'appellerai le « syndrome français ». Premier élément : l'installation définitive et conquérante de la « modernité » occidentale. Avions, téléphones, voitures, institutions, relais administratifs, consommation exagérée, amorce de lutte des classes : Tahiti s'est irrémédiablement branché sur le réseau de l'uniformisation mondiale. Deuxième élément du paradoxe : le « discours culturel », qui ne parle que de *rebus* et de révolte a cessé d'être subversif pour devenir, en fait, le discours dominant. Les thèmes du « ressourcement maro » ne procèdent plus de la revendication révolutionnaire mais de l'incantation consolante. Un peu comme si se trouvaient désormais ficelées l'une à l'autre les deux dimensions d'une aimable schizophrénie. Tahiti vivra au présent et pensera au passé.

Plus personne à Papeete — même les énarques du haut commissariat — n'ose employer le langage assimilateur qui triomphait encore au début des années 70. Celui des « Français à part entière », de la *Marsillaise* dans les

vielle rhétorique de la coloniale a disparu au profit d'un verbe plus subtil, plus « giscardien », qui ne combat plus la différence au nom des valeurs universelles de la République, mais, au contraire, la reconnaît et l'exalte. Comme si, à l'évidence, cette différence mangée aux mites, ce fantôme exténué du rebelle d'autrefois, ne présentait plus beaucoup de risque.

Alors, c'est vrai, le « nouveau culturel » est au programme. A Papeete, on a créé l'Académie tahitienne pour codifier officiellement une langue, hier encore interdite dans les cours de récréation. Le tahitien est peu à peu réintroduit dans l'enseignement primaire. On encourage l'artisanat dans les archipels et l'on réimprime à tour de bras les travaux d'histoire et d'ethnologie tahitiennes à peu près présentables. Les notables de Papeete ne veulent plus partager la terre selon le code Napoléon, mais respectent, jusqu'au fétichisme, la vieille division polynésienne qu'on avait tant combattue. La médecine traditionnelle, celle des massages et des *tahu* (guérisseurs) retrouve officiellement droit de cité. Bref, la « tahitianité » est une valeur en hausse, et le *Popaea* (Français) un personnage de plus en plus ontologiquement ridicule. Les jeunes femmes métissées du « Tout-Papeete » vont désormais chercher ostensiblement leurs *tamés* (amants) au Marquises ou dans les Australes, en les choisissant le plus « vrai Maroi » possible. Le bel officier de marine natif de Montélimar, embarqué sur la Jeanne, et que toutes les vahinés se disputaient jadis, a perdu de sa séduction. Je connais même une jeune maman, toute frémissante d'authenticité polynésienne, qui part en pirogue vers le récif pour allaiter son nourrisson, en accord magique avec la cosmogonie du legon. Le personnage aujourd'hui populaire dans la jeunesse tahitienne, figure de proue des indépendantistes, s'appelle Teraupo. C'est lui qui conduisait, au début du siècle, à Raïatea, les dernières insurrections armées contre la colonisation française. Quand il fut arrêté, en 1907, pour être déporté en Nouvelle-Calédonie, où il mourut, toutes les vahinés de Raïatea vinrent sur la plage et coupèrent ensemble leur chevelure en signe de deuil. C'est à lui que rêvent confusément les jeunes filles de Papeete.

Ne sourions qu'à moitié. Cette quête est souvent sincère. Elle est même déchirante, comme une évasion inlassablement ratée. Car les vrais goéliers de Papeete, ce sont les lois de fer de l'import-export...

On m'invite à dîner à l'Hôtel Tahiti. C'est l'heure où la rade devient mauve et que vous assaillent toutes les mélancolies du Pacifique. Il me manquait la clé de cette fable moins innocente que l'on ne croit. La voilà tout autour de la table : ce sont les « demis » qui règnent

désormais sans partage sur la Polynésie. Ce double langage, en effet, flottant comme une brume sur le territoire, cette vérité en trompe-l'œil et ces protestations ambiguës, tout cela ne participe pas du pur concept. Bien au contraire. La particularité du gentil mensonge tahitien, c'est qu'il s'incarne *effectivement* dans une minorité — celle des « demis » — dont la véritable habileté fut d'avoir toujours su gérer le mythe à son profit. Pour elle, le « mensonge » culturel n'est pas gratuit, il est stratégique. Les amis qui m'entourent ce soir tiennent en main des pouvoirs économiques et politiques de l'archipel. Ils touchent et capitalisent depuis deux siècles les dividendes d'une sorte de best-seller philosophique qu'inventèrent un peu par hasard les encyclopédistes du dix-huitième : le bon sauvage et Tahiti-Paradis.

Grâce à lui, Tahiti bénéficie vite d'un privilège sans équivalent dans tout le monde colonial : l'idéalisation de l'autotrophie et la respectabilité indiscutable du méliange. Disons pour simplifier que les banquiers d'Europe ou d'Angleterre sont le plus souvent venus à Papeete pour épouser des princesses tahitiennes et leur faire des enfants. A la différence de toutes les autres colonies et comme si l'échelle des valeurs se trouvait ici bizarrement inversée, une goutte de sang tahitien dans une filiation « blanche » a bientôt été considérée comme un *plus*, non comme une infériorité. Etre *demis*, c'était donc, aux yeux de l'Europe ébahie, participer à l'insoluble mystère polynésien.

On se doute que les demis surent — et savent encore — faire bon usage de cette révérence littéraire. Face à tous les visiteurs ou fonctionnaires venus d'Occident et disposés à l'émerveillement, ils sont les gardiens du trésor, les guides assermentés du paradis tahitien, les douaniers intimidants de la félicité maorie. Toujours soucieux devant le *Popaea* de mettre en valeur — de monter en épingle même — leur « tahitianité ». Pour la vraie société maorie, en revanche, celle encore rustique des archipels, ils sont les « presque blancs » initiés aux prestigieux secrets de la technique et du commerce. Subtils Janus aux deux visages, ils savent que le pouvoir vient toujours d'une dialectique des contraires. Occidentaux quand ils montent des affaires, accaparent des terres indivises ou créent des partis politiques, ils redéviennent « polynésiens » revendiquant une « culture » pour affronter l'administration coloniale. A ce titre, le jeu parlementaire à Tahiti fait toujours illusion. On oublie, dans ces querelles de majorité, qu'autonomistes ou gaulistes, verbalement affrontés, appartiennent à la même classe, sont liés par de puissantes solidarités et le plus souvent par la consanguinité.

Aujourd'hui, le nouveau culturel tahitien exprime sûrement un désarroi authentique, une déchirure douloureuse. Il n'empêche que les demis, premiers bénéficiaires du nouveau statut, en sont à la fois les propagandistes et les utilisateurs. Fin prêts pour gérer l'indépendance qui viendra tôt ou tard.

Comme s'il devinait mes pensées, R., repousse d'ailleurs son assiette et la carcasse d'une langouste. « Tu vois, Jean-Claude, l'indépendance peut venir, la France peut nous couper les vivres, on n'a pas peur. On retournera pêcher sur le récif, on mangera des taros en dormant dans des farés. Tiens, fêtais à Rorutu la semaine dernière. Tu sais qu'ils vivent encore sans argent là-bas ? »

Je n'ai pu m'empêcher de sourire parce que, dans la poche de sa chemise, je voyais un renflement modeste : les clés de contact d'une Cadillac bordeaux garée devant l'hôtel. Rorutu dans les Australes. J'ai quand même noté le nom et réservé, pour demain, une place sur Air Polynésie.

(1) Siège du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

Mardi :

AUSTRALLES : UN PASTEUR A RURUTU

### PARIS EN VISITES

MARDI 22 JUILLET

« Le quartier Saint-Benoît », 10 h. 30, square Saint-Julien-le-Pauvre, rue Lagrange, Mme Legrand.  
« Hôtel de Louvois », 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Garnier-Ahlberg.  
« De saint-Eustache à la fontaine des Innocents », 15 h. 30, façade de l'église, Mme Moyet.  
« Le café Procope et son quartier », 16 h. 15, rue de l'Académie-Comédie, Mme Zujovitz (café national des monuments historiques).  
« Le parc des Buttes-Chaumont », 14 h. 30, métro Buttes (approche de l'art).  
« La Sorbonne, histoire », 15 h. 46, rue Saint-Jacques, Mme Raguenet (connaissance d'iel et d'ailleurs).

### CONFÉRENCES

19 h. 5, rue Laffittière, Nouvelle Assemblée : « Le Mexique ancien : le pays et les hommes » (avec projection).

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 20 juillet 1980 :

#### DES DECRETS

● Modifiant le code de l'urbanisme et relatif aux conditions de délégation de signature en matière d'urbanisme ;  
● Fortant révision du code rural en ce qui concerne les dispositions législatives relatives à l'enseignement, à la formation professionnelle et au développement agricole ainsi qu'à la recherche agronomique ;  
● Fortant codification et modification de textes réglementaires concernant l'enseignement, la formation professionnelle et le développement agricole ainsi que

● Modifiant le code de l'aviation civile (troisième partie : décrets), étendant et adaptant certaines dispositions de ce code aux territoires d'outre-mer.

● La trente-neuvième liste des unités reconnues combattantes en Afrique du Nord publiée au Bulletin officiel des armées numéro 25 concerne les unités de la gendarmerie nationale stationnées sur le territoire de la 10<sup>e</sup> légion bis de gendarmerie (corps d'armée d'Oran), postes, brigades, sections, groupements, groupes de commandement, sections motorisées, sections d'hélicoptères. Pour tous renseignements, U. N. G. A.F.N., 18, rue Veselay, 75008 Paris Tél. : 567-17-30

### VENTE À VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES place du Château de Versailles (téléphone : 91-07-25 pendant expo et vente)

IMPORTANTES VENTES  
LE MARDI 22 JUILLET, soiré à 21 heures  
COLLECTION D'ICONS RUSSÉS DES XVII<sup>e</sup> ET XIX<sup>e</sup> OBJETS D'ART ET MEUBLES EN BOIS NATUREL des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles  
LE MERCREDI 23 JUILLET, soiré à 21 heures  
TABLEAUX ANCIENS  
OBJETS D'ART ET MEUBLES EN MARQUETERIE du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> M<sup>me</sup> CHAPPELLE-FERRIER, FROMANTIN S.C.F., Commun. Fréquence Associée, 3, impasse des Champs-Légers, 75006 VERSAILLES, tél. : 940-89-82 75-04.  
EXPO : Lundi 21 juillet, de 10 heures à 18 heures  
EXPO SOIRÉE : Lundi 21, de 21 heures à 23 heures



# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIE QUOTIDIENNE

### Avant de déménager

Près d'un million de familles françaises changent chaque année de domicile, et c'est traditionnellement durant les mois d'été que sont organisés la majorité des déménagements.

Si l'on fait appel aux services de déménageurs professionnels, il est conseillé de s'adresser à différentes entreprises, de faire établir plusieurs devis et de les comparer. Les prix varient parfois du simple au triple d'une entreprise à une autre, et de plus, à prix égal, les services offerts ne sont pas toujours identiques.

#### Les devis

Un devis est gratuit et n'engage jamais le client qui l'a demandé, sauf bien sûr, s'il a signé et donc accepté. Dans ce cas, l'entreprise et le client sont mutuellement engagés.

Un devis complet doit être très précis et détaillé. Il doit comporter les indications suivantes : le cubage, c'est-à-dire le volume du déménagement évalué en mètres cubes ; une description détaillée du mobilier. (Ne pas oublier de mentionner aussi les objets déposés à la cave ou au grenier. Laisser le soin de l'évaluation du cubage aux professionnels. En cas d'erreur, l'entreprise est responsable et ne pourra donc pas demander de payer une somme supplé-

#### Les prix

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1979, les prix des entreprises de déménagement sont libres. La facture porte sur cinq postes définis par un engagement professionnel entre la Chambre syndicale des entreprises de déménagement et la Direction générale de la concurrence et de la consommation. Ces postes sont : la main-d'œuvre ; le transport du mobilier ; les fournitures perdues, par exemple papier d'emballage ou ficelles ; les fournitures en location, propriété de l'entreprise, par exemple les caisses ou les penderies ; les frais spéciaux de l'entreprise, c'est-à-dire les assurances.

Le client, dans son intérêt, doit déclarer la valeur de son

#### Pendant...

Dans la mesure du possible, surveiller les opérations, mais il vaut mieux laisser au déménageur le soin d'emballer les objets fragiles. En cas de casse, c'est l'entreprise qui est responsable.

#### ... et après

Le déménageur remet au client la facture, son montant doit être strictement conforme à celui qui est inscrit sur le devis. Il lui remet en outre une lettre de décharge. Avant de la signer, vérifier minutieusement que rien ne manque ou n'a été abîmé. Mais dans la mesure où il est difficile de constater immédiatement que tous les objets sont là et en bon état, il est conseillé de faire des réserves sur cette lettre, de préférence claires et précises. On a alors trois jours pour présenter des réclamations par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est impératif.

DOMINIQUE DAMBERT.

\* Chambre syndicale des entreprises de déménagement, 71, av. Jean-Louis, 93106 Montreuil Cedex. Tél. 858-70-50.

## MÉTÉOROLOGIE

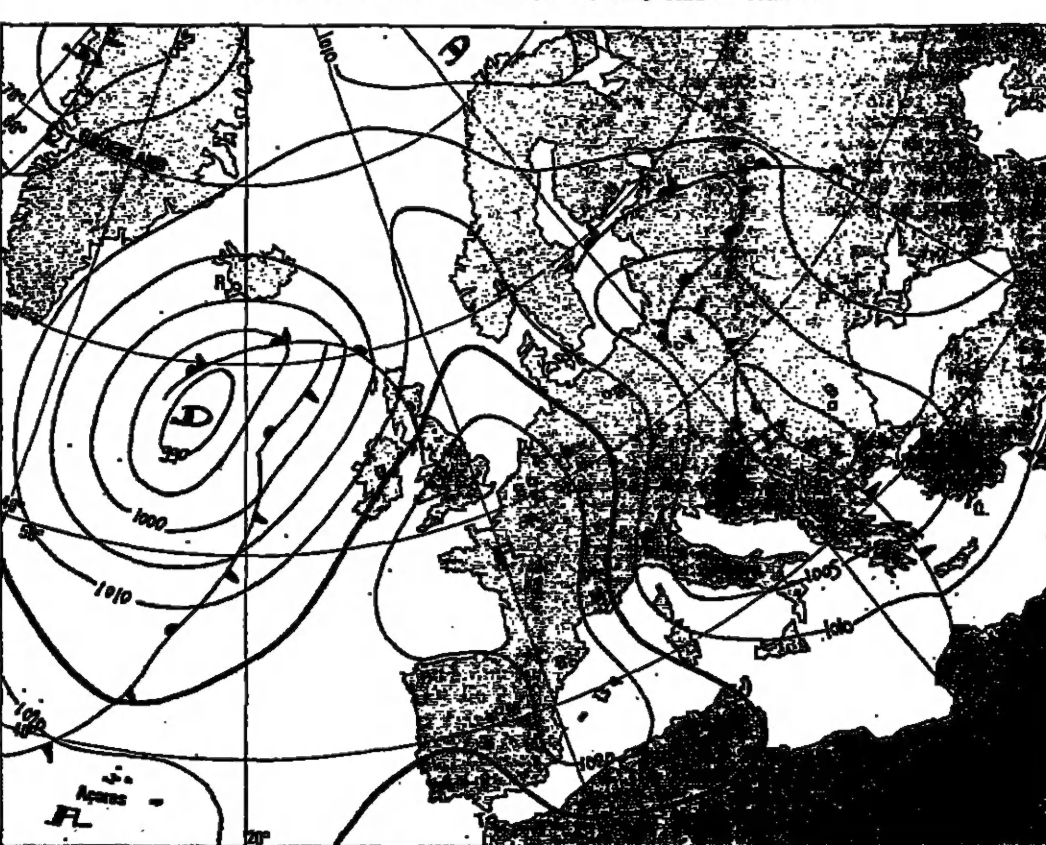
SITUATION LE 21-07-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22.7.80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 3/4 de mm)

Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verges

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds

— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le lundi 21 juillet à 0 heure et le mardi 22 juillet à 24 heures.

Après le passage des perturbations des jours précédents, une hausse de pression se développera sur la France, ce qui apportera une amélioration passagère.

Mardi 22 juillet, le temps sera généralement ensoleillé en France, mais il y aura quelques brumes et des brouillards au lever du jour. Les vents, modérés et irréguliers de secteur nord dans la vallée du Rhône et près de la Méditerranée, seront faibles ailleurs. La matinée sera plus fraîche que la veille mais les températures maximales seront en hausse sensible.

Le lundi 21 juillet, à 3 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018,5 millibars, soit 763,5 millibars de mercure.

Température du premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet ; le second de la nuit du 20 au 21 ; le troisième de la nuit du 21 au 22 ; le quatrième de la nuit du 22 au 23 ; le cinquième de la nuit du 23 au 24 ; le sixième de la nuit du 24 au 25 ; le septième de la nuit du 25 au 26 ; le huitième de la nuit du 26 au 27 ; le neuvième de la nuit du 27 au 28 ; le dixième de la nuit du 28 au 29 ; le onzième de la nuit du 29 au 30 ; le douzième de la nuit du 30 au 31 ; le treizième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> août ; le quatorzième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août ; le quinzième de la nuit du 2 au 3 août ; le seizième de la nuit du 3 au 4 août ; le dix-septième de la nuit du 4 au 5 août ; le dix-huitième de la nuit du 5 au 6 août ; le dix-neuvième de la nuit du 6 au 7 août ; le vingtième de la nuit du 7 au 8 août ; le vingt-et-unième de la nuit du 8 au 9 août ; le vingt-deuxième de la nuit du 9 au 10 août ; le vingt-troisième de la nuit du 10 au 11 août ; le vingt-quatrième de la nuit du 11 au 12 août ; le vingt-cinquième de la nuit du 12 au 13 août ; le vingt-sixième de la nuit du 13 au 14 août ; le vingt-septième de la nuit du 14 au 15 août ; le vingt-huitième de la nuit du 15 au 16 août ; le vingt-neuvième de la nuit du 16 au 17 août ; le trentième de la nuit du 17 au 18 août ; le trente-et-unième de la nuit du 18 au 19 août ; le trente-deuxième de la nuit du 19 au 20 août ; le trente-troisième de la nuit du 20 au 21 août ; le trente-quatrième de la nuit du 21 au 22 août ; le trente-cinquième de la nuit du 22 au 23 août ; le trente-sixième de la nuit du 23 au 24 août ; le trente-septième de la nuit du 24 au 25 août ; le trente-huitième de la nuit du 25 au 26 août ; le trente-neuvième de la nuit du 26 au 27 août ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 août ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 août ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 août ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 août ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> septembre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 septembre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 septembre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 septembre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 septembre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 septembre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 septembre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 septembre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 septembre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 septembre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 septembre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 septembre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 septembre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 septembre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 septembre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 septembre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 septembre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 septembre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 septembre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 septembre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 septembre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 septembre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 septembre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 septembre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 septembre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 septembre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 septembre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 septembre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 septembre ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> octobre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 octobre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 octobre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 octobre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 octobre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 octobre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 octobre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 octobre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 octobre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 octobre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 octobre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 octobre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 octobre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 octobre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 octobre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 octobre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 octobre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 octobre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 octobre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 octobre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 octobre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 octobre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 octobre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 octobre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 octobre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 octobre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 octobre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 octobre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 octobre ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 octobre ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> novembre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 novembre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 novembre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 novembre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 novembre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 novembre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 novembre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 novembre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 novembre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 novembre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 novembre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 novembre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 novembre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 novembre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 novembre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 novembre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 novembre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 novembre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 novembre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 novembre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 novembre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 novembre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 novembre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 novembre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 novembre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 novembre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 novembre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 novembre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 novembre ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> décembre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 décembre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 décembre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 décembre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 décembre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 décembre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 décembre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 décembre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 décembre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 décembre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 décembre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 décembre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 décembre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 décembre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 décembre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 décembre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 décembre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 décembre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 décembre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 décembre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 décembre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 décembre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 décembre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 décembre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 décembre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 décembre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 décembre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 décembre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 décembre ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 décembre ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> janvier ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 janvier ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 janvier ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 janvier ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 janvier ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 janvier ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 janvier ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 janvier ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 janvier ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 janvier ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 janvier ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 janvier ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 janvier ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 janvier ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 janvier ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 janvier ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 janvier ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 janvier ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 janvier ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 janvier ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 janvier ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 janvier ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 janvier ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 janvier ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 janvier ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 janvier ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 janvier ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 janvier ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 janvier ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 janvier ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> février ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 février ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 février ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 février ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 février ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 février ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 février ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 février ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 février ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 février ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 février ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 février ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 février ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 février ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 février ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 février ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 février ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 février ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 février ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 février ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 février ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 février ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 février ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 février ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 février ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 février ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 février ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 février ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 février ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> mars ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 mars ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 mars ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 mars ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 mars ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 mars ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 mars ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 mars ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 mars ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 mars ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 mars ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 mars ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 mars ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 mars ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 mars ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 mars ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 mars ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 mars ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 mars ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 mars ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 mars ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 mars ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 mars ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 mars ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 mars ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 mars ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 mars ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 mars ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 mars ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 mars ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> avril ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 avril ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 avril ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 avril ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 avril ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 avril ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 avril ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 avril ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 avril ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 avril ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 avril ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 avril ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 avril ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 avril ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 avril ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 avril ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 avril ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 avril ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 avril ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 avril ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 avril ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 avril ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 avril ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 avril ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 avril ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 avril ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 avril ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 avril ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 avril ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> mai ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 mai ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 mai ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 mai ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 mai ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 mai ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 mai ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 mai ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 mai ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 mai ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 mai ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 mai ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 mai ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 mai ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 mai ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 mai ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 mai ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 mai ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 mai ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 mai ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 mai ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 mai ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 mai ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 mai ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 mai ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 mai ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 mai ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 mai ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 mai ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 mai ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> juin ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juin ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 juin ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 juin ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 juin ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 juin ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 juin ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 juin ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 juin ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 juin ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 juin ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 juin ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 juin ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 juin ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 juin ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 juin ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 juin ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 juin ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 juin ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 juin ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 juin ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 juin ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 juin ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 juin ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 juin ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 juin ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 juin ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 juin ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 juin ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 juin ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> juillet ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 juillet ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 juillet ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 juillet ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 juillet ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 juillet ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 juillet ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 juillet ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 juillet ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 juillet ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 juillet ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 juillet ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 juillet ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 juillet ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 juillet ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 juillet ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 juillet ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 juillet ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 juillet ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 juillet ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 juillet ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 juillet ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 juillet ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 juillet ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 juillet ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 juillet ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 juillet ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 juillet ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 juillet ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 juillet ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> août ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 août ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 août ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 août ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 août ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 août ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 août ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 août ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 août ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 août ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 août ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 août ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 août ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 août ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 août ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 août ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 août ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 août ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 août ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 août ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 août ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 août ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 août ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 août ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 août ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 août ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 août ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 août ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 août ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 août ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> septembre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 septembre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 septembre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 septembre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 septembre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 septembre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 septembre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 septembre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 septembre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 septembre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 septembre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 septembre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 septembre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 septembre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 septembre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 septembre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 septembre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 septembre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 septembre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 septembre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 septembre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 septembre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 septembre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 septembre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 septembre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 septembre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 septembre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 septembre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 septembre ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> octobre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 octobre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 octobre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 octobre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 octobre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 octobre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 octobre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 octobre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 octobre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 octobre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 octobre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 octobre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 octobre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 octobre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 octobre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 octobre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 octobre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 octobre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 octobre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 octobre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 octobre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 octobre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 octobre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 octobre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 octobre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 octobre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 octobre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 octobre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 octobre ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 octobre ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> novembre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 novembre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 novembre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 novembre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 novembre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 novembre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 novembre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 novembre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 novembre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 novembre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 novembre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 novembre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 novembre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 novembre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 novembre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 novembre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 novembre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 novembre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 novembre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 novembre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 novembre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 novembre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 novembre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 novembre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 novembre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 novembre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 novembre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 novembre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 novembre ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> décembre ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 décembre ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 décembre ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 décembre ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 décembre ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 décembre ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 décembre ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 décembre ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 décembre ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 décembre ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 décembre ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 décembre ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 décembre ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 décembre ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 décembre ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 décembre ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 décembre ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 décembre ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 décembre ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 décembre ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 décembre ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 décembre ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 décembre ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 décembre ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 décembre ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 décembre ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 décembre ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 décembre ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 décembre ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 décembre ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> janvier ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 janvier ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 janvier ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 janvier ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 janvier ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 janvier ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 janvier ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 janvier ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 janvier ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 janvier ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 janvier ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 janvier ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 janvier ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 janvier ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 janvier ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 janvier ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 janvier ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 janvier ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 janvier ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 janvier ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 janvier ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 janvier ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 janvier ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 janvier ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 janvier ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 janvier ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 janvier ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 janvier ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 janvier ; le quarantième de la nuit du 30 au 31 janvier ; le quarantième de la nuit du 31 au 1<sup>er</sup> février ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 février ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 février ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 février ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 février ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 février ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 février ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 février ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 février ; le quarantième de la nuit du 10 au 11 février ; le quarantième de la nuit du 11 au 12 février ; le quarantième de la nuit du 12 au 13 février ; le quarantième de la nuit du 13 au 14 février ; le quarantième de la nuit du 14 au 15 février ; le quarantième de la nuit du 15 au 16 février ; le quarantième de la nuit du 16 au 17 février ; le quarantième de la nuit du 17 au 18 février ; le quarantième de la nuit du 18 au 19 février ; le quarantième de la nuit du 19 au 20 février ; le quarantième de la nuit du 20 au 21 février ; le quarantième de la nuit du 21 au 22 février ; le quarantième de la nuit du 22 au 23 février ; le quarantième de la nuit du 23 au 24 février ; le quarantième de la nuit du 24 au 25 février ; le quarantième de la nuit du 25 au 26 février ; le quarantième de la nuit du 26 au 27 février ; le quarantième de la nuit du 27 au 28 février ; le quarantième de la nuit du 28 au 29 février ; le quarantième de la nuit du 29 au 30 février ; le quarantième de la nuit du 30 au 1<sup>er</sup> mars ; le quarantième de la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars ; le quarantième de la nuit du 2 au 3 mars ; le quarantième de la nuit du 3 au 4 mars ; le quarantième de la nuit du 4 au 5 mars ; le quarantième de la nuit du 5 au 6 mars ; le quarantième de la nuit du 6 au 7 mars ; le quarantième de la nuit du 7 au 8 mars ; le quarantième de la nuit du 8 au 9 mars ; le quarantième de la nuit du 9 au 10 mars ; le quarantième



Le Monde

culture

FESTIVALS

MUSIQUE A ORANGE  
« Rigoletto » de Verdi  
La pureté d'Alfredo Kraus

En pénétrant, non sans difficulté, samedi soir au Théâtre antique d'Orange plein à ras bord, pour Rigoletto, on a le sentiment d'être devant un spectacle d'exception. S'il importe d'apprécier la situation financière et administrative pour éviter que cette charge ne devienne intolérable, du moins faut-il admettre que servir ces manifestations dans un cadre unique en France, où tous les publics se croisent, est une tâche qui n'est pas aisée.

La popularité de l'œuvre de Verdi était un gage de succès, mais elle était renforcée par une distribution d'un tel niveau exceptionnel, et par la présence d'un ténor espagnol qui n'est pas un chanteur d'opéra, mais un chanteur de théâtre, en grande partie sans doute grâce à la fa-

meuse chanson « la donna et mobile », qui s'accorde si bien avec l'image du ténor avantageux converti de femmes.

Sans cesser ce personnage superficiel, Alfredo Kraus a ennobli par cette voix d'une qualité exceptionnelle, tant par la justesse d'émission, l'égalité technique, la richesse du timbre dans tous les registres l'élasticité de l'étoffe vocale que par la pureté absolue du style, qui dédaigne les effets spectaculaires au profit d'une intensité proprement musicale non moins efficace.

En face de ce prince cruel, d'une noblesse dédaigneuse, le Visconti, Barbara Hendricks incarnait une Gilda poignante, victime du don total que seule une jeune fille très pure est capable de faire pour un homme qui la trahit. L'œuvre de Renata Brusson apparaît plus traditionnelle, chargée du poids de la malédiction qui fait soudainement d'un bouffon odieux un père crucifié, image de toute la douleur du monde; elle est belle, d'une émotion qui soulève le dynamisme et la souplesse du phrasé. Autour de ce trio-maître, on remarquait en particulier, dans cette belle distribution, des grands sopranos verdiennes, et sans doute n'en a-t-elle pas encore toutes la plénitude; par ailleurs, elle paraît plusieurs fois aux limites de la justesse. Mais comment ne pas être bouleversé par ce personnage si simple et si fort, par cette voix d'une telle richesse de couleur, où les sentiments se peignent avec tant de vivacité, d'intelligence, de charme, transfigurant la technique vocale?

Le Rigoletto de Renata Brusson apparaît plus traditionnelle, chargée du poids de la malédiction qui fait soudainement d'un bouffon odieux un père crucifié, image de toute la douleur du monde; elle est belle, d'une émotion qui soulève le dynamisme et la souplesse du phrasé. Autour de ce trio-maître, on remarquait en particulier, dans cette belle distribution, des grands sopranos verdiennes, et sans doute n'en a-t-elle pas encore toutes la plénitude; par ailleurs, elle paraît plusieurs fois aux limites de la justesse. Mais comment ne pas être bouleversé par ce personnage si simple et si fort, par cette voix d'une telle richesse de couleur, où les sentiments se peignent avec tant de vivacité, d'intelligence, de charme, transfigurant la technique vocale?

La mise en scène de Leif Söderström utilisait avec adresse le cadre ornemental d'Orange; peu de choses de plus, quelques éléments simples, une règle sobre mais efficace centrée sur la musique, où le chœur de la London Choral Society tenait excellemment son rôle de soutien et de gestualité intempêtes. Le chef d'orchestre Lamberto Gardelli, à l'écoute de quelques effets du public, assez compréhensibles au regard de la situation, n'a rien de moins que d'ajouter à son orchestre, souvent subtil même si elle manque un peu de lyrisme, à la tête de l'Orchestre national, dont il était bien difficile d'apprécier la qualité de parer à ces exigences des journalistes. Même les voix des chanteurs y parvenaient comme recouvertes d'un coussin cotonneux.

« La Troisième Symphonie » de Mahler

La veille, l'Orchestre national avait en tout ses remplacements et interprété la Troisième symphonie de Mahler devant une assistance plus réduite, mais qui devait compter tout de même trois à quatre mille personnes. Le jeune chef américain Michael Tilson Thomas dirigeait cet immense poème panthéiste de la nature avec beaucoup de précision, dans un climat sonore très chaleureux; on ne ressentait pas toujours cependant le prodigieux élan vital de cette œuvre qui, paradoxalement, reste peut-être trop intimiste pour ce cadre grandiose, où les qualités sonores, l'effluence des timbres sont toujours un peu écrasés, amoindris. Le beau timbre de Mira Zakai, les joyeuses sonneries des voix d'enfants de la chapelle royale de Windsor et des choristes de la London Choral Society faisaient monter les voix de la terre avec celles des anges dans cette soirée étoilée.

JACQUES LONCHAMPT.

DANSE A CHATEAUVALLON

Le théâtre d'ombres de Joseph Russillo

Les festivals de danse s'articulent autour de quatre centres: Aix, Arles, Avignon, Châteauevallon. Et même si chacun d'eux semble décidé à faire cavalier seul, sans tenir compte du calendrier du voisin, leur ensemble constitue le plus extraordinaire rendez-vous chorégraphique qu'on puisse souhaiter. Il permet aussi à de nombreux groupes de subsister pendant l'été, en attendant que la bise soit venue.

Aix, Arles, Avignon, ont l'avantage d'inclure leurs manifestations dans la cité, ce qui permet d'y associer tout naturellement la population locale. Châteauevallon est à l'écart, un peu perdu dans la nature; il faut y monter, mais quel lieu privilégié! Le public, installé sur les gradins de l'amphithéâtre, dans la senteur forte de la pinède, face à une nuit bleutée, frangée des lumières de Toulon, est acquis au spectacle avant même qu'il ne commence.

Dans ce climat exceptionnel, Joseph Russillo a présenté une création mondiale Edgar Poe, sur une musique de Patrice Sciorfio. C'est un déshérence totale. Sur le plan de la danse proprement dite, l'œuvre est une aberration qui ne se laisse appréhender de rien part. La troupe, organisée comme une cellule, se déplace et se déforme autour d'un noyau central constitué par Russillo en personne. Vêtu de noir, souple et inquiet, il préside, tel Dracula à un bal de vampires et de goules, se soulevant à de rares moments qu'il peut être un remarquable danseur. A l'extrémité de la longue table d'hommes, toute blanche au milieu des habits noirs, Silvia Monfort, à la fois muse, mère et amante, prête sa voix et son corps à ce rituel démoniaque et tente de lui donner une dimension tragique. Peine perdue. On reste sur le mode kitsch et désolé.

Ce jeu monolithique va dans le sens d'une évolution cohérente amorcée par le chorégraphe qui, depuis son Hommage à la Calles, vise de plus en plus vers un théâtre d'ombres cruel et figé. Son Sacre du printemps se teintait de rapports sado-masochistes. Cette fois les sentiments n'ont plus cours; les acteurs se fondent en une masse anonyme, malgré les incitations de la musique de Patrice Sciorfio.

Avec ses réglages de cultes, ses glissements de voix, ses

stridences de cordes, elle tourne dans l'air comme un vent mauvais; elle suggère des passions folles et exacerbées; elle pousse au crime, mais elle se hâte à l'agglomération de morts-vivants gesticulant comme des portants dégringolés.

Russillo ne propose pas un portrait d'Edgar Poe à la manière du Baudelaire de Béjat, ni une évocation du poète comme l'avait suggéré Nouzeville pour Byron. Ici il s'agit d'un détournement. Edgar Poe est confondu avec Sade. Les séries répétitives de sévices corporels qui forment la matière du ballet sont plus proches des Mémoires de Justine que du Crime de la rue de la Harpe. Face à ces assauts aveugles et obstinés, on pense parfois aux affrontements des personnages de Pina Bausch. Mais il n'y a ici ni paroxysme ni douleur... Russillo ne propose aucun drame de l'incommensurable, de la violence ou du désespoir. C'est à la rigueur un constat des rejets morbides que sécrète la société d'aujourd'hui. Et comme le chorégraphe n'est ni Burel ni Pasolini, la nuit de Châteauevallon demeure étrangère à cette vague agitation. Elle se réveille peut-être lundi soir pour répondre à la sensibilité d'Erick Hawkins, figure exceptionnelle de la danse moderne, aux côtés de Martha Graham dont il fut pendant treize ans le partenaire.

MARCELLE MICHEL.

JAZZ

Le souvenir de Django

Avec Larry Coryell et Philip Catherine (nous deux à la guitare sèche), Nils Henning Ørsted-Pedersen à la contrebasse acoustique, et Stéphane Grappelli au violon, ce quartet, par son instrumentation et son climat, renvoie l'esprit à ces quintets de jazz de Grappelli signés autrefois, avec Reinhardt, les thèmes qui sont repris ici. Si l'on excepte en effet les contributions de Catherine (Galerie Saint-Hubert) et de Coryell (Blues for D. and S.), on note les versions 1979 de Django's Blues (6 septembre 1975), Oriental Shuffle et Aro you in the mood (4 mai 1976), Swing guitar et Sweet chorus (15 octobre 1976), et 21 novembre 1977, Minor swing.

Le métier de ce quartet est également d'avoir su dépasser le simple syndrome des solos accompagnés. Il en est de très beaux, pris par tous les membres du groupe qui s'extrait tout à fait de la pour y replonger et s'y fonde, mais jamais l'intervention n'équivaut à un passage escarpé. On aurait pu croire une juxtaposition de personnalités séparées; on découvre un véritable organisme de personnes et un admirable esprit collectif.

Pourquoi Young Django, en titre d'album? C'est, d'abord, parce que Charles Mingus, surnommé ainsi par Philip Catherine, mais c'est surtout parce que la musique des années 50 revit, à la fois semblable et différente, ressassée et transformée par les disciples d'un homme disparu. Le jeu de Coryell et celui de Catherine, le second à l'avant, le premier, vident de Django.

L'apport, l'apport au jazz se manifeste d'abord dans le domaine des cordes; à la guitare, au violon, et dans leur association même (ce qu'on appelle les suggestions de Django). En 1926, par le duo Lang-Venuti. Cet apport consistait, simplement, en ceci que Grappelli et Reinhardt, au lieu de se concurrencer, de façon monotone, de puiser dans la variété américaine, inventaient beaucoup de thèmes, se donnaient un répertoire original, procédaient, de la sorte, avec la même indépendance d'esprit qu'Armstrong et ses paravents du Hot Five. Grappelli, qui avait oublié quelques-uns de ces thèmes, s'en souvint, y a répondu pour le duo, et, depuis, peu, les réjouit en concert. Bonne idée que de reprendre de bonnes idées qui vous appartiennent.

LUCIEN MALSON.

\* Disques M.P.S. 008.230.

TITO PUENTE AU PALAIS DES ARTS

Pendant trois nuits, sans annonce ou préface, sans le tam-tam des médias, Tito Puente a bondé un club parisien. Comme si, lui aussi, il se trouvait assés de monde pour considérer ce percussionniste abruissant de précision et arrangeur de génie, comme le « roi du latino » (tout afro-cubain).

Sur la route des festivals, Tito Puente fait halte à Paris. Tito Puente n'est pas accompagné de son grand orchestre, une des plus belles machines de salsa. Mais, en petite formation, on peut mieux cerner et fixer ce musicien troublant. Comme si la musique incandescente des « llatinos » se ramassait dans ses gestes, dans leur implacable rigueur, doublée de la plus exquise sensibilité. Comme si l'on voulait insin-

ser sur la merveille théâtrale et rythmique de ses dialogues avec le Chabon Carlos « Potito » Valdez (aux congas).

Ajoutez le piment très démonstratif d'Alfredo de la Fé (autre Chabon, au violon) et la « salsa » s'a que de basses raisons de « prendre » et d'ignorer la raison, à propos: ce mot « salsa » amuse bien Tito Puente. Il joue depuis 1943 (il avait alors vingt ans) et ce n'est que bien plus tard que les commentateurs ont trouvé une étiquette à sa musique. Il ne manquera pas de se moquer de ce mot de « salsa ». Qu'importe, puisqu'il est un des plus grands « salseros » d'aujourd'hui.

F. M.

\* Palais des Arts, 325, rue Saint-Martin, ce mardi 21 juillet, 21 h.

EXPOSITIONS

A BELFORT

Le Lion de Bartholdi

Cent ans après la mise en place du Lion, adossé aux ramparts du château, qui domine la ville, Belfort a voulu, par des manifestations étalées sur les mois d'été, rendre hommage au sculpteur Auguste Bartholdi, qui fut aussi l'auteur de la statue de la Liberté à New-York (1). En célébrant ce centenaire, Belfort a peut-être aussi voulu réparer son ingratitude envers le statuaire qui lui a donné son héritage. Car si la reconquête de Belfort et de Belfort releva du coup de l'œuvre, la passion ne demeura que du côté de l'artiste, qui, pourtant, fut durement éconduit.

Tout commence au sortir de la guerre franco-allemande. En décembre 1871, les élus belfortais décident la construction d'un monument à la mémoire des mobiles morts pendant le siège de cent jours qui qu'a subi glorieusement la ville. On fait appel au sculpteur colmarin Auguste Bartholdi. Mais celui-ci propose de faire quelque chose de plus grand: un monument qui symboliserait la résilience acharnée d'une ville.

Ce sera « sous forme colossale, un lion harcelé, acculé et terrifié encore en sa fureur ». Le projet emporte l'enthousiasme des patriotes. Une souscription de 50 000 francs est ouverte. En quelques semaines le double est amassé.

Le 28 août 1880 au soir, Frédéric Auguste Bartholdi illumine — seul — son Lion avec des feux de Bengale. L'œuvre, achevée dans l'indifférence générale, ne sera pas inaugurée. Les huit ans de conception et de réalisation du Lion ont lassé les Belfortais. La politique s'en est mêlée: on ne veut point trop attirer l'attention.

La nouvelle municipalité belfortaise dédaigne Bartholdi, mais les meilleurs de l'art ne s'arrêtent pas là. Un projet de nouveau monument a été lancé. Bartholdi y a répondu. Cependant c'est un autre sculpteur, Antonin Moris, qui réalisera l'œuvre. Quand même... avec le reliquat de la souscription du Lion. Reliquat que Bartholdi entendait bien utiliser pour parachever son œuvre.

En 1889, Belfort fait de nouveau appel à lui. Bartholdi réclame, puis accepte. Ce sera le monument des Trois Sièges dont la maquette est exposée au Salon de Paris de 1900.

(1) L'exposition, qui a lieu au château de Belfort jusqu'au 7 septembre, rassemble les maquettes des principaux ouvrages de Bartholdi. Une plaquette de cinquante pages est disponible moyennant 15 francs.

Mais l'artiste mourut l'année suivante. Il avait désigné deux sculpteurs pour exécuter le monument. Belfort n'en veut plus. Il faudra que la veuve du sculpteur menace la ville des brutaux et pats de ses dentiers pour que l'œuvre voie le jour. Elle sera inaugurée en août 1913.

Entre-temps, les Belfortais ont découvert que le Lion attirait des milliers de touristes et symbolisait aux yeux des Français la fibre patriotique. Petit à petit, il va s'imposer. Cent ans après sa construction, les syndicalistes du Territoire ne manifestent plus sans arborer sur leurs banderoles le lion « harcelé, acculé et terrifié » encore en sa fureur, donnant ainsi raison à Bartholdi qui disait, en mars 1872, de son lion: « Il doit vivre avec la vie publique, devenir un besoin dans l'aspect de la ville et s'identifier à elle ».

PATRICE MALINA.

Les acryliques d'Hanna Libon

Bethsabée, sur la porte du désert, porte une coiffe bleue qu'un plateau rapide a tracé de quelques lignes. Elle semble rêver, la corps souple, près de l'encadrement d'une fenêtre également bleue, ouverte sur le lointain où se dessinent les rochers escarpés d'un paysage à la fois contemporain. Synthèse d'acier et d'acier d'acier. Dans toutes ces peintures à l'acrylique sur toile ou sur papier d'Hanna Libon, qu'appelle la Galerie Bernheim-Jeune, on trouve des gens et des villes, à peine esquissés, entre le réel et le non-réel.

Tout est jeté à la diable dans ces espaces sans espace, où la perspective est sans loi, où les plans s'avancent et les formes s'entrechoquent, emportés par le travail d'un pinceau qui libère une énergie bien tempérée. Elle est chaude et froide, la couleur chez ce peintre. Et les lignes souples et rigides. Comme ces pyramides apaisées, à la suite d'un premier voyage, « Babel », « Babel », « Babel » et qui entre l'œuvre, le bleu et les gris, mêlent rigueur et liberté. Une liberté d'expression qui est, dans cette peinture faite d'évocations méditatives, une manière de garder la fraîcheur décorative et la spontanéité d'expression. — J. M.

\* Galerie Bernheim-Jeune, 27, avenue Maignon.

CINÉMA

« L'Ultime attaque », de Douglas Hickox  
Le peuple zoulou contre l'impérialisme

Dans Zoulou (1964), Cy Endfield avait montré comment en 1879, à Rorke's-Drive, au Natal, une centaine de soldats anglais estrachés derrière des fortifications improvisées avaient vainement subi l'assaut de quatre mille Zoulous qui, leur victoire acquise, s'étaient retirés en rendant hommage aux survivants. Sans être ouvertement colonialiste, ce film célébrait l'héroïsme des assiégés, mais dénonçait l'horreur d'un massacre auquel il manquait pourtant des références historiques précises sur la politique anglaise en Afrique du Sud.

Les temps ont changé, et l'Ultime Attaque de Douglas Hickox (où l'on retrouve Cy Endfield coscuteur du scénario) raconte, sans faire de concessions au film d'aventures et au panache britannique, les événements de janvier 1879, dont la bataille de Rorke's-Drive ne fut qu'un épisode isolé. L'Angleterre, alors au faîte de sa puissance coloniale, a des vides expansionnistes en Afrique du Sud. Elle tient le Natal dont le haut commissaire, Sir Henry Bartle Frere, et le commandant militaire, le lord général Chelmsford, décident d'envahir le territoire voisin de la puissante nation zouloue. Contre l'avis du cabinet Disraeli, mais avec l'accord de la reine Victoria, les deux hommes envoient un ultimatum irrécusable au roi Cetshwayo. Les troupes anglaises, avec fusils et mitrailleuses, fran-

chissent la rivière Buffalo. Mais des erreurs tactiques de l'orgueilleux Chelmsford provoquent une catastrophe. Vingt-cinq mille Zoulous, armés et armés de carabines, assaillent à l'assaut un régiment anglais et repoussent les envahisseurs au Natal.

Ici, pas d'équivoque possible. L'impérialisme anglais est dénoncé, le peuple zoulou défend sa terre, son droit, sa liberté, en se jetant sous les balles anglaises et l'épée coloniale sombre dans l'horreur. Douglas Hickox démonte parallèlement le mécanisme de l'impérialisme colonial, d'une part, et une vue précise de la conduite des opérations et s'efforce de rendre responsable de cette boucherie, le général Chelmsford, ce « Custer » de l'Afrique du Sud, qui voyage comme un nabab, avec mille à manger installée sous la tente, impose son autorité et tient les indigènes pour des sauvages.

Peter O'Toole, vieux, le visage ravagé, incarne cet officier symbolique d'une caste et d'un esprit qui ne trouve pas grâce à nos yeux. La bataille d'Isandhlwana est reconstruite avec une maîtrise et une vérité impressionnantes. Les jeunes soldats au service de l'Empire meurent dans l'horreur angulaire et l'absurdité d'une discipline militaire qui, bêtement appliquée, les prive de carabines au moment où les Zoulous atteignent le camp. Burt Lancaster, le colonel irlandais Durnford, manchot dirigeant ses cavaliers sikalis, et trouvant une mort shakespearienne, est le seul sympathique de ces personnages historiques.

Ce que ce film démythologise et fort intéressant, ne dit pas, c'est que le général Chelmsford, après avoir reporté la responsabilité de la défaite sur Durnford, repart avec éléments supplémentaires, envahit de nouveau, le territoire zoulou, battit cette fois Cetshwayo et ses sujets et divisa le pays en huit principautés qui formeront le protectorat du Zoulouland. En définitive, l'impérialisme anglais devait triompher.


JACQUES SICHER.

\* Voir les films nouveaux.

PRUNIER Madeleine  
est ouvert  
TOUS LES JOURS  
jusqu'au 3 août  
9, rue Duphot (17), 260-36-04.

ODÉON  
THÉÂTRE NATIONAL  
RECHERCHE GARÇONS  
DE 15 A 17 ANS  
pour jouer dans spectacle de février  
Audition au Théâtre de l'Odéon,  
place Paul-Claudel, Paris (6<sup>e</sup>)  
le mardi 22 juillet 1980.  
Se présenter soit mardi à partir de 18 h, soit l'après-midi à partir de 14 h.

GEORGES CRAIENKE  
NOIRET - SERRAULT  
PILÉ  
OU  
FACE  
ENRICO AUDIARD









# Le Monde ECONOMIE

## La lettre et l'esprit du statut de fermage

Le volet foncier de la loi d'orientation agricole fut l'un des plus discutés par les parlementaires, l'un des mieux préparés par les professionnels et le plus performant. Ils voient, les uns et les autres dans la maîtrise des sols, l'un des moyens, sinon le principal, pour rendre à l'agriculture sa pleine efficacité.

Installer le maximum de jeunes exploitants à la terre, objectif affirmé par les pouvoirs publics, suppose que,

d'une part, le statut du fermage qui libère l'exploitant du poids foncier donne une sécurité suffisante au preneur et que, d'autre part, les entreprises les plus performantes n'accaparent pas toutes les terres disponibles.

La loi d'orientation a amélioré, semble-t-il, le contrôle sur les cumuls. L'affaire Herry, qui vient de trouver son épilogue judiciaire, montre que, entre l'esprit de la loi, son objectif et le droit, il y a une différence que

relèvent avec obstination les syndicalistes agricoles du Finistère.

Dans ce qui deviendra peut-être l'affaire Pelletier, la situation est inversée. Pour sécuriser qu'il soit pour le fermier bien des cas où le propriétaire peut reprendre son bien. M. Pelletier s'est soumis aux exigences de la loi pour espérer devenir paysan sur la terre qu'il possède. Mais il est professeur... Les syndicalistes agricoles, de l'Oise cette fois, exercent une surveil-

lance farouche sur cette autre forme de cumul, le cumul de profession.

Légitime surveillance jusqu'au moment où, cette affaire Pelletier peut devenir le témoignage, les agriculteurs, leurs organisations professionnelles, s'arrogent la fonction de gardiens du droit qui les concerne, rassemblant dans les mains de quel-ques notables départementaux, d'autant plus redoutables qu'ils sont élus, le pouvoir de s'ériger en un ordre paysan et d'en contrôler l'accès. — J.G.

## Un enseignant peut-il devenir paysan ?

UN maître assistant d'histoire moderne à la Sorbonne peut-il devenir agriculteur ? C'est la question qui est au centre du procès civil opposant un propriétaire de Comruy-Milly-sur-Thérain, près de Beauvais (Oise), à son fermier exploitant de 107 hectares. L'enseignant, M. Antoine Pelletier, cinquante-quatre ans, issu d'une famille de la région, s'est mis en devoir de reprendre la ferme léguée par son père et qui avait été donnée en location, par ce dernier à M. André Chevalier, cinquante-deux ans. Le contrat de fermage avait été signé en 1967 pour douze années. En 1971, M. Pelletier était guéri d'une ostéomyélite chronique qui, d'ailleurs, avait été à l'origine de sa vocation universitaire. Dès lors, sa seule ambition était de reprendre à son compte l'exploitation familiale.

M. Pelletier explique : « Les fermages sont dérisoires — 1,5 % de la valeur du capital — en tant que propriétaires, il était nécessaire, également, de constituer un capital d'exploitation en faveur de mon fils. Je décidai de reprendre la terre en 1973, à l'expiration du bail, mais, pour cela, le code rural exige quatre

conditions que je réussis à remplir durement, de 1973 à 1978.

« La première est de résider sur place. Ma femme n'était pas campagnarde et voulait rester étrangère à cette entreprise. Nous avons divorcé. La deuxième condition était de posséder les capitaux nécessaires à la reprise. Dans mon cas, c'était d'abord d'être propriétaire de l'ensemble des terres ; cela impliquait un partage anticipé et le rachat de la part de ma sœur, sinon je ne pouvais mettre fin au bail de ces terres-là. Je me suis endetté. La troisième condition exigée était la compétence. Je suis retourné à l'école par correspondance, pour cinq ans. Presque tout était nouveau pour l'historien que je suis. Ces études me demandaient trente heures par semaine et je cessais de travailler à ma thèse ; je limitais mon enseignement aux deux premiers cycles, ce qui demandait moins de préparations. Ce fut, j'ai remarqué, très consciencieux à faire car, dans une université que j'aurais, je l'espère, à quitter bientôt. La quatrième condition était d'avoir le temps, ce qui montre bien que, pour la juridiction rurale, la coexistence de l'exploitation agricole avec une autre activité n'est pas impossible. »

## « Violence locative » et corporatisme

Sur ce dernier point, M. Pelletier produisit devant les juges des attestations de la faculté et de son syndicat prouvant qu'il n'avait à effectuer au total six heures de cours par semaine. Mais cela n'a convaincu ni les juges du tribunal paritaire des baux ruraux de Beauvais ni ceux de la cour d'appel d'Amiens, qui ont écrit, en rendant leur jugement le 21 décembre 1978 : « Attendu que, si Antoine Pelletier exerce ses fonctions d'enseignant comme un professeur digne de ce titre et non comme un simple répétiteur, il doit y passer un temps. Des heures de cours ne sont pas des heures de travaux dirigés qui lui sont confiés chaque semaine, que c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les bulletins de paie qui lui ont été délivrés, mentionnent qu'il a fait plus de cent vingt heures par mois, minimum exigé pour bénéficier des prestations de la Sécurité sociale (...). Dans ces conditions, n'est pas seulement une activité d'enseignement, mais au moins trois jours par semaine (...), activité incompatible avec une participation effective et permanente à l'exploitation de 107 hectares de terre. »

« Un agriculteur sur cinq a dans l'Oise un deuxième métier », souligne M. Pelletier, qui estime que les juges de la cour d'appel ne tiennent plus compte du temps matériel, mais du temps « moral » et « semblent ignorer que la mention de cent vingt heures figurant sur des bulletins de salaires n'est qu'une convention théorique de la Sécurité sociale qui ne prouve rien quant à l'emploi du temps effectif ».

Le nom du problème, c'est le cumul des professions, explique M. Corin, défenseur du fermier. Il ajoute : « A aucun moment M. Pelletier a dit aux juges qu'il renoncerait à son métier de professeur au cas où il reprendrait la ferme ; c'est ce qui lui a fait perdre son procès. » A cela, M. Pournat, avocat du propriétaire, rétorque qu'en tout état de

cas le code administratif interdit un tel cumul. Dans ces conditions, si le propriétaire obtient satisfaction, il devra abandonner son métier d'enseignant. La Cour de cassation doit prochainement rendre un arrêt sur ce conflit qui met en balance la valeur du droit de propriété et sa fonction sociale.

La loi est-elle dévoyée ? Tirant la leçon de ses déboires, M. Pelletier écrit en effet : « Il était nécessaire que les fermiers soient légalement assurés d'une stabilité d'emploi suffisante et protégés contre l'arbitraire des décisions des propriétaires. Mais le législateur voulait-il vraiment que, en signant un bail, le propriétaire agricole s'expose lui-même ? C'est le petit paysan qui a disparu d'avant l'industrialisation de l'agriculture. La loi qui devait le protéger est tournée et d'autres savent s'en servir. La nouvelle classe industrielle de la terre, appuyée sur un corporatisme aux moyens de pression divers, étend sa mainmise sur les campagnes par un jeu bien monté de surenchères, d'intimidations et de troquismes juridiques assez dédaigneux à cette violence locative qu'on appelle ailleurs la colonisation. » Il ajoute que les organisations syndicales agricoles l'ont déjà menacé de manifester au cas où il obtiendrait gain de cause en justice.

Le fermier, M. Chevalier, est, en effet, très actif dans tous les organismes professionnels agricoles du Beauvaisis. Agriculteur dynamique, il a été l'un des promoteurs de la culture des légumes de plein champ pour les conserves, entreprise pleine de risques mais qui assure de grands profits et nécessite de lourds investissements.

Le schéma classique du paysan fermier en butte au riche propriétaire, sur lequel se dessinent bien des conflits fonciers, n'a dans cette affaire plus cours. Il y a là de quoi troubler un tribunal.

MAURICE LURATTI.

## Des syndicalistes bretons s'attaquent aux cumuls

LE 9 juillet dernier, la cour d'appel de Rennes ramenait à des peines d'amende les condamnations à la prison ferme prononcées auparavant contre huit syndicalistes agricoles du Finistère, tout en confirmant leur culpabilité. La F.D.S.E.A. saluait ce jugement en déclarant que la cour avait reconnu le bien-fondé de l'action des syndicalistes.

Depuis maintenant quatre ans, l'affaire Herry, à l'origine de ces procès, défraye la chronique en Bretagne.

Ce différend aux implications multiples oppose une famille de riches agriculteurs de la région brestoise à la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère. En 1976, la famille Herry exploitait 91 hectares répartis sur trois communes, dans une zone où la superficie moyenne n'excède guère 13 hectares. Pour cette raison, et aussi parce que M. Herry père a fait fortune dans le négoce des bestiaux, le clan Herry ne compte pas que des amis dans ce Léon si dur à la tâche mais également si prompt à la colère. Or, fin 1976, M. Jean-Claude Herry, fils du précédent, louait à Lambézellec, la ferme de Kerboyer, d'une superficie de 17 hectares. C'en était trop. Les militants syndicaux du secteur avaient véritablement l'impression d'être « bernés ».

« M. Herry, expliquaient-ils, contourne la législation mise en place pour empêcher les agriculteurs disposant d'une superficie importante d'accaparer d'autres terres. »

Comment ? « Tout simplement en louant l'exploitation de Kerboyer sur pas à son propre nom mais à celui de son fils. Dans quelques années ce dernier succèdera à son père — ce qui ne pose aucun problème sur le plan légal — et le domaine familial sera une nouvelle fois agrandi. Bref, si la loi se trouve respectée dans sa lettre, il n'en va pas de même dans son esprit. »

## Un combat et un exemple

Un cultivateur, M. René Uguen, père de trois enfants, et dont la ferme de 9 hectares risquait d'être amputée par la construction d'une route à quatre voies, ayant fait savoir que ces parcelles l'intéressaient, les paysans du cru décidèrent de réagir. Pour commencer, ils vivrent en groupe ensemençant en maïs les champs loués par M. Herry. Celui-ci assignait aussitôt en justice ses adversaires puis tentait en automne de récupérer la récolte. Peine perdue. Les syndicalistes n'ont pas eu à se laisser faire, et comme chaque année l'opération se répétait, semis et récoltes étaient l'occasion de démonstration de force, d'altercations, voire de coups.

Rédigé par le S.A.R.L. Le Monde.  
Général : Jacques Famiel, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Filles du Calvaire, PARIS-14<sup>e</sup>.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Composition graphique n° 57 622.

## Le fameux boulet de l'agriculture

DANS les années 80, il était de bon ton en France de railler l'agriculture. Secteur assésé, toujours à pleurer. On se prenait à rêver d'une agriculture industrielle ramenant à quelque trois cent mille, et peut-être moins, le nombre des exploitations agricoles, concentration égarant performance. On aurait pu croire que les efforts conjugués du personnel politique de la majorité et du syndicalisme officiellement reconnu pour faire admettre la notion d'exploitation moyenne à caractère familial avaient porté leurs fruits. Que la récession aidant, la maîtrise d'une agriculture forte, fondée sur de nombreuses exploitations, impliquait la poursuite de l'engagement financier de la collectivité. En fait, il semble que les dirigeants de la France aient toujours cette vision négative de l'agriculture, boulet de notre économie, mais que le langage qu'ils tiennent est double : flateur pour les agriculteurs, méprisant dès qu'ils ne sont plus là pour entendre.

Analysant l'évolution de l'agriculture ces dernières années, M. Méhaignerie estime que celle-ci se porte bien, mais que les paysans vont mal. De fait, le volume des livraisons a retrouvé des marges de progression importantes (+ 8,4 % en 1978, + 5,4 % et sans doute plus de 5 % en 1980). L'excédent commercial du secteur agro-alimentaire (6,2 milliards de francs pour les cinq premiers mois de 1980 et peut-être 15 milliards pour l'année) contribue puissamment à l'équilibre ou au moins déséquilibre de notre balance. Enfin, la modulation des hausses des prix agricoles, et par là même des prix des produits alimentaires, comparée à l'augmentation du niveau des prix en général, contribue à la lutte contre l'inflation. Mais les paysans ne retrouvent pas dans leur revenu les contreparties de ces performances, bien au contraire. C'est ce qui explique, selon M. Méhaignerie, l'engagement pris par le chef de l'Etat de maintenir par des aides diverses le revenu des exploitants en 1980.

M. Barre ne l'entend pas de la même oreille. Après avoir rendu à notre appareil industriel la capacité à résister à la crise, pour le professeur d'économie le moment est venu de s'occuper de l'agriculture, poids mort à la charge de l'industrie. Il l'a dit récemment devant un aréopage... d'industriels. Le requiescitur est sévère : les agriculteurs ne paient pas d'impôts ni de cotisations sociales ; ils vivent en plein irréalisme, surtout leurs dirigeants. Depuis dix ans, la politique agricole française fait dans le quantitatif au lieu du qualitatif et obtient comme résultat un endettement excessif avec des prix qui ne sont pas compétitifs. Sur le plan européen, pense encore le premier ministre, l'Allemagne fait payer cher diplomatiquement à la France son acceptation des surplus des importations agricoles françaises. Il serait finalement préférable que le Marché commun se transforme purement et simplement... en zone de libre-échange. M. Barre estime encore que le dossier agricole sera prioritaire pour son successeur mais que, compte tenu des lourdes démagogues prises, il sera aussi difficile à régler que celui de l'Algérie en 1980. Pour l'heure, le chef du gouvernement regrette que le président de la République ait assuré aux agriculteurs le maintien de leur pouvoir d'achat. Cela coûtera des milliards et ne sera pas possible pour les autres catégories professionnelles.

S'il était officiel, ce discours aurait le mérite de la clarté. En attendant, on peut se demander si ce n'est pas précisément le double langage qui constitue le principal handicap de notre économie agricole, car il empêche les paysans de se prendre réellement en main. Il donne à la France une moindre efficacité que ses partenaires dans les négociations communautaires, il contraind le ministre de l'agriculture à gérer à vue le quotidien.

Les agriculteurs, si tant est qu'ils constituent une catégorie homogène, seront-ils assez exigeants avec eux-mêmes pour faire cesser la flatterie et apporter aux propos du professeur Barre sinon un démenti, au moins les nuances immenses que seuls les praticiens peuvent connaître.

JACQUES GRALL.

## Pas le Middle-West

Si, d'autre part, depuis vingt-cinq ans, toute une industrie agro-alimentaire a vu le jour, créant des milliers d'emplois dans la région, on le doit au fait que les paysans ont été obligés, étant donné l'exiguïté de leurs exploitations, de s'orienter, pour obtenir des revenus décents, vers des productions sans sol (poules, porcs, veaux) ou très intensives (lait, légumes). L'expérience prouve que dès que les agriculteurs disposent d'une surface suffisante, ils abandonnent les productions les plus contraignantes pour s'orienter vers l'élevage extensif et vers les céréales. Ce n'est pas, à cause de la densité de la population, de l'agriculture du Middle-West que la Bretagne a besoin, mais de celle de la Hollande, car c'est — et de loin — la formule qui offrira tant en amont qu'en aval, le plus de travail. Les salaisons, les laiteries, les conserveries armoricaines sont là pour en témoigner.

Dernier argument, développé par M. Le Fur et ses amis : les pouvoirs publics veulent de toute force décapiter la fédération

départementale jugée trop pugnace. Si la cour d'appel de Rennes avait confirmé les peines du tribunal de Brest, c'est la moitié du bureau départemental — dont le président, le secrétaire général, le vice-président et le trésorier — qui se serait retrouvé en prison.

Or, de Pont-Labbé à Saint-Pol-de-Léon, on est persuadé que le syndicalisme demeure « la meilleure arme des agriculteurs pour défendre leurs revenus ».

La discrétion de la Fédération nationale des exploitants fait l'objet « à la base » de commentaires peu flatteurs. On la soupçonne « des pires complicités », et notamment « d'être de mêche avec le gouvernement et les responsables des régions de grande culture », car dans cette partie de bras de fer, l'enjeu est important : sur les 38 900 exploitations du département, 14 000 seront libérées en 1980, dont 11 000 sans successeurs. C'est dire si la décadence qui commence entrainera des bouleversements sur le plan foncier.

JEAN LE NAOUR.

## MAITRISE GESTION

- Cadres et Techniciens supérieurs de niveau Bac + 2 (toutes disciplines), 5 ans d'expér. ;
- 4 jours ouvrables par mois/2 ans ;
- Financement 1,10 % - Formation continue ;
- Options : P.M.E., Agro-alimentaire, Affaires internationales, Finance, Ressources humaines, Informatique.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 58, av. Didier, 94 St-Maur 9386-11-79 Jean-Philippe LAMY.

3 costumes  
1200  
150  
140

30  
PRIX 3000



# Comment le marché de l'immobilier parisien a été placé sous la loi de la rareté

Peut-on encore parler de marché, au sens économique du terme, quand les prix sont gouvernés par le facteur « rareté » ? Dans une pareille situation, la concurrence joue-t-elle encore ?

La plupart des analyses publiées récemment mettent l'accent sur la faiblesse des stocks existants en matière de logements neufs. Elles considèrent donc ce phénomène comme pathologique, symptôme d'une grave maladie de long terme qui touche un des secteurs stratégiques de l'économie française, car il n'est pas si loin le temps où, quand le bâtiment va, tout va.

Le marché de l'immobilier neuf à Paris est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Une analyse détaillée des programmes disponibles à la vente (1) fait ressortir six groupes de prix, qui tiennent compte de la localisation de l'immobilier, des prestations offertes et du créneau de clientèle recherché. Il s'agit d'ailleurs d'une analyse constante, puisque l'existence de ces six groupes s'observe régulièrement depuis une vingtaine d'années. En juin 1980, ils se définissent selon le tableau suivant, après corrections liées à la nature des sources utilisées (délais de collecte et d'impression, minorations fréquentes des prix par les promoteurs, disparité des données entre prix révisibles et « prix fermes et définitifs »).

obtenir une rentabilité locative maximale.

La somme à investir dépend du prix au mètre carré habitable, et de la taille du logement qui lui paraît nécessaire. Sachant qu'un appartement de trois pièces vaut en moyenne autour de 600 000 francs, une différence de 1 000 francs par mètre carré nécessite en apport personnel supplémentaire le prix d'une voiture neuve, et une augmentation des remboursements mensuels sur vingt ans de 500 francs !

## Le rythme de la production

Le stock de logements susceptibles d'être vendus, et donc recensés comme tels par les annuaires immobiliers, qu'ils soient achevés ou seulement programmés, subit des variations très brutales en volume.

Le premier responsable de ces à-coups, c'est la production qui démarre trois à quatre ans avant l'achèvement des travaux, ce qui implique une inertie certaine dans les inflexions de la politique commerciale des promoteurs. Mais, avant même le début des travaux, c'est toute la stratégie foncière des promoteurs et le rapport de forces avec les détenteurs de terrains qui définissent pour longtemps les règles du jeu du marketing immobilier. À cet égard, l'importance des réserves foncières des promoteurs est donc déterminante, ainsi que leur localisation. Le rythme de commercialisation est, lui aussi, un élément d'un poids considérable : une forte proportion d'inventures empêche le lancement de nouveaux programmes, alors qu'une vente accélérée sur plans incite à de nouvelles réalisations comparables, tout en améliorant la rentabilité (le promoteur limite son recours à des fonds bancaires, qu'il faut rémunérer, grâce aux appels de fonds correspondants aux divers

Après chacune de ces alertes, dont l'importance restait limitée par le pouvoir d'attraction du « béton placement », l'environnement reprenait à un rythme aussi soutenu. Cette prolifération des immeubles neufs tenait non seulement à la demande potentielle forte, mais aussi aux possibilités de construction dans Paris : affectation à l'habitat de grands terrains industriels ; démolition de bâtiments anciens à faibles densités et faibles valeurs ; changement d'usage de marque ; de quartiers entiers, par l'action plus ou moins simultanée des pouvoirs publics et des intérêts privés.

Mais, depuis 1976, c'est l'effondrement, d'autant plus accentué que le gonflement était maximal : après une diminution de 7 000 logements pour les deux premières années, un court palier de décompression en 1978 n'a pu empêcher un nouveau reflux d'une intensité double, puisque portant sur un même volume en un an seulement. Le stock commercialisable, réduit à 2 800 logements en début d'année, s'est stabilisé aujourd'hui autour de 2 200 unités, niveau qui semble marquer l'échec, comparable à ce qu'était le marché il y a dix-huit ans.

En général, les professionnels de l'immobilier rendent responsables de cet effondrement des nouveaux textes d'urbanisme réglementaires publiés depuis 1975 : plan d'occupation des sols (octobre 1975) imposant aux densités d'occupation du sol des limites plus sévères que les documents précédents, plafond légal de densité (loi Galley de décembre 1976, applicable à la fin de l'année, et à plein effet à partir de septembre 1977) instaurant une taxe tenant compte de la valeur foncière, dont le coût devait être supporté par le propriétaire foncier, mais qui se reporte le plus souvent en aval sur le promoteur puis sur l'acquéreur du logement. Bien que ces mesures aient un effet réel, il paraît un peu simpliste de les rendre responsables du déregle-

Enfin de la réorganisation du marché bancaire (limitation des prêts, relèvement des taux et de l'importance de l'apport personnel).

## Une nouvelle stratégie commerciale

Conjointement à ces raisons techniques et réglementaires, l'évolution intrinsèque de la segmentation du marché insère une certaine attention, car le brusque inflexionnement du volume des stocks masque des recouvrements bien antérieurs, qui sont l'indice d'une nouvelle stratégie commerciale. L'historique de la part du marché représentée par chacun des six groupes décrits ci-dessus est révélateur :

Jusqu'en 1969, la structure du marché s'est orientée principalement vers la satisfaction des besoins en logements neufs de la clientèle d'accessibles à la propriété, sous-entendu tout de se loger. Ainsi la part des logements des deux catégories de bas de gamme est-elle passée de 45 % à 60 %, tandis que celle des trois catégories considérées comme chères, même à Paris, se réduisait de 21 % à moins de 12 %.

Depuis cette date, la tendance s'est inversée, le haut de gamme devenant la fraction du marché en expansion : ces mêmes trois catégories composées désormais 44 % du stock total, les logements les plus chers ayant connu l'expansion la plus fulgurante — de 1 % à 15 %. Pour les logements à prix moyens, la réduction a été assez sensible, leur part dans le marché n'étant plus que d'un quart depuis 1976, contre plus d'un tiers lors des périodes précédentes. Mais c'est la catégorie de

bien entendu, d'un profond changement politique.

Les propriétaires fonciers ont évidemment intérêt à ce que leur bien, non renouvelable, rapporte le plus possible. Or la part du prélèvement qu'ils effectuent sur une opération immobilière s'est accrue considérablement les dernières décennies : l'achat du terrain entrait pour 23 % dans le prix de revient d'un logement en 1939, mais pour 60 % aujourd'hui (voir le rapport présenté par Jean Lemoine au Conseil économique et social en mai dernier). Il est peu vraisemblable que cette évolution puisse se poursuivre, surtout après les campagnes de presse déchaînées contre les « spéculateurs fonciers ». La seule voie ouverte est celle de la rareté, permettant d'exiger et d'obtenir une somme importante de la vente de son bien, indexée sur le prix des logements en vente.

La contrepartie immédiate est que cette nécessaire rareté rend aux promoteurs une certaine capacité de discussion du prix avec les propriétaires de terrains : ils sont moins demandeurs, plus difficiles dans leur choix des emplacements, moins pressés dans la mesure où certains d'entre eux disposent encore d'un portefeuille foncier constitué en phase d'expansion, à des prix d'il y a quatre ou cinq ans, et dont la valeur s'est sensiblement relevée — ce qui améliore la rentabilité des opérations immobilières. L'importance des sommes mises en jeu rend aussi plus réceptifs à l'éventualité d'une cession bon nombre de propriétaires qui, auparavant, n'y songeaient pas, et qui craignent maintenant de passer à côté d'une opportunité fructueuse. Il y a donc là des éléments qui tendent, dans une certaine mesure, à limiter les effets de la rareté, mais sans

prudence, et à la conquête de voies écologiques susceptibles d'être déterminantes ?

En outre, la construction neuve traditionnelle, qui ne s'adresse certes pas aux revenus moyens ou bas à moins de posséder un patrimoine exceptionnellement important, se trouve encore bien souvent supplantée par des formes beaucoup plus souples de changement d'usage : utilisation du cadre bâti existant, réhabilitation, transformation d'hôtels meublés, lofts (transformation de grandes surfaces d'atelier en logements)...

Celles-ci rendent aussi beaucoup plus acceptables, parce que moins voyantes, des mutations sociales que le libéralisme économique ne rejette pas avec violence : diminution de la population, extension spatiale de l'habitat, expulsion des groupes sociaux plus ou moins indésirables. D'autant que ces évolutions sont somme toute favorables à la réduction des dépenses publiques consacrées à la réalisation de nouveaux équipements dans la capitale, qui ont toujours mauvaise presse en province.

Enfin, il faut bien dire que le bâtiment n'est plus la « priorité des priorités » des années 60 et que le poids des pouvoirs publics est beaucoup plus le soutien ou le redressement des secteurs de l'économie qui permettent le développement des exportations capables de compenser les prélèvements liés au paiement de la facture énergétique, ou de résoudre les problèmes posés par le chômage. À cet égard, ne souhai-terait-on pas qu'une plus grande part des investissements privés s'oriente vers le placement relativement improductif (et gelé pour longtemps) dans le béton ou la pierre vers les entreprises du secteur privé qui manquent

Type de programme	Gamme de prix, après correction	Prix moyen, corrigé	Nombre de logements	
Très peu chers (*)	Moins de 7 200 F/m <sup>2</sup>	6 519 F/m <sup>2</sup>	25	1,1 %
Peu chers	7 200 à 8 400 F/m <sup>2</sup>	7 790 F/m <sup>2</sup>	403	18,2 %
A prix moyens	8 400 à 9 700 F/m <sup>2</sup>	9 320 F/m <sup>2</sup>	417	18,9 %
Assez chers	9 700 à 11 400 F/m <sup>2</sup>	10 550 F/m <sup>2</sup>	575	25,9 %
Chers	11 400 à 13 200 F/m <sup>2</sup>	12 030 F/m <sup>2</sup>	322	14,6 %
Très chers	13 200 à 19 400 F/m <sup>2</sup>	14 950 F/m <sup>2</sup>	476	21,5 %
Prix non communiqués ou non déterminés (projets)			46	
Total			2 265	

(\*) Ces qualifications sont bien entendu tout relatives, et n'ont de réalité que par le rapport existant entre les caractéristiques du groupe et celles des autres segments du marché. Hors Paris, les seuils sont différents.

Chacun de ces groupes correspond à des créneaux de clientèle potentielle bien définis par plusieurs critères de sélection :

- Le prestige de l'adresse ou de l'environnement donne naissance à des produits immobiliers différents par leurs prestations, la taille des logements et de l'immeuble, la disposition des pièces, leur surface, etc.
- Le type de logement retenu par l'acquéreur dépend des finalités de son investissement, selon qu'il s'agit pour se loger, pour avoir un pied-à-terre à Paris, pour placer son capital, ou pour

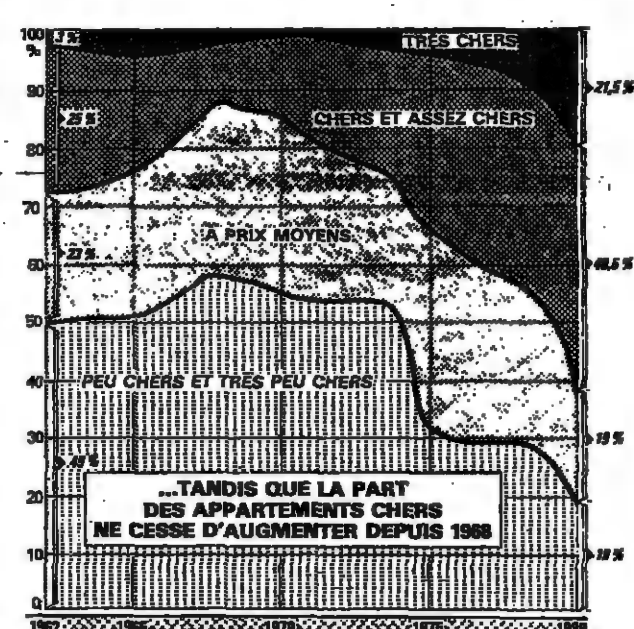
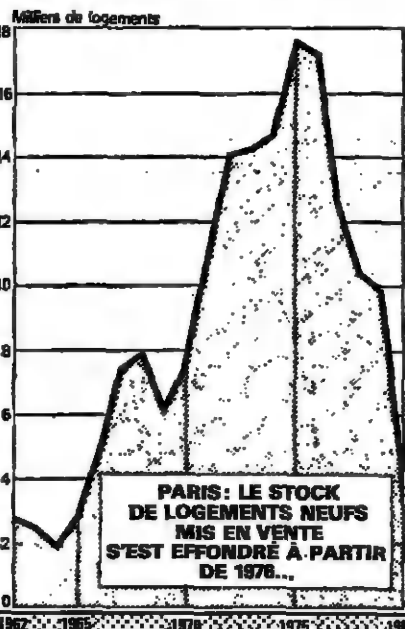
stades d'achèvement des travaux définis par la loi.

Historiquement, on constate que les stocks s'étaient accrus d'une année sur l'autre sans réels renversements de tendance depuis plus d'une dizaine d'années, dessinant ainsi la réalité d'un véritable âge d'or de la construction neuve à Paris : de moins de deux mille logements en 1964, ils s'élevaient à plus de dix-sept mille en 1976, soit une multiplication par neuf en onze ans. Les seuls accidents notables dans cette courbe ont été des paliers ou des récessions légères : celui des années 68-69, consécutives à la crise de confiance politique et au choix de valeurs refuges ; celui de 72-73, mis sur le compte du premier choc pétrolier et du début de la crise économique actuelle.

ment du marché et de l'amenagement des potentialités de commercialisation. Ces deux phénomènes ont aussi des conséquences :

— Du « bourrage » antérieur du tissu urbain parisien, les plus grandes parcelles ayant déjà été pour la plupart « consommées » ;

— De la crise économique à la fois sous l'angle des disponibilités foncières (des industriels ou utilisateurs d'entreprises susceptibles d'abandonner une localisation en ville pour investir en banlieue ou en province sont incités à différer leur décision) et sous celui de la capacité d'absorption du marché (diminution de la clientèle sollicitant pour se loger, non compensée par le développement de l'investissement dans l'immobilier) ;



prix immédiatement inférieure, qualifiée de « peu chère », qui s'est littéralement effondrée, passant d'une position moyenne de 45 % à 30 % à la fin des dernières années. Enfin, la catégorie des prix les plus bas n'est plus qu'une simple survivance : moins de 4 % du marché en janvier 1980, contre environ 10 % jusqu'en 1976.

On le voit, ces changements d'orientation du marché sont bien antérieurs à la brutale rupture de 1976, et l'expliquent en partie : à partir du moment où l'immobilier n'est plus tout à fait clientèle à revenus de plus en plus hauts, en regard de la moyenne locale, moins la clientèle potentielle est nombreuse, et plus elle tend à favoriser les investisseurs au détriment de ceux qui cherchent d'abord à se loger. En outre, ainsi, à une nouvelle doctrine économique, appuyée sur la rareté qui n'apparaît plus alors comme un accident, mais comme la conséquence logique d'un certain nombre de décisions auxquelles les promoteurs ne sont pas étrangers, instaurant par là un nouvel équilibre qui ne sera pas facile de modifier.

## Une rareté durable

De nombreux éléments de réflexion incitent à penser que les points de vue des différents partenaires concernés par le processus de construction neuve à Paris sont, en définitive, convergents, et convergent à la stabilité de ce nouvel ordre économique instauré par l'amenagement du marché, à moins,

risquer de la remettre fondamentalement en cause.

Les clients potentiels redoutent toujours la hausse des prix, mais, pourtant, y trouvent eux aussi, paradoxalement, leur intérêt une fois l'acquisition réalisée. En effet, le marché immobilier fonctionne avant tout par dérive des prix, le neuf entraînant l'ancien, et l'ancien, et le locatif, etc. Une élévation continue et rapide des prix des logements neufs, qui ne représentent pourtant qu'une faible part de l'ensemble des transactions immobilières, surtout à Paris, est donc une garantie de la valeur de leur bien, une certitude de revente. Elle permet aussi d'absorber les coûts élevés du crédit qui, sur vingt ans, conduisent à rembourser presque trois fois les sommes empruntées, de manière à réaliser au moins une opération « blanche » (sans bénéfice, celui-ci apparaissant en-dehors des vingt ans), au mieux un gain en capital compensant l'érosion monétaire. Enfin, l'insécurité liée au système d'élection des loyers et, à l'inverse, la liberté de décision dans l'amenagement du cadre de vie quotidien, sont aussi des éléments d'un poids certain, qui ajoutent à l'intérêt de l'investissement immobilier, même s'ils ne se chiffrent pas.

Enfin, les pouvoirs publics eux-mêmes sont-ils vraiment les ennemis jurés de cette évolution, qui fait ressortir par contraste l'importance des programmes sociaux et qui limite les transformations du paysage urbain si souvent dénoncées — y compris par le chef de l'État — à un moment où l'approche des échéances électorales incite à la

souvent de liquidités, orientation amorcée, quoique encore timidement, par la mise en application de la loi Monory, incitant à l'achat d'actions émises par les entreprises françaises ?

En définitive, il semble bien que la rareté des logements neufs à Paris devienne, aux yeux des intéressés, une sorte de ramesau fécond, dont ils s'attendent tous à recueillir les fruits.

## Conseillers Sociaux Associés

recherchent

### FUTURS PATRONS

qui deviendront propriétaires de leur Entreprise.

Dans le cadre de leur politique de redéploiement, des groupes industriels décident de se séparer de certaines filiales ou de secteurs d'activités. Ces décisions créent naturellement des problèmes d'emplois régionaux. Notre rôle est d'assister techniquement les Directions de ces groupes pour la réalisation de Plans Sociaux.

Sans écarter l'éventualité de licenciements collectifs, nous sommes persuadées qu'il existe des solutions plus adaptées au contexte économique actuel :

Proposer à des cadres, ayant fait la preuve de leurs capacités professionnelles avec l'esprit d'entreprise et un sens aigu des responsabilités, l'outil de production, clefs en mains, qui leur permettra de devenir des Patrons de P.M.I. propriétaires de leur Entreprise.

Il vous appartient de créer une Société Anonyme mettant en œuvre vos capacités à mobiliser vos relations personnelles de l'industrie, non pour un apport financier mais pour assurer à votre projet une caution morale sérieuse. Si vous êtes intéressés, nous vous offrons de prendre en charge des Entreprises de 50 à 300 personnes, dans des secteurs d'activités variés allant de la menuiserie industrielle à la chaudronnerie en passant par l'assurance en bois de maisons individuelles etc. ...

Prendre contact — par écrit — en adressant toutes informations utiles à l'étude de votre proposition à Xavier de LABUSSE — CONSEILLERS SOCIAUX ASSOCIÉS — 3, rue Théodore de Banville - 75017 PARIS.

(\*) Géographe-urbaniste.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS - CODEX 9  
C.C.P. Paris 6297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : D.O.M. - T.O.M.

250 F 350 F 450 F 550 F

TOUR PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

350 F 450 F 550 F 650 F

ÉTRANGERS

(par mandat)

2 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

250 F 350 F 450 F 550 F

3 - SUISSE - TURQUIE

250 F 350 F 450 F 550 F

Par voie aérienne

Envoyer le montant

Les abonnements qui paient par

chèque postal (ou chèque) sont

exclusivement réservés aux abonnés

qui envoient leur mandat au moins

une fois par an.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Toutefois, nous recommandons de

réviser tout les ans le montant de

l'abonnement.







## DANS LE LYONNAIS TOUCHÉ PAR LE CHOMAGE

## Une usine à la campagne

Dans un secteur traditionnel et laminé par la concurrence, dans une région très touchée par le chômage, un îlot: la société Grange, une fabrique industrielle de meubles située dans les monts du Lyonnais, à Saint-Symphorien-sur-Coise. La réussite économique n'est pas sa seule originalité: une gestion

« L'agriculteur qui avait vendu de terrain au fondateur de l'entreprise, M. Joseph Grange, se demandait comment ces quelques hectares pourraient être récupérés pour la culture des pommes de terre... » Aujourd'hui, le descendant de M. Grange, lui aussi prénommé Joseph, assume les fonctions de directeur général d'une fabrique industrielle de meubles. L'usine mère de Saint-Symphorien-sur-Coise occupe 31 000 mètres carrés de locaux. M. Grange mesure le chemin parcouru en trois quarts de siècle: « La seule constante depuis les débuts de notre entreprise meubliste, c'est la fidélité au terrain: l'usine est à la campagne... »

## L'écho des thèmes écologiques

L'expansion a été très rapide depuis dix ans, 1969: 4 millions de francs de chiffre d'affaires; 1979: 110 millions de francs. Prévisions 1980: 145 millions de francs. Cent trente et une personnes étaient employées dans le groupe Grange en 1979. Six ans plus tard, les effectifs atteignent le chiffre de trois cent cinquante et un. Dans un secteur où la concurrence — essentiellement italienne — est très sévère, le groupe a réalisé l'année dernière, 11 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, soit plus de 12 millions de francs.

« Notre compétitivité c'est une politique de marketing », poursuit M. Grange. Deux collections — « Calèche » en 1975 et « Islande » en 1977 — ont marqué l'essor des ventes. « Le contemporain ne représente que 5 % du marché: nous l'avons abandonné et en concentrant tout notre effort sur les meubles de style. Nous avons imposé le style Louis-Philippe — au point d'être copiés par trente-cinq fabricants... — puis le style rustique triadiste en profitant de deux phénomènes contradictoires: un certain conservatisme anticontemporain mais aussi un retour à la simplicité, à la nature, bref un renouveau idéologique des thèmes écologiques... »

Il reste que le succès de deux collections peut être remis en cause par l'effet d'une autre. Pour éviter un faux pas, la nouvelle gamme, qui sortira fin 1980, ne devra « croquer » rien au hasard. Les projets sont testés par des consommateurs; toutes les données « marketing » sont étudiées minutieusement.

## Un président élu pour trois ans

Dans une « P.M.E. », cette démarche n'est pas fréquente. Dans une entreprise familiale encore moins. Mais la société Grange, bien que fondée au début du siècle, n'est pas une société familiale comme les autres.

La gestion traditionnelle et paternaliste de rigueur dans ce secteur d'activité, mais aussi dans une région surnommée la « Vendée lyonnaise », a laissé place à une formule de direction très novatrice. Dix personnes (six « familiaux » et quatre « non familiaux ») tiennent les leviers de commande. Un conseil de direction se réunit toutes les quinze semaines pour prendre les décisions importantes. On passe parfois (rarement) au vote. En cas de blocage, le président, M. Grange (Bernard cette fois) pourrait utiliser une voix double. Il ne l'a jamais fait, ce qui tendrait à prouver que le système

est bien rodé: tous les problèmes sont préalablement traités dans des commissions où participent un ou deux membres du conseil de direction et les cadres concernés.

Le conseil de famille, qui s'occupe des seules questions de patrimoine, comprend six personnes: des frères ou des cousins qui accueilleront bientôt le septième Grange. C'est cette instance restreinte qui forme le conseil d'administration légal et qui élit le président. Nouvelle particularité: le président élu ne conserve son mandat que trois ans et n'est pas immédiatement rééligible.

La moyenne d'âge de l'équipe dirigeante est de trente-cinq ans. C'est, semble-t-il, une des clés du dynamisme. Les familiaux occupent les fonctions devenus de l'extérieur. Principaux critères: une bonne formation commerciale (avec trois diplômés de la même promotion de l'école supérieure de commerce de Lyon) et surtout « la connaissance et l'amour du bois ».

Sur le plan social le bilan est, selon M. Joseph Grange, satisfaisant. L'emploi est très chancelant dans la Loire toute proche, à Saint-Étienne bien sûr,

mais aussi à Chazelles-sur-Lyon, capitale moribonde de la charrerie. Rien d'étonnant donc de voir des offres d'embauche toujours très rapidement satisfaites dans le groupe Grange.

« De plus, poursuit le directeur général, notre salaire moyen s'élève à 17 F l'heure sur quarante heures hebdomadaires. Notre effort sur la participation — supérieure de 50 % du taux légal — attire la main-d'œuvre. Celle-ci nous est d'ailleurs fidèle: notre « turn-over » est de 7 %, le taux d'absentéisme est de 4 %, c'est-à-dire sensiblement inférieur à la moyenne dans cette « industrie ». Et puis, conclut M. Grange, je ne pense pas que notre entreprise ait mauvaise réputation sur le plan local... » Une précision pour illustrer ce propos: M. Grange père est à la tête du conseil municipal de Saint-Symphorien-sur-Coise.

L'expansion spectaculaire de la petite menuiserie de 1906 s'est engagée avec le concours de nombreuses entreprises sous-traitantes. Car, là aussi, on veut innover. « À partir d'une importante tradition ébéniste dans toute la région et, notamment, au sein de petites unités arti-

## BIBLIOGRAPHIE

## « Le milliardaire rouge »

de Jacques Lamalle

Jacques Lamalle, journaliste au *Canard enchaîné* récidive. Après le portrait de Maurice Varso, le *Roi du sucre*, il vient d'écrire celui de Jean-Baptiste Doumeng, le *Milliardaire rouge* (1). Dans l'un comme dans l'autre de ces ouvrages, on sent comme une admiration de la part de l'auteur pour ces gros crocodiles du mariage du commerce international. Mais autant l'empire et l'empire, la personnalité aussi, de M. Varso était peu connue, et l'ouvrage donc de notre confrère instructif, autant Jean-Baptiste Doumeng s'est ingénié à forger l'image qu'il veut qu'on ait de lui-même. C'est alors que commencent les questions, sur la part entre ses intérêts privés et ceux des chers agriculteurs coopérateurs de base, sur son influence au sein du parti communiste (qui n'a pas voulu répondre à Jacques Lamalle), sur la stratégie de son groupe agro-alimentaire par rapport aux intérêts de l'Union soviétique, dont il se déclare le meilleur allié. Jacques Lamalle, dont on ne sous-estime pas les qualités d'enquêteur, ne peut toujours pas répondre à cette interrogation au bout de deux cent trente pages. Irritant. Mais pour la partie visible de l'iceberg, les ventes de beurre à l'U.R.S.S., celles de céréales, la nébulosité des affaires privées et coopératives ou inter-

vient M. Doumeng, son entourage politique, ses rencontres, démenties bien sûr, avec Bokassa, et les questions encore sans réponses, il faut lire le *Milliardaire rouge*.

Voilà un des grands du négoce international qui, pour cocher les « multinationales » capitalistes à leur propre jeu, décide de jouer le même, en plus fort. Sa grande idée, c'est que les producteurs contrôlent toujours davantage les mécanismes commerciaux, qu'ils en assument les conséquences. Un exemple: puisque, de toutes les façons, les négociants importeront du vin d'Algérie, puis d'Italie, au grand dam des vitiiculteurs français, autant que ce soit une coopérative agricole qui le fasse, pour contrôler le marché. Raisonnablement intéressant, si le coopérateur a tant soit peu l'impression de diriger la coopérative. Mais c'est sans doute là une considération subalterne, eu égard au bonheur du peuple paysan dont Doumeng est issu et qui doit naturellement découler de sa stratégie mondialiste.

Il ferait beau voir, en effet, qu'on conteste les structures de base de telle ou telle coopérative du groupe Doumeng, quand celui-ci est en train de devenir le principal interlocuteur des États-Unis (pardon, des coopératives américaines) et de l'État soviétique (pardon des coopératives soviétiques).

M. Doumeng est encore en passe de devenir le gourou de nombreux pays en voie de développement vers lesquels il exporte son « modèle coopératif » avec la vente de frigorifiques, de complexes d'élevage ou de toute autre structure industrielle. La question de savoir si ces modèles de développement, les mêmes qu'imposent les multinationales, sont adaptés et s'ils ne détruisent pas plus le secteur rural qu'ils ne le soutiennent, n'est pas posée.

Ce n'est rien de dire que le personnage est haut en couleur. Une aubaine pour les confrères dont l'addition des images bien polées et des anecdotes bien drôles tient lieu de style. Jacques Lamalle ne tombe pas dans ce piège. Et c'est un tour de force, car les anecdotes, avec J.-B. Doumeng, tiennent le plus souvent lieu d'information: on rigole un bon coup, on s'esclaffe: « Quel bonhomme tout de même! ». Le côté fleur bleue du businessman gascon qui s'adresse au courtier-chanteur Estel de la faille; et Jacques Tati aussi, car il sait donner sans contrainte, est assurément rassurant.

Dans le même temps, le bonhomme mûrit des accords, des arrangements, des ventes, des rencontres (Brefneuv - Giscard) pour le plus grand bien sans doute des paysans dans leur ensemble et des camarades en particulier. Mais, « camarades », pour écrire contre Jacques Lamalle, votre bien exige que les secrets qui vous concernent soient bien gardés.

J. G.

(1) *Le milliardaire rouge*, par Jacques Lamalle, Ed. J.-C. Lattès, 455 F.

## CORRESPONDANCE

## La S.N.C.F. et les banques

Dans un article paru dans « Le Monde de l'économie » du 20 mai sous le titre « L'Etat et les entreprises publiques: existe-t-il une politique contractuelle? », M. Philippe Brachet écrivait, à propos de la S.N.C.F.: « La seconde cause d'inquiétude est dans la politique financière du gouvernement (...). Il se compte comme s'il voulait laisser pourrir la situation pour en tirer argument en faveur de la privatisation (...). Une partie croissante des investissements de l'entreprise est financée par des emprunts à court terme des banques... »

## M. Brachet: un placement malsain

Voici le texte de la réponse de M. Brachet: « L'information (serait) inexacte », écrit M. Pélissier. Or je lis dans les statistiques pour l'exercice 1979 publiées par la direction financière de la S.N.C.F.: « Que l'insuffisance du fonds de roulement (part des ressources à court terme qui couvrent des dépenses à long terme) a doublé de 1975 à 1979, pour se stabiliser en 1979, première année depuis longtemps où les résultats d'exploitation ont été positifs; — Que les billets financiers ont été, en 1979, être complétés par une moyenne mensuelle d'environ 800 M.F. d'emprunts divers de trésorerie, ce, au moment même où le taux d'intérêt à court terme doublait lui aussi (passant de 8 % à 12 %, de janvier à décembre) ».

Ce financement par des prêts bancaires à court terme est donc incontestable, trop important, et malsain parce qu'il a tendance à faire bouillir de la neige. Il est subi passivement de la part de la S.N.C.F. et délibérément accepté par l'Etat. En effet, il résulte du désengagement progressif du F.D.E.S. (auparavant d'ailleurs les investissements de la S.N.C.F. sont présentés sans considérer le déficit d'exploitation, donc avec un taux d'autofinancement artificiellement gonflé) et du mode d'attribution de la subvention d'exploitation. Cette dernière, qui est censée couvrir les emprunts de trésorerie (contractés pour couvrir le déficit cumulé), ne les empêche pas de croître, et elle peut s'analyser comme un trans-

fert des contribuables aux banques.

2) Pourquoi les banques accepteraient-elles « de supporter de bonnes créances, portant intérêt, en des participations qui seraient inaccessibles et ne serviraient jamais de dividendes? »

Tout simplement parce que leur intérêt serait d'une autre nature et beaucoup plus vaste: pour elles, prendre le contrôle de la S.N.C.F., c'est pouvoir orienter sa politique d'exploitation, ses marchés, sa politique financière... L'argument faible, en l'occurrence, c'est donc celui de M. Pélissier:

3) La réponse de M. Pélissier est inquiétante par sa faiblesse. Il ne répond pas et dirigerait d'entreprise, qui devrait défendre une politique autonome de développement, élaborée par ses services, indépendamment des autres parties prenantes (Etat compris, pour ce qui sort des engagements contractuels). Quelles sont ses propositions pour 1982? Il semble (jusqu'à preuve du contraire) qu'il n'en ait pas, parce qu'il réagit en haut fonctionnaire, nommé et révoqué par l'Etat. Il n'y a donc de véritable politique contractuelle que quand les dirigeants d'entreprises publiques bénéficient d'une autonomie suffisante, y compris sur ce plan-là;

4) Ce n'est pas en niant l'évidence qu'on coupe court aux « hypothèses fantasmatiques ». Au contraire: on les renforce. C'est en faisant des propositions pour 1982: on s'engage.

Considérons-on toujours la S.N.C.F. comme un service public? Cette notion implique un équilibre entre usagers, salariés et Etat qui ne peut résulter que

M. Jacques Pélissier, président du conseil d'administration de la S.N.C.F., contestait cette affirmation dans une lettre que nous avons publiée dans « Le Monde de l'économie » du 17 juin.

Cette lettre a suscité, à son tour, de la part de M. Brachet un certain nombre de « remarques » que nous avons communiquées au président de la S.N.C.F. et auxquelles répond celui-ci. La publication ci-dessous de ces deux textes clôt le débat ouvert par l'article de M. Brachet.

d'un débat public. Ce qu'il faut craindre, c'est le silence, non la « polémique ». Ce qu'on qualifie ainsi, ce sont les arguments auxquels on ne veut ou ne peut répondre.

## M. Pélissier: moins de 10 % de déficit

En réponse à ces remarques nouvelles de M. Brachet, M. Jacques Pélissier nous adresse la « mise au point » suivante:

Les arguments avancés par M. Brachet appellent de ma part plusieurs observations:

1) Il est erroné de soutenir qu'une partie croissante des investissements est financée par des emprunts à court terme des banques. C'est, en réalité, le déficit du compte pertes et profits qui est supporté, en trésorerie, par des concours apportés, pour l'essentiel, par des investisseurs institutionnels en premier rang desquels la Caisse des dépôts, établissement financier public sous le contrôle direct de l'Etat, et pour moins de 10 % à la fin de 1979 par des emprunts divers de trésorerie souscrits par des établissements bancaires.

2) Le recours à de tels emprunts a constitué une solution moins coûteuse que ne l'aurait été un appel plus important au marché financier. Ces emprunts sont, évidemment, remboursés à leur échéance et ne constituent pas des engagements permanents pour les souscripteurs. Une partie importante de cette dette s'est d'ailleurs éteinte dès le premier semestre 1980.

3) Il n'y a pas de désengagement progressif du F.D.E.S. pour la simple raison que, si l'organisme directeur de ce Fonds détermine les enveloppes d'investissement de la S.N.C.F., — comme celles des autres grandes entreprises publiques — il ne participe pas à leur financement, à l'unique exception d'un prêt de 320 millions de francs consenti en 1975. Le financement par emprunts des investissements de la S.N.C.F. est assuré par appel au marché financier.

4) La subvention forfaitaire a couvert, pour l'essentiel, des effets du retard tarifaire cumulé des années antérieures jusqu'en 1978. Depuis 1979, elle résulte directement des conditions d'application du contrat d'entreprise. Le financement, par la trésorerie, des déficits antérieurs entraîne des charges d'intérêts très inférieures au montant de cette subvention.

5) Il est exact que les banques, qui ne détiennent qu'une fraction minime de la dette globale de la S.N.C.F., puissent en prendre, par quelque moyen que ce soit, le contrôle, lequel restera toujours à l'Etat, et plus encore après 1982 qu'avant, puisque les actions privées auront été totalement amorties à cette date.

6) L'avenir de la S.N.C.F. après 1982 sera discuté, en temps utile, avec les pouvoirs publics et soumis à la décision du Parlement. D'ici là, les dispositions du contrat d'entreprise apportent une clarification sur les rapports de la S.N.C.F. et de l'Etat et garantissent, mieux que la situation antérieure, et sur tous les plans, l'autonomie de gestion de la Société nationale.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au

**D.E.C.S.**

autres préparations:

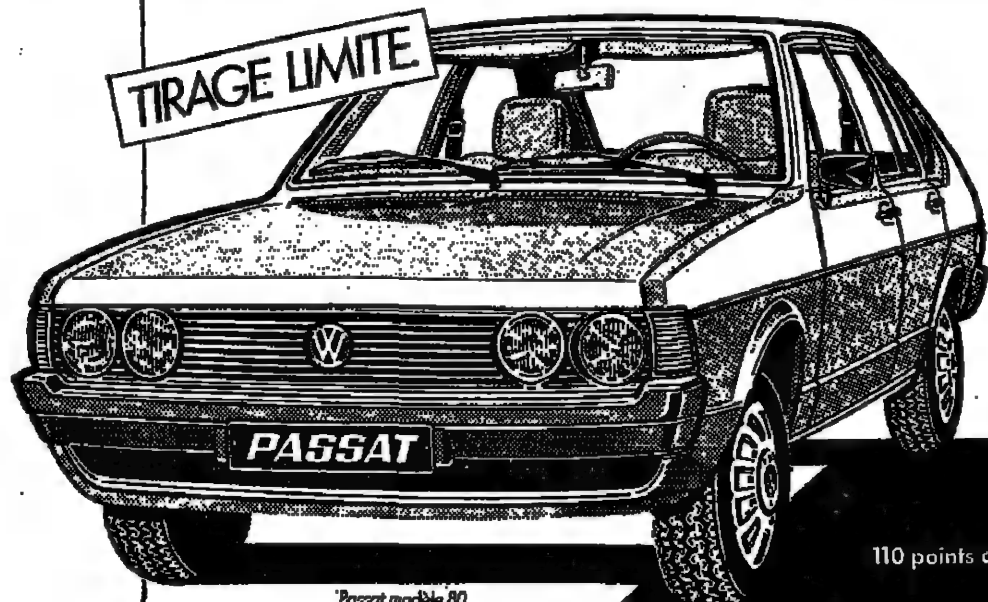
- BTS Comptabilité
- Capacité en Droit

L'ÉCOLE CHEZ SOI

1, rue Thénard

75240 PARIS CEDEX 05

Tél: 329.21.99



# OBJECTIF SOLEIL

## PASSAT SELECTION 38.500F

La Passat sélection est une 7 cv (160 ch din), équipée de 4 phares à lode, d'appuis-tête réglables, d'un miroir à quartz, de vitres teintées, d'équipements spéciaux. Peinture métallisée vernie. Elle consomme 7 l d'essence ordinaire aux 100 à 90 km/h, 9,4 l à 120 km/h et 10,5 l en parcours urbain.

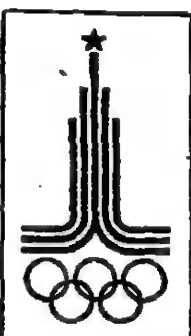
VOLKSWAGEN



110 points de vente et de service sur Paris et la région parisienne. Liste détaillée sur demande au 296.11.66. 600 points de vente dans toute la France.

هكذا من الأول





# Les J.O. de Moscou

Les XIX<sup>e</sup> Jeux olympiques de Moscou — ceux de la XXII<sup>e</sup> olympiade — ont été solennellement ouverts, samedi 19 juillet au stade Lénine par M. Leonid Brejnev, qui avait interrompu pour la circonstance son « séjour de repos » dans un lieu tenu

## Hampes sans drapeau

secret. Outre les principaux dignitaires du régime et du parti communiste soviétique, des personnalités étrangères ont assisté à la cérémonie d'ouverture parmi

lesquelles des chefs de partis « frères » au pouvoir comme MM. Le Duan (Vietnam), Tsedenbal (Mongolie), Jivkov (Bulgarie), Husak (Tchécoslovaquie), accompagnés de M. Strougal, le chef du gouvernement tchèque, deux secrétaires généraux de partis communistes occidentaux, MM. Georges Marchais pour la France et Alvaro Curbal pour le Portugal, et du leader palestinien, M. Yasser Arafat, qui a estimé que le boycottage de ces Jeux était « un scandale, une honte ».

Pendant le défilé des sportifs, la télévision soviétique a tenté de minimiser ce boycottage en montrant le moins possible à l'écran les comités olympiques nationaux appliquant le protocole « allégé » et en insistant dans les commentaires sur

l'échec de la campagne lancée par le président Carter. La caméra, nous indique notre correspondant, passait rapidement sur la jeune fille portant le pancarte du pays ou du comité national olympique, puis présentait l'image bizarre de porteurs de drapeaux qui semblaient tenir à la main une espèce de bâton, le réalisateur coupant systématiquement l'amblyscopie choisie par seize C.N.O. Puis, il passait rapidement à la délégation suivante.

L'absence de drapeaux est une « décision étrange » qui constitue une entorse à l'étiquette des Jeux, a expliqué le commentateur, a-t-il d'ajouter qu'il avait fallu « beaucoup de courage civique » à certains sportifs occidentaux pour venir à

Moscou malgré les pressions. Il s'est agissant sur le sort des sportifs britanniques, qui ont été obligés « de descendre dans la rue faire la queue pour se payer le voyage » que l'a pas voulu financer le gouvernement.

Pendant les trois heures de la cérémonie d'ouverture, l'espace aérien au-dessus de Moscou a été fermé à sept compagnies occidentales dont les avions ont dû faire demi-tour ou être détournés sur Helsinki. Ces mêmes compagnies se sont également vu interdire le décollage « pour des raisons techniques », alors que les avions des compagnies des pays de l'Est apparaissent sans problème. Les sept compagnies occidentales ont élevé une protestation auprès des autorités soviétiques.

### LE FESTIVAL DE 1957

## Souvenirs...

De notre correspondant

Moscou. — Les Jeux olympiques, la fête du sport et de l'amitié, la rencontre des jeunes du monde entier sans distinction de race... Les Moscovites se souviennent encore du précédent : le Festival mondial de la jeunesse, en 1957, qui avait pour la première fois défilé sur Moscou des milliers de jeunes étrangers. Peut-être la mémoire embellit-elle les faits, mais la comparaison n'est pas toujours à l'avantage des Jeux olympiques, trop guindés, trop surveillés, trop contrôlés. Le festival de 1957 avait été une véritable fête, spontanée et joyeuse, un carnaval sans cérémonie.

Nicolas a une souvenance d'années. D'origine française, il a passé sa vie en U.R.S.S., traversant toutes les épreuves du peuple russe. Intellectuel moscovite, il reste la plupart du temps dans le Nord, où il partage la vie des chasseurs de la toundra. Mais, pour les Jeux olympiques, il est revenu à Moscou : « Parce que j'ai eu un bécot comme tous les Parisiens, dit-il, je ne pouvais pas ne pas me mêler de tout ce qui se passe dans la rue. » Il évoque une autre manifestation d'enthousiasme populaire qui n'était pas télécommandée par le pouvoir : le voyage du général de Gaulle à Moscou, en 1966.

Puis il revient au festival de 1957, auquel il a pris une part inattendue et inoubliable, bien que modeste : « C'était la première ouverture des Soviétiques sur le monde. Au début, les pauvres Russes étaient très intimidés, très gênés. Ils ne savaient pas par quel côté prendre ces étrangers, et finalement le cordialité et la simplicité russes l'ont emporté. »

Cette métamorphose, je l'ai vue du dernier étage de l'immeuble du comité d'organisation du festival. A cette époque je venais d'être libéré d'un camp et je n'avais pas le droit d'habiter à Moscou. Mais j'étais venu illégalement rôder autour de ce comité et le jour de l'ouverture de ce festival j'ai proposé mes services comme interprète. Les organisateurs manquaient de personnel et ils ne sont pas allés vérifier qui j'étais, d'où le sort. On m'a donné un insigne d'interprète et je me suis retrouvé sur le toit pour regarder le cortège des délégations.

D'abord, la foule était très contenue. Il y avait quelques vagues applaudissements, mais surtout de la curiosité mêlée à un peu d'inquiétude. C'était moins solennel, moins protocolaire que les Jeux olympiques. Dans les tribunes du stade Lénine, où déjà aboutissait le défilé, les étrangers étaient moins nombreux. Toute la population de Moscou était dans les rues et la quasi-totalité des Moscovites voyaient pour la première fois des étrangers en chair et en os.

Cette gêne se dissipait à mesure du passage des délégations. Les applaudissements ont commencé à fusier, la cordialité

a pris le dessus. La foule grimpait sur les canons qui promenaient les délégations tout autour de Moscou. On échangeait des bonbons, des pommes, des insignes contre des foulards. La France venait parmi les dernières à cause de l'ordre alphabétique russe. Au moment où j'ai vu les drapeaux tricolores émerger de la foule, j'ai défilé les escaliers, poussés par une force irrésistible, et j'ai sauté sur le canon de la France en me présentant comme l'interprète du groupe.

### « Après de ma blonde »

Arrivé au stade Lénine est venu le moment redoutable où l'on a dû se mettre en rang pour défilé. Evidemment, le reste au plan et au dernier instant c'était le seul moyen de rester avec des Français — j'ai rompu les chaînes et j'ai fait mon entrée dans le stade avec la délégation française. J'ai été immédiatement repéré par les policiers. Un milicien m'a sauté dessus. Avec mes pauvres vêtements soviétiques je tranchais sur les costumes régionaux des Américains et des Brésiliens. Alors j'ai parlé français. Quand ils ont vu entrer la délégation française aux accents d'Après de ma blonde, tous les spectateurs se sont levés. Aucune n'avait reçu un pareil accueil.

C'est pourquoi Nicolas a éprouvé, samedi, un fort malaise quand, à la cérémonie d'ouverture des J.O., il n'a vu, pour toute présence de la France, qu'une pancarte avec le sigle C.N.O.S.F. : « C'était vraiment minable et ridicule. Franchement, il aurait mieux valu ne pas venir du tout. Ça aurait été plus honnête. »

Depuis le Festival de la jeunesse, les temps ont changé. La situation politique n'est plus la même, mais surtout la toile de fond économique et sociale. Si les Soviétiques continuent d'acquiescer une fascination mêlée de crainte — ils se souviennent de l'épidémie d'hépatite virale qui a sévi après le Festival de la jeunesse et ce souvenir donne quelque consistance aux mises en garde des autorités contre les étrangers porteurs de maladies —, ils ont pris l'habitude de l'Occident. Ils ne sont plus aussi avides de connaître. Avec la mobilisation policière, les mesures de sécurité soignées, ce manque d'enthousiasme et de curiosité explique sans doute l'impression de malaise largement répandue chez les Soviétiques comme chez les visiteurs.

« Il ne faut pas oublier le contexte dans lequel s'ouvrent ces Jeux, poursuit Nicolas. Evidemment, c'est gâché. Le coup a porté, pas politiquement mais sur l'âme du Russe, qui redoute toujours d'être considéré comme un parant pauvre de l'Europe. Toute cette campagne des Jeux olympiques lui laisse un goût très amer. »

### A Paris

## TROIS CENTS PERSONNES ONT MANIFESTÉ LEUR « SOUTIEN AU PEUPLE AFGHAN »

A quelques heures de l'ouverture des Jeux olympiques de Moscou, une manifestation de soutien au peuple afghan a eu lieu le samedi 19 juillet à Paris, entre 11 heures et 12 h 30, à l'appel d'un groupe d'intellectuels et de personnalités de toutes tendances. Cette manifestation a rassemblé plus de trois cents personnes devant l'ambassade d'Afghanistan, protégée par des non-

breuses forces de police. Le cortège s'est ensuite rendu à l'ambassade d'U.R.S.S. Les manifestants n'ont pas pu déposer de motion.

M. Ilios Yannakakis, qui dirigeait la manifestation, a déclaré : « Les Jeux de Moscou sont les Jeux de la dévotion et sont comme le symbole du massacre du peuple afghan. »

## La planète Olympie

De notre envoyé spécial

Moscou. — C'était sur le stade Lénine. Entre les chars — à chevaux, à l'antenne — et vingt-deux blanches colombes. Entre la parade des cinq cents jeunes dans un chapeau vert et le pas de l'oise des huit « civils » porteurs du drapeau olympique. Du ciel, du cosmos, d'en haut, d'ailleurs, en tout cas, un message par tableau lumineux aux cent mille spectateurs présents. Les cosmonautes Leonid Popov et Valeri Rioumine, depuis plus de trois mois à bord d'un Soyuz, parlaient à la planète Olympie : « Salut cordial, chers visiteurs, de notre espace cosmique. De notre subtil, nous voyons la Grèce (L.). C'est sur l'orbite qu'on ressent particulièrement la beauté de notre terre (L.). Que les hommes ne rivalisent que sur les arènes sportives (L.). Nous vous souhaitons à tous une santé cosmique. »

Etonnant moment. Dans notre hublot à nous, cet œil de télévision placé au centre des pupilles pour compléter la vision directe, la Grèce se dérobait. Mais la planète Olympie, elle, dans sa parade géante, soulevait, parfois démesurée, venait d'entamer, au quatrième coup de 16 heures, selon le carillon du Kremlin, sa vingt-deuxième révolution.

Les Jeux de la vingt-deuxième olympiade ont débuté samedi 19 juillet. Devant ce stade central, gardé par un monumental Lénine en bronze et des troupes à peine moins imposantes, des gens, depuis des heures, traquaient les billets vendus au marché noir 20 roubles (130 francs environ). Ou simplement ils promenaient dans les jardins entre ces multiples petits kiosques où s'échappaient les mille médailles-souvenirs qui font des poitrines de marchands d'Empire, où se vendent pêle-mêle des cigares cubains, des sodas, du thé, des médicaments, de la littérature officielle, des sandwiches au caviar, les œuvres de Lénine, des bouillottes de viande farcies, la Pravda et,

surtout, les michkas, ces courses-embèmes.

Le temps gris, frais, était redoublé aux mille marchands de glaces, ces glaces gigantesques à 20 kopecks (1,40 F), mais ne calmaient pas les énergies. Des milliers de soldats étaient en marche vers les vestiaires de plein air, ces canons bûches où ils troquaient leur uniforme de parade contre des jeans, des blousons verts, des chemises de sport, bref, contre tous les uniformes neufs des Jeux olympiques. Aux entrées, des civils zélés à brassard rouge ou de soldats à casquette large filtraient les passages. Avec, curieusement, beaucoup moins de précautions ici que dans les autres lieux, notamment les centres de presse et les hôtels, où tous les journalistes, apparemment inoffensifs en puissance, doivent à l'extrême vigilance des vigiles la corditude heureuse de vivre en bocal et de ne point s'entourer dans d'affligeantes querelles d'école.

Le stade peu à peu s'est rempli. Et, tandis que des jeunes gens porteurs de pulvérisateurs à soda régalaient les traverses, le tribune officielle, elle, s'est peuplée de toutes les personnalités que les longues limousines noires, les Zis du bureau politique ou les Volga ministérielles, annoncées par l'agitation inquiète des policiers, amenaient.

A 15 h 30, enfin, M. Leonid Brejnev faisait son entrée sur la tribune officielle. Juste en face de lui, tandis que les fanfares jouaient une première fois l'internationale, le groupe d'animation, plusieurs centaines de jeunes gens munis de cartons de couleur, faisaient — clic, clic — une composition de l'ensemble soviétique puis — clic, clic — une Aoropole de carton. Ce n'était qu'un prélude à la série étonnante d'un kaléidoscope vivant et manifestement bien entraîné.

### Superproduction

Etonnant comme cette cérémonie d'ouverture qui, dans un genre grandiose, manifestation de masse, super-show politico-sportif et festival folklorique, surpassa tout ce qui avait été osé jusqu'à présent. Non pas qu'ailleurs, à Munich ou à Montréal, on ait fait moins. Mais ici, on a fait mieux. Quel spectacle, quelle beauté et, en même temps, quelle démesure dans cette parade pour un olympisme néo-hollywoodien, dans cette superproduction à budget illimité.

Cela commença comme un péplum. Des dizaines de jeunes filles et de jeunes gens, en « costumes helléniques », c'est-à-dire en togas bleues, vertes, roses et perruques, firent leur entrée sur le pied. Debout sur trois chars, un bleu, un blanc, un rouge, tirés chacun par quatre chevaux, blancs, marron et noirs, les vestales d'un olympisme vacillant semblaient dans cette parade pour un olympisme néo-hollywoodien, dans cette superproduction à budget illimité.

Quatre chars baroques ont chacun, par son système de référence, été venu manifester sa conception.

Soixante-cinq pays ont défilé drapeau national en tête. Et seizièrrière le drapeau olympique. Qu'il soit national, comme l'Espagne ou la Nouvelle-Zélande ; qu'il soit international, comme la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest, France, Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Luxembourg. Mais là, il fallait encore faire une subdivision entre ceux qui ont réellement défilé et ceux — dix pays — qui s'en sont abstenus, confiant à un civil marial le drapeau olympique. La France n'est, en fait, qu'un satellite d'ailleurs par les Français présents au stade. Il est vrai que cet art de participer sans participer tout en participant ou, si l'on veut, de faire de la politique

est au village olympique, sablaient le champagne « aux Jeux saurés ».

Sauvés de quoi, en fait ? De la politisation ? Elle était pourtant bien là malgré le souci extrême des autorités soviétiques d'en limiter les démonstrations. Elle était là dans la venue massive des pays africains, des athlètes de l'Angola, faisant tête droite devant Brejnev, de ceux du Bénin et du Libéria, poing fermé et levé devant la tribune officielle. Elle était là dans le triomphe fait aux Cubains, plusieurs centaines en survestiments blancs et bérets rouges, aux Allemands de l'Est affublés de curieux chapeaux multicolores. Elle était là surtout dans l'accueil triomphal fait à ce pas de parade cabotant des seize athlètes algériens. Et il suffisait de regarder la cloque en face pour savoir qu'il y avait vraiment été « très » dans ce défilé « de la fraternité et de la paix ».

C'est ainsi et ce n'est pas nouveau. Après le souvenir d'une immense équipe du Koweït et le passage de l'imposant groupe soviétique en blazers ou jupes crème, il y eut l'arrivée de la flamme olympique. Rien que de très classiques dans le dernier relais entre le triple sauteur Victor Fanev, « émirite maître des sports », et le basketball Sergel Belov, « émirite maître des sports », hormis la conclusion : l'ascension vers la vasque olympique en culbute dorée. Là, le groupe Glic Clac, qui avait même un escalier dans son sac, bâtit en cinq secondes un tapis de parterre pour le conduire jus-

Et puis, il y eut enfin cette fameuse composition, *Citius, altius, fortius* (plus vite, plus haut, plus fort). On sait le genre de ces manifestations type 1<sup>er</sup> mai, 15 octobre. Mais, là encore, il sera difficile d'aller plus vite, plus haut, plus fort que les milliers de jeunes Soviétiques mobilisés et probablement entraînés depuis des mois à cet exercice collectif : deux à trois mille gymnastes et danseuses, des centaines d'enfants sourd-muets des écoles de sport venus les garçons avec la tête d'un cheval de bois, les filles avec une poupée, cinq cents petits ours dansant le pas de plantigrade olympique, des pyramides humaines s'élevant comme des corolles, des anneaux olympiques tournant sur eux-mêmes, le groupe Glic Clac déchaîné dans une sym-

phonie de couleurs, les drapeaux rouges en faisceau, etc. Et il avait de la démesure, au moins pour un œil occidental. M. Leonid Brejnev, lui, souriait, visiblement satisfait.

Puis les danseuses et leurs compagnons sont revenus dans le stade et ont lancé au ciel des communautes des milliers de ballons colorés, porteurs de fanions avec ces paroles de Pierre de Coubertin : « O sport, tu es la paix. » Cinq mille pigeons les y avaient précédés. Et sur les deux écrans géants, en anglais et en français, s'inscrivait dans la nuit venant ces mots : « Elle est belle la voie olympique. Le rêve est toujours avec les hommes. L'olympiade. Sois, marche, vis, triomphe. »

PIERRE GEORGES.

## LES RÉSULTATS

### Aviron

Deux de couple (premier bateau de chaque série en finale, les autres en repêchage le mardi 23 juillet).

Formidables : 1. R.D.A. 6 min. 54 sec. 2. Yougoslavie 7 min. 4 sec. 3. U.R.S.S. 7 min. 7 sec. 4. 2<sup>e</sup> R.D.A. 7 min. 14 sec. 5. France 7 min. 14 sec. 12 sec.

Deux sans barreur (les trois premiers bateaux de chaque série en finale, les autres en repêchage le mardi 23 juillet).

Troisième série : 1. R.D.A. 6 min. 24 sec. 2. France 6 min. 24 sec. 3. Irlande 7 min. 45 sec. 10 sec.

SKIT (les deux premiers bateaux de chaque série en demi-finales, les autres en repêchage le mardi 23 juillet).

Première série : 1. Matheson (G.-B.) 7 min. 58 sec. 2. Konstantin (G.-B.) 7 min. 58 sec. 3. Gallet (Fr.) 8 min. 4 sec. 4. Deux avec barreur (le premier bateau de chaque série en finale, les autres en repêchage le mardi 23 juillet).

Deuxième série : 1. Roumanie 7 min. 50 sec. 12 sec. 2. Bulgarie 7 min. 58 sec. 3. Italie 7 min. 59 sec. 39 sec. 4. France (Bouquet-Ferrari) 8 min. 9 sec. 11.

Quatre sans barreur (le premier bateau de chaque série en finale, les autres en repêchage le mardi 23 juillet).

Première série : 1. U.R.S.S. 6 min. 31 sec. 2. Tchécoslovaquie 6 min. 43 sec. 3. Bulgarie 6 min. 47 sec. 4. France (Bouquet-Ferrari) 6 min. 50 sec. 5. Danemark 6 min. 50 sec. 6. Italie 6 min. 50 sec. 7. Suisse 6 min. 50 sec. 8. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 9. Portugal 6 min. 50 sec. 10. Luxembourg 6 min. 50 sec. 11. Belgique 6 min. 50 sec. 12. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 13. Danemark 6 min. 50 sec. 14. Irlande 6 min. 50 sec. 15. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 16. Portugal 6 min. 50 sec. 17. Suisse 6 min. 50 sec. 18. Luxembourg 6 min. 50 sec. 19. Belgique 6 min. 50 sec. 20. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 21. Danemark 6 min. 50 sec. 22. Irlande 6 min. 50 sec. 23. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 24. Portugal 6 min. 50 sec. 25. Suisse 6 min. 50 sec. 26. Luxembourg 6 min. 50 sec. 27. Belgique 6 min. 50 sec. 28. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 29. Danemark 6 min. 50 sec. 30. Irlande 6 min. 50 sec. 31. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 32. Portugal 6 min. 50 sec. 33. Suisse 6 min. 50 sec. 34. Luxembourg 6 min. 50 sec. 35. Belgique 6 min. 50 sec. 36. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 37. Danemark 6 min. 50 sec. 38. Irlande 6 min. 50 sec. 39. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 40. Portugal 6 min. 50 sec. 41. Suisse 6 min. 50 sec. 42. Luxembourg 6 min. 50 sec. 43. Belgique 6 min. 50 sec. 44. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 45. Danemark 6 min. 50 sec. 46. Irlande 6 min. 50 sec. 47. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 48. Portugal 6 min. 50 sec. 49. Suisse 6 min. 50 sec. 50. Luxembourg 6 min. 50 sec. 51. Belgique 6 min. 50 sec. 52. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 53. Danemark 6 min. 50 sec. 54. Irlande 6 min. 50 sec. 55. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 56. Portugal 6 min. 50 sec. 57. Suisse 6 min. 50 sec. 58. Luxembourg 6 min. 50 sec. 59. Belgique 6 min. 50 sec. 60. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 61. Danemark 6 min. 50 sec. 62. Irlande 6 min. 50 sec. 63. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 64. Portugal 6 min. 50 sec. 65. Suisse 6 min. 50 sec. 66. Luxembourg 6 min. 50 sec. 67. Belgique 6 min. 50 sec. 68. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 69. Danemark 6 min. 50 sec. 70. Irlande 6 min. 50 sec. 71. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 72. Portugal 6 min. 50 sec. 73. Suisse 6 min. 50 sec. 74. Luxembourg 6 min. 50 sec. 75. Belgique 6 min. 50 sec. 76. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 77. Danemark 6 min. 50 sec. 78. Irlande 6 min. 50 sec. 79. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 80. Portugal 6 min. 50 sec. 81. Suisse 6 min. 50 sec. 82. Luxembourg 6 min. 50 sec. 83. Belgique 6 min. 50 sec. 84. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 85. Danemark 6 min. 50 sec. 86. Irlande 6 min. 50 sec. 87. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 88. Portugal 6 min. 50 sec. 89. Suisse 6 min. 50 sec. 90. Luxembourg 6 min. 50 sec. 91. Belgique 6 min. 50 sec. 92. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 93. Danemark 6 min. 50 sec. 94. Irlande 6 min. 50 sec. 95. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 96. Portugal 6 min. 50 sec. 97. Suisse 6 min. 50 sec. 98. Luxembourg 6 min. 50 sec. 99. Belgique 6 min. 50 sec. 100. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 101. Danemark 6 min. 50 sec. 102. Irlande 6 min. 50 sec. 103. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 104. Portugal 6 min. 50 sec. 105. Suisse 6 min. 50 sec. 106. Luxembourg 6 min. 50 sec. 107. Belgique 6 min. 50 sec. 108. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 109. Danemark 6 min. 50 sec. 110. Irlande 6 min. 50 sec. 111. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 112. Portugal 6 min. 50 sec. 113. Suisse 6 min. 50 sec. 114. Luxembourg 6 min. 50 sec. 115. Belgique 6 min. 50 sec. 116. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 117. Danemark 6 min. 50 sec. 118. Irlande 6 min. 50 sec. 119. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 120. Portugal 6 min. 50 sec. 121. Suisse 6 min. 50 sec. 122. Luxembourg 6 min. 50 sec. 123. Belgique 6 min. 50 sec. 124. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 125. Danemark 6 min. 50 sec. 126. Irlande 6 min. 50 sec. 127. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 128. Portugal 6 min. 50 sec. 129. Suisse 6 min. 50 sec. 130. Luxembourg 6 min. 50 sec. 131. Belgique 6 min. 50 sec. 132. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 133. Danemark 6 min. 50 sec. 134. Irlande 6 min. 50 sec. 135. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 136. Portugal 6 min. 50 sec. 137. Suisse 6 min. 50 sec. 138. Luxembourg 6 min. 50 sec. 139. Belgique 6 min. 50 sec. 140. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 141. Danemark 6 min. 50 sec. 142. Irlande 6 min. 50 sec. 143. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 144. Portugal 6 min. 50 sec. 145. Suisse 6 min. 50 sec. 146. Luxembourg 6 min. 50 sec. 147. Belgique 6 min. 50 sec. 148. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 149. Danemark 6 min. 50 sec. 150. Irlande 6 min. 50 sec. 151. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 152. Portugal 6 min. 50 sec. 153. Suisse 6 min. 50 sec. 154. Luxembourg 6 min. 50 sec. 155. Belgique 6 min. 50 sec. 156. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 157. Danemark 6 min. 50 sec. 158. Irlande 6 min. 50 sec. 159. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 160. Portugal 6 min. 50 sec. 161. Suisse 6 min. 50 sec. 162. Luxembourg 6 min. 50 sec. 163. Belgique 6 min. 50 sec. 164. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 165. Danemark 6 min. 50 sec. 166. Irlande 6 min. 50 sec. 167. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 168. Portugal 6 min. 50 sec. 169. Suisse 6 min. 50 sec. 170. Luxembourg 6 min. 50 sec. 171. Belgique 6 min. 50 sec. 172. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 173. Danemark 6 min. 50 sec. 174. Irlande 6 min. 50 sec. 175. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 176. Portugal 6 min. 50 sec. 177. Suisse 6 min. 50 sec. 178. Luxembourg 6 min. 50 sec. 179. Belgique 6 min. 50 sec. 180. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 181. Danemark 6 min. 50 sec. 182. Irlande 6 min. 50 sec. 183. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 184. Portugal 6 min. 50 sec. 185. Suisse 6 min. 50 sec. 186. Luxembourg 6 min. 50 sec. 187. Belgique 6 min. 50 sec. 188. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 189. Danemark 6 min. 50 sec. 190. Irlande 6 min. 50 sec. 191. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 192. Portugal 6 min. 50 sec. 193. Suisse 6 min. 50 sec. 194. Luxembourg 6 min. 50 sec. 195. Belgique 6 min. 50 sec. 196. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 197. Danemark 6 min. 50 sec. 198. Irlande 6 min. 50 sec. 199. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 200. Portugal 6 min. 50 sec. 201. Suisse 6 min. 50 sec. 202. Luxembourg 6 min. 50 sec. 203. Belgique 6 min. 50 sec. 204. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 205. Danemark 6 min. 50 sec. 206. Irlande 6 min. 50 sec. 207. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 208. Portugal 6 min. 50 sec. 209. Suisse 6 min. 50 sec. 210. Luxembourg 6 min. 50 sec. 211. Belgique 6 min. 50 sec. 212. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 213. Danemark 6 min. 50 sec. 214. Irlande 6 min. 50 sec. 215. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 216. Portugal 6 min. 50 sec. 217. Suisse 6 min. 50 sec. 218. Luxembourg 6 min. 50 sec. 219. Belgique 6 min. 50 sec. 220. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 221. Danemark 6 min. 50 sec. 222. Irlande 6 min. 50 sec. 223. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 224. Portugal 6 min. 50 sec. 225. Suisse 6 min. 50 sec. 226. Luxembourg 6 min. 50 sec. 227. Belgique 6 min. 50 sec. 228. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 229. Danemark 6 min. 50 sec. 230. Irlande 6 min. 50 sec. 231. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 232. Portugal 6 min. 50 sec. 233. Suisse 6 min. 50 sec. 234. Luxembourg 6 min. 50 sec. 235. Belgique 6 min. 50 sec. 236. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 237. Danemark 6 min. 50 sec. 238. Irlande 6 min. 50 sec. 239. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 240. Portugal 6 min. 50 sec. 241. Suisse 6 min. 50 sec. 242. Luxembourg 6 min. 50 sec. 243. Belgique 6 min. 50 sec. 244. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 245. Danemark 6 min. 50 sec. 246. Irlande 6 min. 50 sec. 247. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 248. Portugal 6 min. 50 sec. 249. Suisse 6 min. 50 sec. 250. Luxembourg 6 min. 50 sec. 251. Belgique 6 min. 50 sec. 252. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 253. Danemark 6 min. 50 sec. 254. Irlande 6 min. 50 sec. 255. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 256. Portugal 6 min. 50 sec. 257. Suisse 6 min. 50 sec. 258. Luxembourg 6 min. 50 sec. 259. Belgique 6 min. 50 sec. 260. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 261. Danemark 6 min. 50 sec. 262. Irlande 6 min. 50 sec. 263. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 264. Portugal 6 min. 50 sec. 265. Suisse 6 min. 50 sec. 266. Luxembourg 6 min. 50 sec. 267. Belgique 6 min. 50 sec. 268. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 269. Danemark 6 min. 50 sec. 270. Irlande 6 min. 50 sec. 271. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 272. Portugal 6 min. 50 sec. 273. Suisse 6 min. 50 sec. 274. Luxembourg 6 min. 50 sec. 275. Belgique 6 min. 50 sec. 276. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 277. Danemark 6 min. 50 sec. 278. Irlande 6 min. 50 sec. 279. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 280. Portugal 6 min. 50 sec. 281. Suisse 6 min. 50 sec. 282. Luxembourg 6 min. 50 sec. 283. Belgique 6 min. 50 sec. 284. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 285. Danemark 6 min. 50 sec. 286. Irlande 6 min. 50 sec. 287. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 288. Portugal 6 min. 50 sec. 289. Suisse 6 min. 50 sec. 290. Luxembourg 6 min. 50 sec. 291. Belgique 6 min. 50 sec. 292. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 293. Danemark 6 min. 50 sec. 294. Irlande 6 min. 50 sec. 295. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 296. Portugal 6 min. 50 sec. 297. Suisse 6 min. 50 sec. 298. Luxembourg 6 min. 50 sec. 299. Belgique 6 min. 50 sec. 300. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 301. Danemark 6 min. 50 sec. 302. Irlande 6 min. 50 sec. 303. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 304. Portugal 6 min. 50 sec. 305. Suisse 6 min. 50 sec. 306. Luxembourg 6 min. 50 sec. 307. Belgique 6 min. 50 sec. 308. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 309. Danemark 6 min. 50 sec. 310. Irlande 6 min. 50 sec. 311. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 312. Portugal 6 min. 50 sec. 313. Suisse 6 min. 50 sec. 314. Luxembourg 6 min. 50 sec. 315. Belgique 6 min. 50 sec. 316. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 317. Danemark 6 min. 50 sec. 318. Irlande 6 min. 50 sec. 319. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 320. Portugal 6 min. 50 sec. 321. Suisse 6 min. 50 sec. 322. Luxembourg 6 min. 50 sec. 323. Belgique 6 min. 50 sec. 324. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 325. Danemark 6 min. 50 sec. 326. Irlande 6 min. 50 sec. 327. Pays-Bas 6 min. 50 sec. 328. Portugal 6 min. 50 sec. 329. Suisse 6 min. 50 sec. 330. Luxembourg 6 min. 50 sec. 331. Belgique 6 min. 50 sec. 332. Grande-Bretagne 6 min. 50 sec. 333. Danemark 6 min. 50 sec. 334. Irlande 6 min. 50 sec. 335. Pays-Bas 6 min. 50







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,00
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCARREES	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**groupe pierre fabre**  
Industrie Pharmaceutique  
et Cosmétique

pour CASTRES dans le Tarn, nous cherchons un

### Jeune Ingénieur en Organisation et en Informatique

Directement rattaché au chef du service organisation et informatique, il est chargé d'intervenir sur des missions ponctuelles pour l'ensemble des fonctions du groupe, y compris les filiales étrangères. Cet ingénieur d'au moins 28 ans, ayant reçu une formation complémentaire de gestion (IAE, ICG...), il a une expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet d'organisation et est habilité à traiter avec des informaticiens. Développement de carrière vers un poste opérationnel. Envoyez, s'il vous plaît, lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée sous référence 177 LM à Claude PECH Laboratoire Pierre FABRE S.P. 222 - 81106 CASTRES cedex.

**AINSE ELECTRONIQUE**  
recherche pour son usine proche de SOISSONS

### INGENIEUR ADJOINT CHIEF DE FABRICATION

pour production grandes séries composants et circuits électroniques. Expérience indispensable des problèmes d'ordonnement et d'organisation des moyens de production électronique. Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 86745 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE**  
(C.A. réalisé avec le milieu industriel : 450 MF  
Ficheur 4000 clients) recherche son

### RESPONSABLE SERVICE CONTROLE CREDIT

(4 personnes)  
qui dépendra du Directeur Financier. Ce poste conviendrait à candidat ayant :  
- une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire avec si possible une formation supérieure,  
- une bonne connaissance pratique du droit commercial et plus particulièrement dans le domaine des procédures de recouvrement, des garanties et des faillites.  
Des qualités de négociateur pour contacts à tous niveaux sont indispensables dans cette fonction. Ce poste est à pourvoir rapidement. Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 4151 à R. LICHAS S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**Jeunes Diplômés**  
banque régionale

Nous appartenons à un groupe très important mais nous avons la taille, l'autonomie et la combativité d'une PME. Pour compléter notre équipe commerciale, nous recherchons 5 HOMMES dynamiques et enthousiastes pour leur confier dans 2 ans environ des postes d'encadrement et d'animation en agence. Nous les voulons immédiatement capables de prendre des responsabilités. Dans un premier temps en effet, ils devront faire leurs preuves à des postes de cadres dans différents services de notre siège (situé dans une ville universitaire à 120 kms Sud de Paris). Les formations qui vous aideront à réussir sont de type :  
- ESSEC, Sup de Co, Sciences Po option financière...+ DECS  
- Sciences Eco, Droit, Sup de Co option marketing...+ IAE.  
Le niveau de rémunération de départ ne sera pas inférieur à 72.000 F. Si vous souhaitez vous joindre à nous, et pour en savoir davantage sur les postes proposés, Veuillez adresser C.V. détaillé + photo + prétentions sous la référence 825 M à :  
**THORACE conseil**  
97 rue de Richelieu 75002 PARIS

**URGENT VILLE D'AX-EN-OTHE**  
(Aube)  
recherche  
**MAITRE-MAÇON SAUVETEUR**  
Période : immédiatement jusqu'en 14-09-80. Logement assuré. Rémunération : 1, (25) 40-70-82, du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h, et de 14 h à 18 h.

**LE CENTRE DE MISE EN FORME DES MATERIAUX ECOLE DES MINES DE PARIS**  
recherche  
pour son laboratoire de Soins-Antipol (A.M.)

**CHERCHERS DEBUTANTS**  
Formation Grande Ecole d'ingénieurs. Ils mènent des recherches sur les procédés de transformation des métaux et des polymères (mécanique de la déformation, écoulement, structures, phénomènes de frottement). Ils auront la possibilité de préparer une thèse de Doctorat. Ils seront rémunérés sur la base d'une bourse de recherche du Ministère de l'Industrie (A757 F net au 1/30-80). Envoyer C.V. à CEMEF - Ecole des Mines de Paris - ANTIPOLE - 115, 93500 VALBONNE. Tél. : (33) 33-55-55.

Organisme de Promotion des Entreprises Industrielles (Saint-Etienne) recherche pour compléter son équipe de conseillers auprès des dirigeants de P.M.I.

### CONSEILLER DE GESTION

Le candidat devra posséder :  
- Une formation supérieure commerciale (B.E.C.A.E. ou équivalent) ;  
- Une expérience de trois à cinq ans acquise dans une fonction commerciale au sein d'une entreprise industrielle. Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à SERVICE DE PSYCHOLOGIE D'ENTREPRISES 31, rue Vallant-Contraires, 42000 Saint-Etienne.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indication fautive ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous le signaler en nous écrivant :  
**LE MONDE**  
Direction de la Publicité  
5, rue des Italiens  
75009 PARIS

**CROUZET** Valence  
recherche  
**INGENIEUR**  
pour poste de Responsable chargé de diriger et coordonner un Groupe d'étude de technologie et d'assurer la promotion des nouvelles technologies. Expérience industrielle cinq ans minimum et connaissances en circuits imprimés, photolithographie, dépôts métalliques, couches minces, interconnexion électronique. Anglais indispensable. Adresser C.V., réfer. et prétentions à CROUZET, Service du personnel - B.P. 1014 26100 VALENCE sous la référence n° 170.

**LA PISCINE MUNICIPALE DE SAINT-JEAN-DE-LA-MUELLE**  
(69000) RECHERCHE UN MAITRE-MAÇON SAUVETEUR POUR LA PERIODE DU : 1<sup>er</sup> AOUT à FIN SEPT. 1980. PRENDRE CONTACT A : PERIGOUX, CHEF DE B.A.S. S.M. - TELEPHONE 86-26-47.

Etalonnage, financier spécialisé recruté à Lyon un jeune diplômé d'études supérieures pour recherche et études de données. Quelques années d'expérience bancaire appréciées. Ecrire HENRI, 51, rue de la République 69002 LYON. Réf. 934.

## emplois internationaux emplois internationaux

**ES**  
L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.) cherche des candidatures pour le poste de

### CHEF DE LA SECTION "OPTIQUE"

vacant dans le Groupe Instrumentation du siège de l'ESO à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

**FORMATION :** titre de niveau universitaire en optique et/ou physique. **EXPERIENCE ET CONNAISSANCES :** plusieurs années d'expérience au moins dans un des domaines suivants :  
- concept d'instruments d'optique,  
- calcul de systèmes optiques au moyen de programmes sophistiqués,  
- essais de composants et systèmes optiques. Quelque expérience de l'instrumentation et du logiciel astronomiques serait un avantage. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Une connaissance du français ou du allemand suffisante pour travailler dans l'une d'elles ou dans ces deux langues est souhaitable. **FONCTIONS :** dans le cadre d'ensemble du Groupe Instrumentation, assurer la responsabilité de la section "optique". Etre responsable du concept, des calculs, de la fabrication et des essais des instruments astronomiques. Seuls le concept et les essais sont réalisés par l'organisation elle-même. La fabrication fait l'objet d'un contrat avec des fournisseurs à l'extérieur de l'ESO si bien qu'une partie du travail consiste à assurer l'établissement et la supervision de l'exécution de contrats. **DATE DE PRISE DE FONCTIONS :** 1.10.1980. **REMUNERATION :** la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 deux enfants à charge, la rémunération nette mensuelle (compte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 11.300, Francs français. Les candidatures doivent être transmises avant le 15 AOUT 1980 au Service du Personnel - European Southern Observatory Schleierheimstrasse 17 - D-8046 Garching B. München Tél. : 089/320.40.41

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est a priori exclue.

**IRM**  
Institut Européen de Recherche et d'Information sur les Multinationales  
cherche

### DIRECTRICE (ou DIRECTEUR) DE LA COMMUNICATION

**MISSION :**  
- Diffusion de l'information sur les entreprises multinationales dans la presse, la radio et la télévision. L'information est faite sur la base des recherches financées par l'Institut.  
- Organisation de conférences de presse, colloques et autres manifestations sur le plan européen.

Le candidat (ou la candidate) devra être au minimum trilingue (français, allemand, anglais), avoir un intérêt pour la recherche sur les entreprises multinationales et, surtout, une connaissance des milieux de presse, radio et télévision en Europe. Voyages fréquents. Domicile : Paris Salaire de très haut niveau en fonction de l'expérience. Envoyer curriculum vitae au C.E.R.I.M., avenue Adolphe-Lacaille 68/68, boîte 6, B-1060 Bruxelles, Belgique.

**NEYPIC-GRENOBLE**  
recherche  
**INGENIEURS**  
**TECHNICO-COMMERCE**  
POUR SA DIVISION HYDRAULIQUE

Formation - Caractéristiques :  
• Ingénieur diplômé (formation complète, méritaire assurée)  
• Compétence commerciale  
• Débutant ou déjà expérimenté  
• Disponible pour voyages à l'étranger  
• Connaissance indispensable de l'anglais (autres langues souhaitées)

Adresser C.V. et photo à No 66915 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**COLLABORATEUR**  
25-30 ans env., parlant anglais couramment. Très sérieuses références exigées. Envoyer C.V. en indiquant prétentions au n° 874 le Monde Publicité, 5, r. Italien, 75002 Paris ced. 01.

Industrie région Nord recherche  
**ADJOINT DE DIRECTION**  
On demande :  
Ingénieur chimiste ou équivalent, expérience de vente de produits techniques. Expérience administrative et de gestion. Anglais courant indispensable. Rémunération suivant expérience. Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence n° 899 à SWEETS, B.P. 267, 75004 PARIS Cedex 05.

**Mutuelle Chirurgicale Médicale**  
DES BOUCHES-DU-RHONE  
recherche  
**OPTICIEN**  
pour assurer la direction technique de son centre optique à MARSEILLE (brevet de technicien supérieur d'opticien-institué exigé). Adresser curriculum vitae + photo à la MUTUELLE CHIRURGICALE MEDICALE DES BOUCHES-DU-RHONE, 1, square Stalingrad, 13001 MARSEILLE, ou téléph. y prendre rendez-vous au (81) 63-10-12.

**GROUPE E.S.C. REIMS**  
recherche pour ses différents programmes SUP de Co, C.E.S.M., C.E.F.A., **PROFESSEURS VISITANTS** en marketing, distribution publicitaire, Animation des ventes. Env. C.V. détaillé, groupe E.S.C. Reims, B.P. 302, 51-Reims Ced.

Important négoce matériel, bois, dérivés, recherche **COLLABORATEUR** pour direction succursales Haute-Pyrénées. Ecrire, sous pli, logement poss. Adresser C.V. manuscrit à l'Agence HENRI, 51, rue de la République, 69002 LYON. Réf. 934.

**LIBRAIRIE BERANGER**  
DE BELGIQUE

Nous sommes la première librairie technique et scientifique de Belgique et nous faisons partie du groupe Sordani-Dunod. Nous offrons de réelles perspectives de carrière à un :

### GERANT (M./F.)

Nous lui confierons, après une période de formation, l'animation et la gestion commerciale de notre librairie située dans le centre de Liège et employant une douzaine de personnes. Ce poste conviendrait à un commercial de bonne formation générale, âgé de 30 à 45 ans et possédant une expérience probante acquise de préférence dans un secteur commercial. Ecrivez ou téléphonez à nos conseils sous la référence RM-213. Staff Sélection et Services S.A. Avenue Brugnot, 35, boîte 1, 1050 Bruxelles. Téléphone : 344-18-04.

RECHERCHE POUR MOYEN-ORIENT (IRAK)  
1<sup>er</sup> INFORMATICIEN confirmé, niveau ingénieur, 4.5. expér., parlant Anglais. Poste stable. Conditions intéressantes. 2<sup>es</sup> JEUNES INFORMATIQUES 201 ans expérience. Parler anglais. Susceptibles de se déplacer au Moyen-Orient. Tél. : 859-43-46, poste 2.

Recherche pour **ARABIE SAOUDITE JEUNE MEDECIN**  
pour assurer sous 1<sup>re</sup> urgence sur chantier plusieurs centaines de personnes. Le titulaire à 30 km de Jeddah DEVRA PARLER ANGLAIS. Ecr. av. C.V., réf. et conditions. Voyage, logement, nourriture et temps assurés au 1 : 892-70-00.

IMPOR... SOCIÉTÉ **DJIBOUTI**  
pour **CHEF CLM-TABLE**  
expériences + anglais courant, salaire motivant + avantages liés l'emploi. Adresser C.V. + Préf. + photo, S.A. 71, RUE FONDARY, 7515 PARIS.

**SOCIÉTÉ D'INGENIERIE FRANÇAISE**  
SPECIALISEE DANS LE DOMAINE PETROLIER  
recherche pour ses implantations au **MOYEN-ORIENT**  
**SUPERVISEURS**  
EN ELECTRICITE ET EN INSTRUMENTATION  
**SUPERVISEURS HEAD**  
EN ELECTRICITE, EN MECANIQUE, EN INSTRUMENTATION  
• Anglais indispensable • expérience plate-forme offshore exigée. Envoyer C.V. détaillé + prétentions sous réf. 9766/JT A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serre 75015 PARIS (qui transmettra).

**URGENT**  
pour travail à l'étranger  
**SUPERVISEURS, SUPERINTENDANTS CHEFS D'EQUIPE**  
**DIRECTEUR DE PROJETS**  
Tuyauterie, instrum. civil électr. matériel tourn. S.V.P., envoyer C.V. avec photo à T.S.V. Engentec/123, 2302 CW LA HAYE, PAYS-BAS.

**CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY**  
recherche pour MONTPELLIER  
**CADRE BIOSTATISTICIEN**  
Four pris en charge de l'exploitation statistique et mathématique des données pharmacologiques et médicales. Formation supérieure (grande école, Université). Expérience souhaitée. La pratique des méthodes modernes d'analyse de données sera appréciée. Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae dét. à : CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY, Service Informatique rue du Professeur-Joseph-Blayac, 34082 MONTPELLIER Cedex.

**INGENIEURS**  
5 à 10 ans d'expérience en études de routes, bâtiments, VRD, ouvrages, etc. pour démissionner agences dans le Massif Central. Adr. C.V. et photo à M. HENNEQUIN, 1, place Paul-Painlevé, Paris-20.

**Garage à NEBAC**  
(Lot-et-Garonne)  
cherche **OLIER-CARROSSIER** Ecr. à J. DUBERT, allée d'Albret 47000 MIREC. Tél. 16-38 65-00-01.

**BUREAU D'INGENIEUR-CONSEILS**  
recherche  
**INGENIEURS**  
5 à 10 ans d'expérience en études de routes, bâtiments, VRD, ouvrages, etc. pour démissionner agences dans le Massif Central. Adr. C.V. et photo à M. HENNEQUIN, 1, place Paul-Painlevé, Paris-20.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (BASSE-NORMANDIE) rech. :**  
**RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER**  
H. ou F. niveau D.E.C.S. Adr. C.V. manuscrit photo et prétentions à M. HENNEQUIN, 1, place Paul-Painlevé, Paris-20.



	La ligne	La ligne T.E.		La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00	ANNONCES ENCADRÉES	33,00	33,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48	OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,40
IMMOBILIER	39,00	45,86	DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
AUTOMOBILES	39,00	45,86	IMMOBILIER	25,00	29,40
AGENDA	39,00	45,86	AUTOMOBILES	25,00	29,40
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48	AGENDA	25,00	29,40

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Ingénieur à Bayonne**

La Chambre de Commerce recherche, dans le but d'orienter les entreprises vers les technologies ou les secteurs qui doivent assurer leur expansion ou améliorer leur rentabilité un

**Assistant Technique à l'Industrie**

Sa mission consistera non seulement à sensibiliser les chefs d'entreprises régionales (PME) à ses nouvelles techniques, mais aussi à les aider à mettre en place concrètement les procédés choisis, en intégrant bien les données économiques et structurelles.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, possédant au plus d'une formation d'ingénieur, (de type INSA, A & M...) une expérience professionnelle la plus large possible dans les domaines production, recherche et développement, études de faisabilité, entretien et sécurité.

Une formation à la gestion et la pratique de l'anglais seraient un complément apprécié.

Si vous pensez correspondre à ce profil, écrivez sous référence 2242 M en joignant C.V., photo et prétentions à OCS qui vous garantira une totale discrétion.

Conseil en Recrutement  
33024 BORDEAUX cedex

**afnor**  
Association Française de Normalisation

recherche

**DELEGUE REGIONAL secteur EST**

ayant bonne connaissance et expérience du milieu industriel (notamment PME).

**LA MISSION -**  
contribuer à la promotion de la Normalisation, en liaison avec le siège social parisien, par :

- l'entretien de relations étroites avec les instances professionnelles et les entreprises
- le recueil d'informations sur les problèmes industriels et économiques régionaux
- la réalisation de toutes missions dans le cadre de ces objectifs.

Lieu de travail : Nancy et sa région.

Adresser c.v., photo et rémunération actuelle s/réf. 5557 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cédex 07 - 92080 Paris La Défense.

**CROUZET Valence**

recherche dans le cadre de ses activités :

**AERONAUTIQUE - ESPACE - ENGINES TRANSPORTS TELECOMMUNICATIONS**

**INGENIEURS**

de formation aéronautique ou électronique débutants ou quelques années d'expérience pour des postes dans des équipes techniques chargées de l'étude, la conception, la réalisation, la mise au point, la qualification de matériels et de systèmes dans les domaines suivants :

- navigation - aérodynamique - mécanique de vol.
- traitement du signal.
- techniques numériques.
- traitement de l'information bord et sol.
- technologie des composants.
- électronique d'expériences.
- conversion d'énergie de bord.

Lieu de travail : VALENCE (Drôme)

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à CROUZET, Service du Personnel, boîte postale 1014, 26010 VALENCE, sous la référence numéro 169.

**CROUZET Valence**

recherche

**INGENIEUR**

Débutant ou deux à trois années d'expérience en université pour :

- Etudes technologiques en micro-électronique
- Participation à la mise en place de nouveaux moyens de fabrication et à l'amélioration des moyens existants.
- Participation au développement de nouveaux circuits.

Anglais indispensable.

Adresser cur. vitae, références et prétentions à CROUZET, Service du Personnel, B.P. 1.014, 26010 VALENCE sous la référence n° 171.

**USINE REGION ORLEANS**

recherche

**INGENIEUR DEBUTANT**

Arts et Métiers ou I.N.S.A.

Départ des obligations militaires

Ecrire avec C.V. à Havas Orléans, sous le n° 200.024.

**A.G.D.E. ÉLECTRONIQUE**

ENTREPRISE PILOTE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN MILIEU RURAL

recherche

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**

(ayant au moins deux à trois années d'expérience)

**Responsable de la production**

(optimisation, industrialisation, fabrication)

**DE PRODUITS NOUVEAUX**

Etudiés et mis au point par notre laboratoire d'études. Expérience dans le domaine de la conception d'énergie (alimentation à découpage, convertisseurs, onduleurs) serait souhaitée. Connaissance pratique de mécanique et de tolérances fines serait appréciée.

Lieu de travail : 40 km à l'OUEST DE LYON

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à AGDE, 69330 SAINT-LAURENT-DE-CHAMOUSSEY.

**relations humaines ROUEN**

Nous appartenons à l'un des premiers Groupes français et notre établissement industriel (500 personnes) bénéficie d'un renouvellement important de ses installations.

Le Responsable des Relations Humaines cherche un adjoint désireux de le seconder dans la définition des actions, méthodes et moyens à mettre en œuvre pour assurer les missions du service.

Son action est d'abord centrée sur la formation, l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail, l'administration du personnel et le recrutement pour les nouveaux ateliers. Il apporte au responsable de l'établissement l'assistance nécessaire dans ces domaines. Par la suite, il participera aux relations avec les partenaires sociaux.

Homme d'animation et d'enthousiasme, il garde les sens du concret et du possible. Il a une formation supérieure en Sciences Humaines et une expérience de 5 ans au moins dans la fonction personnel en usine. Il peut assurer après 2 ou 3 ans la responsabilité d'un service Relations Humaines de l'une des usines du Groupe.

Adresser rapidement lettre détaillée à n° 7088 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS.

offres d'emploi offres d'emploi

**Rejoignez une équipe qui fonce !**

Parce que notre démarche s'est toujours appuyée sur la création et le sens du service rendu, parce que le recrutement, l'intégration et l'épanouissement professionnel de nos collaborateurs ont toujours fait partie de nos préoccupations majeures, MEDIA P.A. a pu progresser rapidement sur un marché concurrentiel.

MEDIA P.A. a réalisé pour 1979 le plus fort taux de progression significatif des agences de publicité de recrutement.

Pour faire face à notre développement et garantir à nos clients un service de qualité, nous créons un nouveau poste.

**Un Commercial HF pour conseiller les chefs de personnel**

L'attaché commercial (homme ou femme) que nous recrutons aura, outre des qualités certaines de négociateur, l'un des profils suivants :

- une bonne expérience de la vente, de services de préférence (relations avec la fonction personnel appréciées).
- jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESC, Licence...) désirant débuter sa carrière professionnelle dans une fonction commerciale et évoluer rapidement vers un rôle de conseil.

Intégré dans une équipe de professionnels, il prospectera et développera plusieurs secteurs d'activité. Il aura une mission de conseil auprès des responsables de personnel et de recrutement (études de postes, rédaction d'annonces, plans media...).

La rémunération de départ comprend un fixe substantiel + un intéressement. Elle sera fonction de l'expérience du candidat et de ses capacités d'évolution.

Ce poste intéressera et évoluera pour un avenir au sein d'une équipe de jeunes professionnels fortement motivés par leur challenge (ordonné, qualité du service rendu, disponibilité et implication avec nos clients).

Il suppose de la part du candidat une très grande disponibilité complétée par une bonne résistance, la faculté d'être autonome sans toutefois négliger le travail de groupe, d'être sympathique et chaleureux.

Il est prévu de nombreux stages de formation (général, imprimerie, techniques de vente, de recrutement, de gestion...).

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence 235 à Patrick FORNET - MEDIA P.A. 9, Boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui respectera, bien sûr, votre confidentialité.

**MEDIA P.A.**  
Plus pour vos annonces de recrutement

**ETBS**  
recherche

**un Technicien**

pour essais de matériels d'armement titulaire BTS ou DUT

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 80/16 à : Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

Une entreprise industrielle (1.600 personnes), premier fabricant français de machines à laver, Filiale Thomson Brandt, recherche à Lyon

**INGENIEUR**  
Analyse de la valeur.

Il aura pour mission d'analyser les produits existants, en cours d'évolution ou en élaboration. Il suivra des équipes pluridisciplinaires constituées par projets afin de développer ces produits au niveau technico-économique. Il aura des relations permanentes avec les fournisseurs dans le cadre technique des achats, où il sera intégré.

Poste fonctionnel, permettant la vue globale d'une entreprise moderne très automatisée.

Ecrire Cabinet Gatier, référence 350, 32 rue Barrême, 69006 Lyon.

Société Française filiale d'un important groupe américain, recherche son

**DIRECTEUR FINANCIER**

pour restructurer les fonctions comptable et financière et superviser le service informatique. Dépendant directement du D.O.G., le candidat, âgé de 35 ans minimum, aura une formation supérieure avec spécialisation comptable (D.E.C.A. apprécié), une expérience similaire d'environ 5 ans dans une société américaine et une parfaite connaissance de l'anglais.

Le poste est basé dans une ville agréable de province avec quelques déplacements à Paris. Rémunération : 140.000 F +.

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la réf. 8.028 à P. LEBEAU S.A., B.P. 230, 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**Cabinet Gatier**

Un ensemble industriel de plus de 2.000 personnes, leader européen de son marché, recherche pour son établissement de Lyon

**DIRECTEUR DE LA PRODUCTION**

Nous souhaitons un ingénieur généraliste (Centrale, AM, ou équivalent par le savoir faire), ayant complété ses études par une formation de gestion et de 35 ans minimum.

Il aura la responsabilité globale d'une production de grandes séries très automatisée et de sa gestion (1.000 personnes). Dépendant du Directeur de l'usine, il devra s'imposer par sa forte personnalité et posséder une réelle expérience de la direction des hommes. Evolution ultérieure prévue. Anglais nécessaire.

Ecrire Cabinet GATIER, réf. 340, 32 rue Barrême 69006 LYON.

**Cabinet Gatier**

**I.T.T.N.**  
FILIALE THOMSON  
C.S.F. INFORMATIQUE

recherche

1° Pour postes à pourvoir en banlieue sud (CHILLY-MAZARIN) :

- INGEN. ELECTRONICIENS chefs de projet

ayant au moins 5 ans d'exp. de la conception et l'intégration de systèmes à base de mini ou microprocesseurs. Ils auront la responsabilité de projets et devront assurer l'encadrement technique d'une équipe. Une évolution est souhaitée vers des fonctions d'ingénieur en chef (coordination de projets, assistance technique au service commercial).

- INGENIEURS grande école débutants ou quelques années d'expérience pour développement sur microprocesseurs. (réf. HARD.)

2° Pour postes à pourvoir en banlieue Ouest (40 km Paris par autoroute) :

- INGEN. ELECTRONICIEN-INFORMATICIEN
- INGEN. ELECTRONICIEN-MECANICIEN
- A.T.P. ELECTRONICIEN.

les composants électroniques et électromécaniques (achats, gestion de magasins).

(réf. M.L.A.)

Env. C.V., photo et prétentions en précisant référence du poste à I.T.T.N. à rue Gustave-Eiffel 91000 MORANGIS.

**le centre national d'étude des télécommunications**

recherche pour son Centre PARIS A ISSY-LES-MOULINEAUX

Département "COMMUNICATION PAR L'IMAGE"

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**  
expérimentés ou débutants

**POSTES A POURVOIR :**

- Etude de réseaux numériques de visioconférence à transmission par satellite ou terrestre.
- Etude d'un service d'accès aux applications de Télématique, mettant en œuvre une base de données relationnelle.

Bonne connaissance nécessaire en mini et micro informatique et expérience souhaitée dans le domaine des bases de données.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à CNET Centre PARIS A - Département TPA/CI 38/40, avenue du Général Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

**IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER**  
recherche pour sa

**Direction Régionale de CANNES**

**DIRECTEUR DES VENTES**  
(25 ans minimum)

Le candidat, de formation commerciale, spécialiste de l'immobilier, devra posséder une expérience de 5 à 10 années dans la fonction.

A sa rémunération s'ajoutera un intéressement lié à ses résultats.

Langue anglaise souhaitée. Libre rapidement.

Division assurée.

Adresser C.V. + photo à n° 8944, CONTEXTE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**AM**

offres d'emploi

**Les 57**

**INGENIEURS ELECTRONICIENS**

**SFENA**

**Attachés Commerciaux**

**directeur de marketing**



	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	L.E.
ANNONCES ENCADEES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (12<sup>e</sup>)**  
recherche pour son SERVICE ETUDES

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**

pour conception et développement d'équipements de télécommunication industrielle.  
Expérience 2 à 3 ans de logiciel microcalculateur en temps réel) et/ou de matériel (analogique, digital).

Plusieurs postes à pourvoir immédiatement

Adresser C.V. et prétentions sous la réf. C à :  
**PUBLI G.R. SOUS LE N° 339**  
27, boulevard Montmartre - 75008 PARIS.

Un nouveau champ d'application pour des organisateurs :

### Les systèmes d'informations.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs en organisation pour nous aider à concevoir et à mettre en place de nouveaux systèmes d'informations au sein d'une Société d'Ingénierie de 4 500 personnes.

Après avoir analysé différents métiers et fonctions de notre entreprise, ces ingénieurs devront identifier les informations nécessaires, en améliorer les traitements, en assurer la fiabilité, la sélectivité et l'utilité.

Ces postes requièrent l'expérience du travail en équipe, des qualités d'analyse et de synthèse et surtout un état d'esprit participatif.

Nous souhaitons si possible, une première expérience en organisation dans une société d'ingénierie, mais nous n'excluons pas la candidature de jeunes ingénieurs ayant une pratique industrielle et débutant en organisation.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. 6090 à rscg carrières, 64 rue la Boétie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

Groupes International opérant dans plusieurs pays recherche

le Directeur de sa branche française

**HABILLEMENT CONFECTION**

employant 8 000 personnes dans plusieurs unités de production et réseaux de vente.

Il n'a pas moins de 40 ans, une formation supérieure d'industriel et de gestionnaire, une large expérience de la production et de la distribution dans ce marché, et du développement d'activités similaires.

Les candidatures comprenant C.V., 2 photos, références professionnelles et personnelles à adr. sous le numéro 8.888 à « le Monde » Publi-Info, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS Cedex 02.

**McCULLOCH**  
spécialiste de la frangeuse et de l'entretien des espaces verts.

Notre Direction marketing est orientée vers l'action et la vente. La mission du Chef de produit est de collaborer avec le Directeur du marketing pour suivre la gestion de gammes de produits en veillant à la stabilisation des objectifs prévus. Il doit être capable de proposer des actions promotionnelles à court et long terme.

Nous lui demandons : environ deux ans d'expérience de produits du même type. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Nous offrons : d'entrer dans une équipe jeune et dynamique au sein d'une société qui appartient à un groupe international de premier ordre permettant de nombreuses possibilités de développement personnel.

Le poste est à pourvoir dans l'Ouest parisien.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 007274 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DE SYNTHEC

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**  
SECTION D'ÉTUDES ET DE FABRICATION  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**INGÉNIEUR INFORMATICIEN**  
libéré des obligations militaires

**POUR UN POSTE DE CHEF DE PROJETS**

Cet ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur scientifique ou économique devra posséder :

- Une solide formation informatique ;
- Le goût des contacts humains ;
- De préférence une expérience de quelques années en réalisation et conception de projets.

Il sera chargé :

- De la conception, du suivi de la réalisation et du lancement de projets importants dans le domaine de l'informatique de gestion utilisant les bases de données et le télétransmission.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à M. le Directeur de la SEFT, Fort d'Issy, 18, rue du Dr-Zamenhof, 92131 Issy-les-Moulineaux.

**Directeur Administratif**  
140 000 F

Nous sommes la filiale française d'une importante société américaine spécialisée dans l'instrumentation médico-chirurgicale.

Nous recherchons notre **RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE**.

Dans le cadre de procédures définies, il devra :

- diriger la comptabilité générale et les services administratifs ;
- élaborer le bilan ;
- concevoir et suivre du budget, facturation, suivi des stocks ;
- assister la direction générale de façon à rendre compatibles les objectifs financiers et commerciaux ;
- coordonner les méthodes de travail de la filiale et de la Maison-Mère.

Agé de 30 ans au moins, le candidat que nous retiendrons devra posséder une bonne maîtrise professionnelle, c'est-à-dire, une formation supérieure (I.E.C., ESSEC, ESC, DECS) et la pratique de ce métier acquise, de préférence, en entreprise. Les qualités personnelles doivent allier rigueur, précision et souplesse du comportement pour s'adapter à l'esprit Marketing de notre société.

Notre position internationale implique une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 007265 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DE SYNTHEC

**INGÉNIEURS ELECTRONICIENS**

SFENA, Société d'équipements aéronautiques, recherche pour sa division TESTS AUTOMATIQUES :

des ingénieurs d'études, qui auront à concevoir et à développer d'importants systèmes de tests automatiques et des moyens informatiques associés, des ingénieurs d'application, qui participeront à la définition des produits et seront chargés des études de faisabilité, des propositions techniques, et du suivi de la clientèle.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation grande école, ENSI ou équivalent. Une compétence en mini et micro informatique sera appréciée.

Lieu de travail : Vélizy-Villacoublay. Transports assurés. Restaurant d'entreprise.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence I 043 à SFENA, BP 59, 78140 Vélizy-Villacoublay.

**SFENA**

**INGENIEUR COMMERCIAL**  
130 / 150 000 Fns

Notre société, en constante progression (+25% par an), distribue en France des biens d'équipement pour l'industrie. Nous commercialisons en outre les machines outils à commande numérique du leader mondial dans ce domaine.

C'est précisément pour ce créneau de marché que nous recherchons actuellement un bon négociateur, capable de s'imposer auprès de clients variés et très importants et de réaliser des ventes dépassant le plus souvent le million de francs.

Il s'agit d'un poste très autonome où vous prendrez en main vos affaires de A à Z.

Vous avez probablement une formation d'ingénieur, avec si possible de bonnes connaissances en électronique et mécanique. C'est bien, mais pas nécessairement l'essentiel, car nous sommes prêts à vous apporter la formation à nos produits.

Par contre, nous attendons de vous une expérience réussie de 3 à 5 ans, dans la vente de biens d'équipement lourds, une bonne connaissance de l'anglais et une assez grande disponibilité.

Enfin, nous sommes ce que l'on peut appeler une petite équipe, et notre croissance actuelle permet d'envisager une évolution de ce poste.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4666 à Michel GARNIER.

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**  
28, av. de Montreuil  
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

**IBD**

**ingénieur débutant**  
ETP-AM ou équivalent

Société d'importance nationale recherche un **INGÉNIEUR** débutant, diplômé ETP, AM ou équivalent. Il sera l'adjoint d'un responsable de groupe opérationnel, chargé de la réalisation d'importantes opérations immobilières. Il devra veiller à la conformité des logements, au programme et aux prestations prévues et sera l'interlocuteur privilégié des acquéreurs.

Possibilité d'évolution de carrière dans groupe important pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 9449 à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 rue MARCOU 75008 PARIS/CEDEX 08

**Attachés Commerciaux**

Avoir une bonne rémunération, c'est bien. Être en plus, responsable et autonome, c'est mieux !

Si vous êtes de ceux qui pensent que l'autonomie et la responsabilité sont autant de facteurs décisifs à une bonne rémunération, si vous pensez qu'une bonne ambiance de travail est un critère déterminant à votre épanouissement, vous nous intéressez parce que vous nous ressemblez.

Nous proposons dans **TOUTE LA FRANCE** des postes d'ATTACHÉS COMMERCIAUX à des hommes et des femmes âgés de 25 ans minimum ayant une expérience de 2 à 3 ans dans la vente de biens d'équipement ou de services.

A pourvoir dans une société internationale réputée pour la qualité de ses produits, ces postes offrent de réelles perspectives d'avenir.

Les salaires proposés sont intéressants (fixes importants + variable) position cadre ou assimilée, une participation, de nombreux avantages sociaux.

Vous êtes intéressé ? Adresser vite votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., rémunération actuelle) sous la réf. 237 à :

**MEDIA BA**  
10, Bd des Italiens, 75002 Paris  
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

**IMPORTANTE AGENCE DE VOYAGES**  
(40 bureaux)  
recherche pour PARIS

**CHEF COMPTABLE**  
ayant bonne connaissance billetterie et informatique.

Il aura la responsabilité des services comptables. Le salaire sera en fonction de l'expérience.

Adr. C.V., photo, lettre manuscrite + prétentions sous référence 1.333 à BLACK Publi-Info, 18, av. du Château, 94300 Vincennes, qui tr.

**Cabinet International d'Audit**  
Paris 16<sup>ème</sup>  
recherche

**DIRECTEUR FISCALISTE**

- Candidat de haut niveau ayant le sens de l'organisation et des affaires,
- solide expérience en cabinet ou dans l'Administration,
- excellentes facultés de communication orale et écrite en anglais,
- habitude des relations avec clientèle financière internationale.

**COLLABORATEUR FISCALISTE**

- Formation licence, D.E.S. en Droit, Ecole Nationale des Impôts,
- orientation vers la fiscalité internationale des sociétés et des individus,
- expérience d'environ 2 ans en cabinet comptable ou fiscal appréciée,
- attiré par travail en groupe.

Env. C.V. et prétentions sous réf. 4230 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT DE MATÉRIELS DE HAUTE TECHNICITÉ**  
NUCLÉAIRE - ESPACE - AUTOMATISME  
Banlieue SUD-EST, recherche

**CHEFS TECHNIQUES GRANDS PROJETS**

- Formation Grande École (X - ECP - Télécom - ESE - ENSI - Sup Aéro)
- Expérience du développement de matériels associant l'électronique, l'optique et la mécanique ;
- Qualités d'animateur et de gestionnaire.

Adresser CV manuscrit et photo au Service du Personnel  
1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES

**MARKETING INDUSTRIEL**  
Dans le cadre de son développement, une importante société filiale d'un groupe international spécialisé et leader de certains biens d'équipement industriels recherche :

**directeur de marketing**  
agé au minimum de 35 ans, de formation Ingénieur + M.B.A. ou I.E.C. ESSEC et possédant une solide expérience Marketing acquise en milieu industriel.

Ce Cadre de Direction aura la responsabilité des études, des lancement de nouveaux produits, des opérations de promotion et des actions commerciales de stimulation et d'animation de la force de vente (80 personnes), en liaison avec les Directions des Ventes.

Connaissance de l'Anglais indispensable.  
(Les candidatures seront traitées confidentiellement. Les candidatures seront reçues en Août et Septembre pour tenir compte des absences estivales).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 760 M à :

**Cabinet Jean-Claude MAURICE**  
Conseil en Gestion du Personnel  
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

**DATA GENERAL**  
Constructeur d'ordinateurs NOVA et ECLIPSE  
cherche dans le cadre du développement de son SERVICE LOGICIEL

**ingénieurs systèmes**

**NOUS SOMMES :**

- un des leaders de la mini-informatique dans le monde ;
- une compagnie à la pointe des techniques informatiques les plus avancées ;
- unique par notre croissance et notre rentabilité.

**VOUS ÊTES :**

- un ingénieur grande école débutant ou équivalent ;
- désireux de parfaire ou de mettre à profit vos connaissances informatiques.

**VOUS AVEZ :**

- de solides connaissances techniques ;
- le sens des relations humaines ;
- une bonne pratique de la langue anglaise ;
- l'ambition de devenir un élément de valeur.

Nous devons nous entendre, contactez moi au plus vite :  
Henri COSER Responsable Technique du Système Engineering  
DATA GENERAL FRANCE - LA BOURSIDIÈRE, Immeuble M  
Rue Nationale 186 - Boite Postale 78  
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

**Data General**







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,00
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAL	106,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	38,90
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	26,00	29,40
AUTOMOBILES	26,00	29,40
AGENDA	26,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

## offres d'emploi

### importante société industrielle

### INGÉNIEUR

de formation supérieure technique, niveau Grandes Ecoles d'Ingénieurs, il aura sous sa responsabilité la gestion des entreprises et des techniques de l'information et sera appelé à assurer la responsabilité de projets informatiques de grande envergure.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous le n° 83.300 à CONTEXTE Publicité, 26, av. de l'Opéra, 75009 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### VILLE DE SAINT-DENIS

pour service Archives  
UN VACANT  
emploi à temps partiel  
Travailleur autonome  
dans le service des Archives  
Mairie de Saint-Denis 93200  
CENTRE ENSEIGNEMENT  
PROFESSIONNEL  
5, rue des Noyers,  
93100 SEVRES  
recherche  
pour formation adultes

### INSTRUCTEUR

pour section :  
EMPLOIS DE SERV. SOCIAL  
ayant bonnes connaissances en :  
— Comptabilité usuelle ;  
— Dactylographie ;  
— Techniques commerciales ;  
— Français.  
Salaire mensuel : plus de 5.000 F.  
FILIAT. FRANÇAISE D'UN  
G.R.O.U.P. MULTINATIONAL  
recherche pour son service exportation  
recherche pour formation adultes

### COLLABORATEUR ADMINISTRATIF

Formation : B.T.S. commerce  
international, ayant acquis  
1 à 2 années d'exp. Bilingue  
anglais (les candidats de  
débuts libérés des obl. milit.  
seront également examinés).  
Poste intéressant et évolutif  
dans une S.A. offrant avantages  
sociaux et salariaux.  
Lieu de trav. PETIT-CLAMART.  
Adresser lettre manuscrite, photo,  
C.V., détail et rémunération  
souhaitée à SIPEPZAP, 3,  
rue de Choiseul, PARIS-2.

### ENQUÊTEURS PROFES.

vacataires, milieu indus. Ecrite  
S.I.U.M.S. P. 2 14020 Clichy.  
Vous avez moins de 25 ans.  
Vous vous intéressez à  
l'audio-visuel et à la P.V.V.  
Vous avez le goût du contact.  
Téléphonez à M. LEBLANC  
POUR STAGE REMUNERE  
débutant sur situation stable.

Tél : 208-36-46  
Société Française  
d'Abris anti-atombombarde

### ARCHITECTES

Engineering bureaux d'études.  
Ecrite à SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
d'Abris anti-atombombarde  
S.I.U.M.S. P. 2 14020 Clichy.  
E.T.T. recherche  
pour remplacement  
CLAMART

### COMPOSERISTE QUALIFIÉE

DACTYLOS  
TECHNIQUES  
confirmées sur IBM 82 C  
Se présenter à E.L.P.  
boulevard de la République - Paris  
104 MALAKOFF  
TEL. CONSONNATEURS  
recherche

### FUMEURS DE CIGARILLES

ou de donner son avis  
sur des produits  
Indemnités 50 ou 10 F ou cad. Tel.  
208-36-46  
ou Ecrite à : rue de la République  
PARIS-10 (CLAUDE PESSIER).

### SOCIÉTÉ DE MARKETING

INTERNATIONALE  
recherche  
INGÉNIEUR NEGOCIATEUR  
TELEINFORMATIQUE

La candidate aura acquis une  
expérience minimum de 3 ans  
chez un prestataire de service  
de téléinformatique.  
Il mettra à profit sa connaissance  
des applications de la télé-  
informatique pour promouvoir  
auprès des firmes et organes  
financiers le nouveau produit  
d'usage de l'information et des  
télécommunications.  
L'anglais courant est indispensable.  
Les missions à l'étranger sont  
en effet fréquentes.  
Adresser lettre manuscrite C.V. et  
photo à : SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
d'Abris anti-atombombarde,  
S.I.U.M.S. P. 2 14020 Clichy.

### T.T.N.

FILIAT. THOMSON  
C.S.F. INFORMATIQUE  
recherche  
DE MAINTENANCE  
confirmées et débutantes.  
Connaissances en électronique  
numérique, microprocesseurs et périphé-  
riques d'ordinateurs.  
Interventions en région  
parisiennes et provinciales.  
Nombres avantages.  
Veuillez fournir  
Env. C.V. photo et prétentions  
sous référence S.A.V. à :  
T.T.N., 5, rue Gustave-Etrel,  
93100 MORANGIS.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

### Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## capitaux ou propos. com.

A votre excel. empl. concession  
matrimoniale av. ou sans bail.  
T. 55-11-16 ou 20 h. sans bail.  
Disposant bar, à PÉRIEUX, téléph.  
intéressé, introduit au Moyen-Orient,  
étud. des propos. Tél. 300-40-42.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## Secrétaires

Conseil indépendant recherche  
Deux excellentes  
Secrétaires  
confirmées  
dont une opératrice  
confirme de toutes  
Libres immédiatement.  
Horaires souples.  
Quartier Saint-Lazare  
avec possibilités d'évolution.  
Tél : 281-15-84.

## L'immobilier

### appartements vente

4<sup>e</sup> arrdt.  
NOTRE-DAME  
séjour double + chambre  
chambre, salle, 67.000 F.  
Tél : 705-61-91.

5<sup>e</sup> arrdt.  
CLAUDE-BERNARD pierre de  
10 m<sup>2</sup> environ, parfait état.  
CONTRERAPPEL 105 m<sup>2</sup> L.V.  
+ 3 ch. s. jard. Tél : 335-80-37.

6<sup>e</sup> arrdt.  
VERMOREL CALME  
CENSIER 4 Pcs et 3 Pcs  
ou duplex 90 m<sup>2</sup> + 10 m<sup>2</sup>  
Bon état - 235-72-36.

7<sup>e</sup> arrdt.  
JARDIN DES PLANTES  
Duplex 2 chbres, 2 s. bns, jdn  
bais, s/cour, cave, parking.  
s/s. s/bas. 725-44-88, nouv. bur.  
235-04-32 soit et week-end.

8<sup>e</sup> arrdt.  
VAVIN dans belle  
STAND 2 P. tout conf. Carac-  
tère. 490.000 F. 235-35-35.

9<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

10<sup>e</sup> arrdt.  
MAISON 280 M<sup>2</sup>  
Champ-de-Mars sur 2 niveaux  
1.900.000 F. + 1.500.000 F.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

11<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

12<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

13<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

14<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

15<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

16<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

17<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

18<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

19<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

20<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

21<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

22<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

23<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

24<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

25<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

26<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

27<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

28<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

29<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

30<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

31<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

32<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

33<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

34<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

35<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

36<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

37<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

38<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

39<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

40<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

41<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

42<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

43<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

44<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

45<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

46<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

47<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

48<sup>e</sup> arrdt.  
SAINT-GERMAIN-DES-PRIS, proprié-  
taire à vendre, voir pour  
235-04-32 soit et week-end.

### locations non meublées

Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE  
pour cadre mis à Paris  
rech. du STUDIO au 5 PIERCES  
LOYERS GARANTIS par S.A.S.  
se renseigner. Tél : 705-14-88.

PROPRIETAIRES LOUEZ  
SANS FRAIS  
Sous 48 HEURES  
VOS APPARTEMENTS - 261-03-88.

Région  
parisienne

locations  
non meublées



## Construire des pavillons sur les zones industrielles

charge de manifester leur ag-  
resseur pas moins extrêmement  
limitée : « En ce qui concerne  
une liquidation amiable, constate-  
t-il, la recherche d'une solution  
est beaucoup plus complexe et  
incertaine que pour une liquidation  
judiciaire. »

STEPHANE BUGAT.

---

# SCIENTIFICES

---

**LA DIRECTION DU C.N.R.S.  
PUBLIE LES RÉSULTATS  
DÉFINITIFS DES ÉLECTIONS  
AU COMITÉ NATIONAL**

La direction du Centre national  
de la recherche scientifique  
(C.N.R.S.) a communiqué, ven-

gipite, adjoint au maire, a été nommé samedi 19 juillet, à la place de son prédécesseur, M. de la Roche, démissionnaire. M. de la Roche a été nommé conseiller municipal et a été élu conseiller d'arrondissement à la mairie de la ville de Paris. Le départ d'Andrieux de M. Chénier a été relaté dans les journaux. M. Chénier a été élu conseiller municipal et a été élu conseiller d'arrondissement à la mairie de la ville de Paris. Le départ d'Andrieux de M. Chénier a été relaté dans les journaux. M. Chénier a été élu conseiller municipal et a été élu conseiller d'arrondissement à la mairie de la ville de Paris.

M. Jacques Chirac, maître de la découverture du Mure de l'autoroute, député R.P.R. de la capitale, adjoint au maire, a été élu, samedi 19 juillet, à la municipalité de Mle de Sein, un nouveau canot de sauvetage. Le maire de Paris, le député d'Andrieux de M. Chirac, était retardé de trois heures par une manifestation d'écologistes protestant contre la construction de la centrale nucléaire de Nogent. Le conseil municipal a décidé que son action ne sera pas jugée.

anciens combattants, mais qui était menée dans le but de briser le silence des médias ».

Une fois arrivé dans M. Chirac a signé, à l'invitation du général Simon, chancelier l'ordre de la Libération un « p » de Simon, avec la capitale et de Saint-trois deux autres de la Libération. Il a annoncé qu'il proposerait des accords négociables aux trois autres françaises compagne de la Libération : Nantes, Grenoble et deux-en-Verges.

tion du parc, qu'un incendie portant sa violence dans l'été

(En vente partout.)

---

ous depuis 1963, date de la création du parc, qu'un incendie important se produit dans l'île.

100

1000

On 10/10/68, [redacted] was interviewed by [redacted].



Le Monde

économie

ÉTRANGER

La Commission de Bruxelles s'inquiète à nouveau de l'organisation du marché du papier dans la Communauté

Bruxelles. — La Commission européenne s'inquiète du fonctionnement du marché du papier journal dans la C.E.E. Depuis trois ans, elle ne cesse d'ouvrir des enquêtes tant au niveau des distributeurs qu'à celui des utilisateurs. Les services de M. Vonel, le commissaire européen chargé des affaires de concurrence, s'efforcent d'établir si, en fait, il n'y a pas de tout modifier de fond en comble, sont persuadés de la nécessité

d'apporter des aménagements au système actuel de vente et d'achat.

La Commission a l'intention de s'attaquer aussi — la procédure doit être engagée en septembre prochain — à la situation de monopoles que détiennent les producteurs canadiens et scandinaves sur le marché communautaire de la pâte à papier.

De notre correspondant

que les dispositions du traité de Rome soient respectées.

Sur un sujet aussi sensible politiquement — ne reproche-t-on pas à la Commission de vouloir remettre en cause la liberté de la presse en France ? — les langues se délient difficilement. Ainsi ne va-t-on pas plus loin dans les commentaires à Bruxelles. Même prudence à l'égard du marché allemand pour lequel les experts bruxellois soupçonnent aussi l'existence d'ententes. La Commission vient de lancer une procédure d'enquête à l'encontre de la société Feldmühler qui est associée avec la firme suédoise Stora.

Mais c'est l'Italie qui est actuellement sur la sellette. Organisée sur un schéma proche de celui de la France, le marché italien diffère cependant sur un point important. Les associations de producteurs et d'éditeurs d'Italie est le seul pays « auto-suffisant » de la C.E.E. sont converties par un organisme qui gère en totalité le marché. « Il n'y a en Italie, souligne-t-on à Bruxelles, ni concurrence ni concurrence.

La Commission, soucieuse de son rôle de gardienne des traités, souhaite donc que les marchés des Neuf, un peu trop bien organisés à son goût, respectent un tant soit peu la liberté du commerce et de la concurrence. Le cas britannique est d'une tout autre nature. Pour l'instant, l'industrie britannique ne soupçonne aucune anomalie en Grande-Bretagne, si ce n'est qu'il existe là comme ailleurs, une agence commune de vente des producteurs scandinaves. Avec une consommation couverte à 30 % par la production nationale, le Royaume-Uni est le plus gros importateur de papier journal de la Communauté (1,2 million de tonnes par an). Les Scandinaves et les Canadiens assurent chacun pour moitié les importations des éditeurs britanniques. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984, la Suède, la Norvège et la Finlande pourront livrer aux journaux des Neuf — au titre de l'accord conclu entre la C.E.E. et l'Association européenne de libre-échange — en franchise de droits de douane. Londres craint que les Canadiens ne bénéficient pas à l'avenir des

mêmes avantages que leurs concurrents scandinaves. Actuellement la C.E.E. ouvre un contingent annuel en droits nuls pour les deux types de provenances. À partir de 1984, il s'agira de fixer un quota d'importation pour le papier journal originaire du Canada seulement. Les Britanniques souhaitent que les quantités qui seront allouées à ce pays soient calculées largement, afin de pouvoir jouer, comme ils le font actuellement, sur l'un ou l'autre fournisseur pour s'approvisionner dans les meilleures conditions.

C'est là la seule inquiétude qui s'est manifestée jusqu'à présent sur le marché communautaire du papier journal. Le paradoxe de l'affaire est que personne ne se plaint de la situation présente. Même les producteurs des Neuf sont satisfaits. En revanche, ils estiment nécessaire que la Commission enquête sur les activités des producteurs canadiens et scandinaves de pâte à papier. « Ils ne doivent pas, commente avec malice un haut fonctionnaire européen, faire partie — cette fois — du cartel. »

MARCEL SCOTTO.

Signature d'un accord entre le C.N.P.F. et les chambres de commerce indiennes

M. François Coynac, président du C.N.P.F., et M. K.N. Modi, président de la Fédération indienne des chambres de commerce et d'industrie (FICCI), ont signé mercredi 18 juillet, à Paris, un document portant création d'un comité franco-indien des chefs d'entreprises (Indo French Business Council).

Encouragée par le gouvernement de Paris et de New-Delhi, l'initiative a été prise en janvier du président Coynac et de l'industriel indien — cette initiative est destinée à stimuler le courant d'affaires — encore relativement modeste — entre les deux pays. Une fois par an, alternativement en Inde et en France, le comité tiendra une réunion des chefs d'entreprise publics ou privés, au cours de laquelle seront échangés des informations sur les possibilités de développement du commerce, des collaborations techniques communes (y compris dans les pays tiers) et d'investissements industriels en Inde pour les sociétés françaises.

La Fédération patronale indienne du commerce ne se limite pas aux grandes entreprises, mais certains de ses membres manifestent un intérêt accru pour le marché et les technologies françaises, notamment celles de pointe. Inversement, le patronat français commence à ne plus regarder l'Inde comme une chasse gardée des pays anglo-saxons. Le C.N.P.F. envisage d'installer une antenne à Bombay, capitale industrielle et financière du pays; une délégation du patronat, présidée par M. François Coynac se rendra, en principe, en Inde au début de l'année prochaine.

Cependant, l'effort de pénétration du marché indien ne se limite pas aux grandes entreprises, et les autorités françaises encouragent aussi, dans une large mesure, les P.M.E. à y participer. D'autre part, le gouvernement de New-Delhi a pris la décision d'autoriser, à titre de réciprocité, l'ouverture d'une agence d'une banque française. Jusqu'à maintenant, seule la B.N.P. en Inde, la Bank of India en France, disposent de guichets ouverts au public. Le gouvernement indien n'accorde qu'avec une grande parcimonie de telles facilités à des banques étrangères : trois seulement en ont bénéficié ces dernières années.

De leur côté, la Société générale (dès 1977), le Crédit Lyonnais et la Banque de l'Indochine et de Suez (dont dernièrement) en

M. MYERSON VA REMPLACER M. V. JOTOW COMME SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT À L'O.C.D.E.

La nomination d'un nouveau secrétaire général adjoint à l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), en la personne de M. Jacob Myerson, a été annoncée le samedi 19 juillet. M. Myerson est actuellement ministre conseiller à l'ambassade des États-Unis à Paris pour les affaires économiques et commerciales. Il prendra le 1<sup>er</sup> septembre la succession de M. Charles G. Wootton, qui va, lui, entrer à Gulf Oil, compagnie pétrolière américaine. M. Myerson, futur collaborateur de M. Spill van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., est âgé de cinquante-quatre ans et a commencé sa carrière de diplomate en Europe. Il a été analyste économique auprès du haut-commissariat des États-Unis à Berlin en 1960, puis membre de la mission régionale américaine à Paris pour l'O.C.D.E. (Organisation européenne de coopération économique) et le plan Marshall entre 1962 et 1968. Il a plus récemment exercé les fonctions de chef adjoint de la mission américaine auprès des Communautés européennes à Bruxelles de 1970 à 1975, puis a représenté deux ans les États-Unis au Comité économique et social de l'O.N.U. à New-York.

Avant de prendre un poste de conseiller à l'ambassade de Paris pendant l'été 1977, M. Myerson avait été détaché pendant quelques mois auprès de la Mission Blanche comme chargé de mission.

ÉNERGIE

Le gouvernement canadien autorise la construction d'un gazoduc de 6 700 kilomètres

De notre correspondant

Montréal. — Les premiers tubes du gigantesque gazoduc (6 700 kilomètres) qui acheminera le gaz naturel de l'Alaska vers le reste des États-Unis seront posés dès le mois prochain après la décision du Canada, annoncée jeudi 17 juillet, d'autoriser l'ouverture des travaux sur son territoire. Reportée à plusieurs reprises, cette décision semble avoir été difficile à prendre en raison de l'incapacité du partenaire américain de garantir le financement de l'entreprise. Le constructeur du tronçon canadien, la société Pothill, avait menacé d'abandonner le projet si le Canada ne donnait pas le feu vert avant le 15 juillet. Un chiffre explique à lui seul les hésitations des deux partenaires : le gazoduc coûtera 21 milliards de dollars, soit environ 76 milliards de francs. Le coût de la section canadienne, qui traversera le territoire du Yukon ainsi que les provinces de la Colombie britannique et de l'Alberta, sera légèrement inférieur à celui de la section américaine. En 1977, au moment de la présentation du projet, on ne parlait encore que de 10 milliards de dollars (le Monde du 14 septembre 1977). L'inflation et la sous-évaluation des coûts ont multiplié par deux les prévisions originales, et rien ne permet de croire que le chiffre actuellement avancé soit définitif. Les conditions climatiques et géologiques sont particulièrement difficiles dans les régions nordiques où la moitié du gazoduc sera construite pour aller alourdir encore la facture.

Mais, plus que l'ampleur des investissements qui auront nécessairement des effets positifs sur l'emploi et l'activité économique, le Canada craint que les États-Unis ne soient tentés par la solution de facilité qui consisterait à utiliser ce gazoduc pour transporter le gaz naturel des provinces canadiennes de l'Ouest. Celles-ci fournissent à elles seules la totalité des hydrocarbures produits au Canada et en exportent déjà une partie aux États-Unis.

Conformément à un accord passé entre les deux pays en 1978, le Canada doit construire d'abord le tronçon qui permettra d'alimenter les États-Unis en gaz de l'Alberta dès la fin de cette année. À partir de 1980, le gaz de Prudhoe-Bay (Alaska) commencera à couler dans le pipeline, et les États-Unis rendront progressivement au Canada les quantités de gaz qu'ils lui auraient achetées au cours des années précédentes. Les Canadiens craignent en fait que leur voisin, dont les besoins en énergie sont insatiables, ne trouve plus intéressant d'acheter indéfiniment du gaz canadien et n'abandonne, sous un prétexte quelconque, l'idée de construire le pipeline jusqu'à Prudhoe Bay. Les travaux qui commenceront le mois prochain en Alberta sont évalués à près de 2 milliards de dollars et porteront sur la construction de 1 100 kilomètres de gazoduc et d'une usine de traitement du gaz.

BERTRAND DE LA GRANGE.

SOCIAL

Afin d'éviter le licenciement de travailleurs frontaliers

Une caisse alsacienne de Sécurité sociale renonce à appliquer le règlement communautaire

De notre correspondant

Strasbourg. — Un règlement de la C.E.E. peut se révéler inapplicable comme vient de l'illustrer une décision de la caisse primaire d'assurance-maladie de Haguenau (Bas-Rhin). Sa mise en pratique risquait tout simplement de priver d'emploi une cinquantaine de travailleurs frontaliers du nord de l'Alsace.

Le cas de ces derniers n'est pas simple, il est vrai, puisqu'ils exercent une double activité en France et en Allemagne. Le matin, ils conduisent, en tant que chauffeurs de car, pour le compte d'une entreprise française, leurs collègues sur les lieux de travail dans les entreprises en Allemagne. Ils y travaillent durant la journée comme eux et les reconduisent en Alsace le soir. À ce titre, ils relèvent de la caisse de Haguenau, estime cet organisme, puisque le travailleur qui exerce normalement son activité sur le territoire de deux États membres est soumis à la législation du pays de résidence.

Inappliquée en l'absence d'indications sur les modalités de versement des cotisations en France par les employeurs allemands, cette disposition a pu être mise en vigueur à la suite d'un nouveau règlement de la C.E.E. du 18 juillet 1978, apportant ces précisions. Ainsi, il revient aux frontaliers à double emploi d'agir auprès des caisses allemandes pour qu'elles communiquent à leurs homologues français les renseignements déterminant les cotisations à verser par les entreprises d'outre-Rhin à l'URSSAP. Or, les cotisations

patronales sont bien plus élevées en France qu'en Allemagne. Les industriels allemands ont craint que les cotisations ne soient trop élevées, menaçant de licencier les chauffeurs de cars qui transportent leurs ouvriers. Devant l'émotion suscitée par sa décision, la caisse de Haguenau a renoncé à appliquer le règlement communautaire. Elle a soumis l'affaire au ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pour qu'il envisage, comme le prévoient les textes européens, une dérogation au fameux article 14-1 C du règlement.

JEAN-CLAUDE HAHN.

La généralisation de la sécurité sociale

L'INSTALLATION DE L'ASSURANCE PERSONNELLE

SECURITE SOCIALE. T. Dernière étape de la généralisation de la sécurité sociale, les décrets instituant une assurance personnelle pour les personnes âgées de moins de 65 ans, ont été publiés au Journal officiel du 18 juillet. Ce décret, qui vient de la loi du 3 janvier 1980, concerne quelque 800 000 personnes, dont 350 000 participant à l'assurance volontaire, formelle qui va être supprimée.

Il s'agit essentiellement de lycéens âgés de plus de vingt ans, de femmes seules, de travailleurs intermittents et de divers casuels. La cotisation est fixée à 15,05 % des revenus. Elle ne pourra être inférieure à 350 francs par mois. Mais, compte tenu de la population concernée, plusieurs mécanismes de prise en charge partielle sont prévus : pour les lycéens âgés de plus de vingt ans, ou les étudiants étrangers devant acquiescer d'un montant annuel de 2 160 francs, soit 540 francs par trimestre. Pour les personnes âgées sans ressources (au nombre de 120 000 environ), la prise en charge totale des cotisations sera assurée par le fonds spécial. Pour les chômeurs de longue durée en chômage partiel, les femmes seules, chômeurs en fin de droits — soit également 120 000 personnes environ, dont les ressources ne dépassent pas le niveau ouvrant droit au complément familial, sont les caisses d'allocation familiale qui prendront partiellement à leur charge la cotisation.

Ce dispositif avait été adopté par le conseil des ministres du 25 juin dernier, et son coût pour le régime général des salariés a été estimé à 900 millions de francs.

En raison de la concurrence japonaise

DES CENTAINES DE MILLIERS D'EMPLOIS SONT MENACÉS EN EUROPE estime le vice-président de Daimler-Benz

Passimato, M. Reuter, le vice-président de la société Daimler-Benz, a déclaré dimanche 20 juillet que « des centaines de milliers d'ouvriers de l'industrie automobile risquent de perdre leur emploi en Europe du fait des exportations massives de voitures japonaises ».

Pour le dirigeant de l'entreprise qui construit les voitures et camions Mercedes, l'analogie qui va se développer entre les fabricants européens et japonais sera le problème le plus préoccupant des années à venir. M. Reuter espère cependant que le Japon saura imposer des restrictions à ses exportations, solution préférable à des mesures protectionnistes.

ITALIE

L'indice italien du coût de la vie a augmenté de 0,5 % en juin. Il s'agit du taux le plus faible, avec ceux enregistrés en mars et mai, depuis le sommet de 3,3 % enregistré en janvier. Au cours des deux derniers mois, le coût de la vie a augmenté de 20,7 %. — (A.F.P.)

YUGOSLAVIE

Augmentation des prix du pain et du café en Yougoslavie. — Le prix du pain et celui du café ont été augmentés respectivement de 22 % et 18 % vendredi en Yougoslavie. C'est la troisième fois depuis le début de l'année que le prix du café est majoré. Selon les autorités fédérales, cette nouvelle hausse favorisera l'approvisionnement en café, produit pratiquement introuvable sur le marché depuis des mois.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

**L'EXPERIENCE**  
Depuis 18 ans, les spécialistes EUROCAP des soins du cheveu ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus. Ils savent de quel cheveu sain et un cheveu menacé.

**DES SYMPTOMES**  
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité ou tendu, des cheveux gras, secs, cassants, etc., ce sont là des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

**DES SOLUTIONS**  
Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard. Nos instituts, par des traitements spécifiques, sont en mesure d'agir vite et durablement.

**L'AVIS D'UN SPECIALISTE**  
Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de nos instituts.

**EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, Tél. 260-38-84**



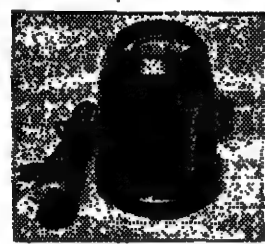
si leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous. Un SPÉCIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Adressez-vous sans tarder à l'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP.

**SEUIL BERNARD CHAPUIS**  
L'amour du temps roman

"Admirable parabole d'une enfance éternelle... Des russes de faux badin, de vrai tragique et d'authentique écrivain"  
Bernard-Henri Lévy / Le Monde







**ÉLIMINEZ LES MOUSTIQUES ET TOUS LES INSECTES**  
...même fenêtres ouvertes !  
Efficacité totale. Silencieux. Économique. Inoffensif.  
**THIEBAUT**  
Spécialiste de la lutte contre les insectes  
30, PLACE DE LA MADELEINE, 75008 PARIS - Tél. : 742-29-03  
Ouvert tous les jours

## TOURISME

### Après un début maussade, la saison s'annonce

#### COTE D'AZUR : «boom» sur le camping-caravaning

Diminution de la fréquentation, raccourcissement des séjours, restrictions dans les dépenses : la saison estivale sur la Côte d'Azur se ressent pour la première fois nettement de la crise. L'année 1979, par rapport à laquelle ces premières tendances sont enregistrées, avait été, certes, excellente. Mais l'expansion continue de l'activité touristique constatée depuis trois ans est indiscutablement stoppée.

L'adjectif qui revient le plus souvent pour qualifier la première quinzaine de juillet dans les Alpes-Maritimes est celui de « mou ». « La saison, dit-on partout, a été lente à démarrer ». La diminution de la fréquentation est variable selon les stations et les hôtels, mais elle affecte sensiblement l'ensemble du département et toutes les catégories d'établissements. « Fourchette » de cette diminution : de 5 à 10 % et taux moyen plus près du second chiffre que du premier.

« La différence par rapport aux années précédentes », explique M. Gilbert Stellard, vice-président du syndicat des hôteliers de Nice,

réside dans le fait que la clientèle de passage est insuffisante pour combler les vides quotidiens. « Le recours des principaux hôteliers nicotais aux tours-opérateurs a cependant permis de limiter les conséquences de ce mauvais début de saison en amenant une clientèle moyenne mais planifiable ». L'augmentation de la clientèle étrangère, au premier rang de laquelle figurent les Allemands, a également contribué à compenser les déficiences des touristes français. A Cannes, où le courant de la clientèle française est définitivement tari, le taux de remplissage des palaces de la Croisette a, de même, chuté de plusieurs points.

#### Les plagistes amers

Etien que plus agréables que dans les autres régions, les températures sur la Côte sont restées au-dessus de 25 degrés. Les températures des Alpes-Maritimes sont définitivement tari, le taux de remplissage des palaces de la Croisette a, de même, chuté de plusieurs points.

**La Pompadour**  
**SOLDE**  
SA COLLECTION  
robes, tailleurs, manteaux  
robes longues,  
tuniques, blazers, imperes etc  
**GRANDES TAILLES**  
de 42 à 60  
32 bis, Bd HAUSMANN  
Paris 17<sup>e</sup>

année que la clientèle « hôte » à payer une chambre 750 francs et se rabat sur celles à 250 francs. « La restauration subit davantage encore cette restriction des dépenses. « Il est courant, témoigne le patron d'une grande pizzeria de Cannes, d'écarter des notes de repas de 20 à 25 francs par personne et je n'ai jamais servi autant de carafes d'eau que cette année. »

Les campings, en revanche (et très logiquement, puisqu'il s'agit de mode d'hébergement le moins onéreux), sont pris d'assaut. Sans même parler des terrains des Alpes-Maritimes, qui n'offrent que vingt-cinq mille emplacements, l'hôtellerie de plein air du Var, la plus importante de tous les départements français (deux cent cinquante terrains, cent quarante-six mille emplacements), est totalement saturée. Lors du week-end du 14 juillet, le président du syndicat départemental, M. Aymé Borgetti, s'est vu dans l'obligation d'ordonner prématurément la fermeture des bureaux de « camping guidage » d'Hyères et de Fréjus. Plus une seule place n'était disponible dans le secteur. Un « état-major de crise », réuni le mardi 15 juillet à Draguignan, a décidé des mesures d'urgence pour faire face à la situation : installation de panneaux dissuasifs sur certaines aires autoroutières (portant la mention « campings saturés dans le Var »), ouverture en catastrophe de cinq nouveaux terrains (cinq cents emplacements), autorisation de surcharge sur les terrains existants, création d'une « aire de déstasse » dans le presqu'île de Giens et demande aux gestionnaires de terrains d'aménager sommairement d'ici à la fin de la semaine deux à trois mille emplacements supplémentaires. Le camping « sauvage » a cependant fait sa réapparition sur le littoral et persiste en dépit des arrêtés préfectoraux dans la région des gorges du Verdon.

GUY PORTE.

#### LANGUEDOC-ROUSSILLON :

#### le contrecoup des bombes espagnoles

At mois de juin, au Languedoc, la fréquentation des équipements touristiques a baissé de 10 à 15 % dans les grandes villes et jusqu'à 40 % au bord des plages, si l'on en croit les estimations de certains professionnels du Grau-du-Roi ou de Port-Camargue.

Le temps assez froid, le vent « mauvais » malgré le soleil, ont chassés les habitués des plages. Les secousses politiques de l'Espagne ont considérablement réduit le trafic international qui transitait en Languedoc-Roussillon. Les touristes allemands sont venus beaucoup moins nombreux, et le déficit ainsi provoqué n'est pas rattrapé par le nombre croissant de touristes belges.

La seule touche d'optimisme vient de l'augmentation des voyages organisés. A Nîmes, les personnes qui ont choisi ce type de vacances seraient 25 à 30 % plus nombreuses que l'année dernière. Enfin, il semble que la saison n'ait vraiment commencé qu'après le 14 juillet.

Mais, tel comme ailleurs, l'expansion touristique de ces dernières années apparaît au passé. La crise économique a conduit les Français à « repenser » leurs vacances. On se tourne vers le voyage « tout compris », qui permet une meilleure planification des dépenses, mais qui intéresse moins les hôteliers. D'autre part les touristes se déplacent plus vite d'un point à un autre : leurs revenus ne leur permettent plus de faire de multiples haltes. Ce sont les restaurateurs qui font les frais de cette situation nouvelle. G. S.

(Publié)  
**SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAÏROIS**  
DÉPARTEMENT DES APPROVISIONNEMENTS  
**AVIS DE PRÉQUALIFICATION**  
La Société Nationale des Chemins de Fer Zaïrois (S.N.C.Z.) se propose de procéder à une préqualification d'ensembliers de réputation internationale en vue du lancement ultérieur d'un appel d'offres restreint pour l'acquisition d'équipements ferroviaires destinés à l'amélioration de l'exploitation de son réseau.  
Ce projet sera financé par le Fonds Saoudien de Développement (S.F.D.).  
Les intéressés à cette préqualification peuvent obtenir des informations complémentaires aux adresses suivantes :  
— Direction des Approvisionnements (S.N.C.Z.), B.P. 297, Chaussée de Kasanga, téléphone 92-500, LUBUMBASHI - ZAÏRE  
— Bureau de Liaison S.N.C.Z., B.P. 10.597 Building ONATRA - Quatrième étage - Tél. 27-810 KINSHASA - ZAÏRE  
— Agence S.N.C.Z. - 108, rue d'Arion - 1040 Bruxelles BELGIQUE  
La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 août 1980 à l'une des trois (3) adresses ci-dessus.  
**SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER ZAÏROIS.**

## Nouveau chèque de voyage en francs français.

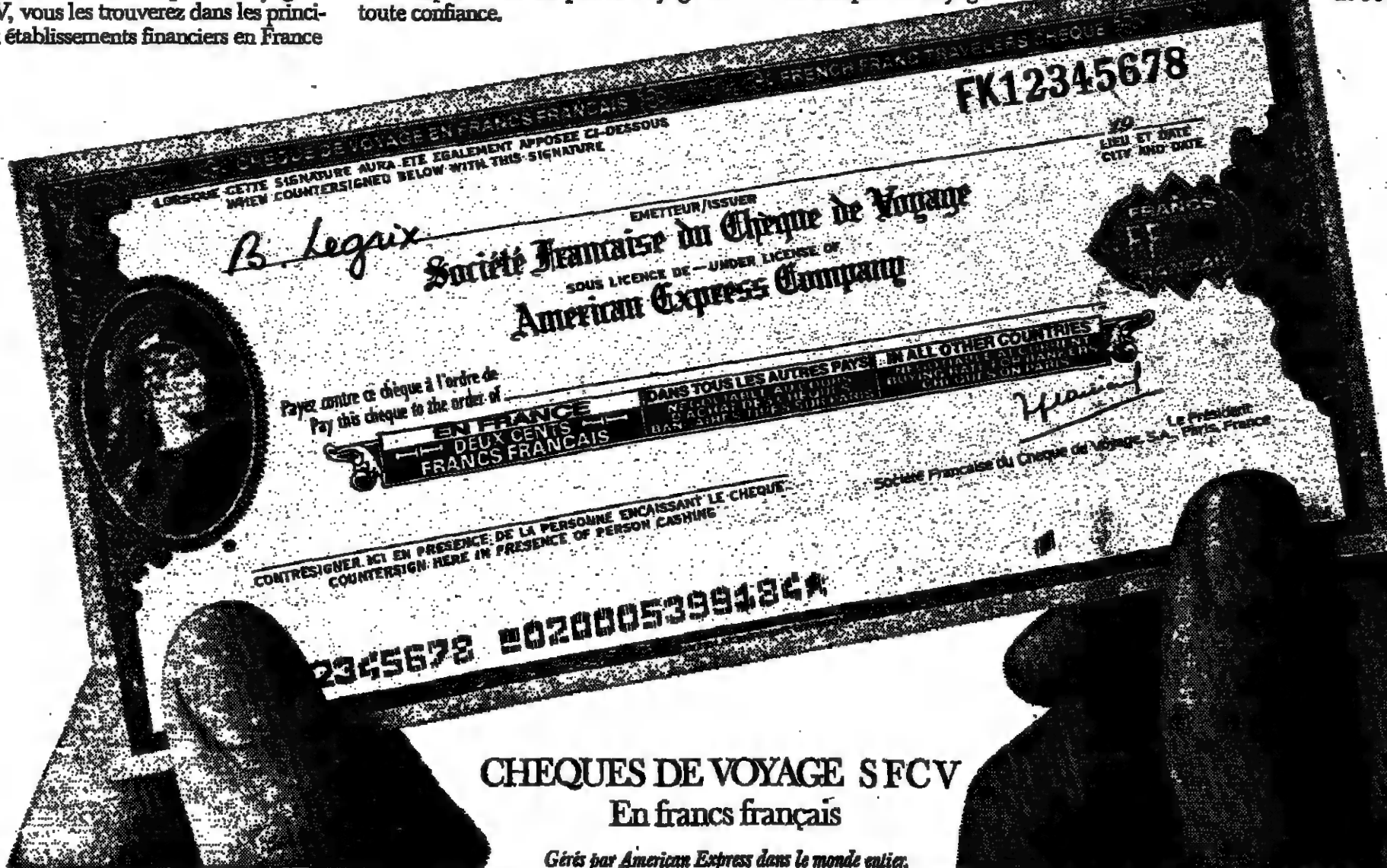
(fort de 90 ans d'expérience internationale.)

Bonne nouvelle pour les voyageurs et les touristes. La Société Française du Chèque de Voyage (SFCV), s'appuyant sur une longue expérience dans ce domaine, vient de lancer de nouveaux chèques de voyage, libellés en francs français. Ces nouveaux chèques de voyage SFCV, vous les trouverez dans les principaux établissements financiers en France

et dans le monde : en particulier les agences et les correspondants des établissements co-fondateurs : la Banque Nationale de Paris, le Crédit Lyonnais, le Crédit Agricole, le Crédit Commercial de France, et tous les bureaux American Express. Emportez ces chèques de voyage en toute confiance.

Utilisez-les dans les magasins, les restaurants, les hôtels, pour vos billets d'avion ou vos locations de voiture. En cas de perte ou de vol, vous pourrez obtenir un remplacement intégral auprès du plus expérimenté des organismes de chèques de voyage :

le réseau mondial American Express. Avant de partir à l'étranger en vacances ou pour affaires, munissez-vous de nouveaux chèques de voyage SFCV en francs français. Ils sont gérés par American Express, forte de 90 ans d'expérience.



**CHEQUES DE VOYAGE SFCV**  
En francs français

Gérés par American Express dans le monde entier.

orageante pour août et sep

NE : 11500

NE : la moitié des estivants étrangers

Chèques de Paris : naufrage...

1500 من الامم



## TOURISME

### encourageante pour août et septembre

#### BRETAGNE : fiasco

La première moitié de la saison estivale 1980 laissera en Bretagne le souvenir triste, amer, d'un rendez-vous manqué. Sans doute y avait-il eu en mars le Tania et sa marée noire, mais des personnalités étaient venues, elles avaient même baissé le sable de la côte de Granit rose en présence des photographes. C'est vrai, il y a eu aussi le mauvais temps, comme partout ailleurs.

Mais il est une autre explication moins agréable et sans doute plus juste pour expliquer le fiasco de la première partie des vacances en Bretagne (1<sup>er</sup> juin-15 juillet) : les vacances coûtent de plus en plus cher, et on a beau rabâcher qu'il existe d'autres pays où la situation économique n'est pas meilleure que celle de la France, il n'en demeure pas moins vrai que sur les côtes bretonnes, pour la première fois cette année, l'industrie touristique s'accommode mal d'une sensible diminution du pouvoir d'achat.

Un tour d'horizon des différents comités départementaux du tourisme, des syndicats d'hôteliers ou des syndicats de propriétaires de camping et des commerçants suffit à démontrer que, cet été, la machine s'est grippée. Au lieu de l'été, par rapport à 1979, une année comme toute moyenne, la baisse est de 17 % dans le secteur du tourisme rural. La chute atteint 30 à 35 % pour les hôtels, dont l'activité estivale n'a pas été programmée avec des agences de voyages étrangères. Dans le camping-caravanisme, la

chute atteint jusqu'à 45 %. Situation à peu près identique dans les Côtes-du-Nord, où l'on soupçonne pourtant que l'ombre du Tania n'a pas entraîné de variations sensibles de la fréquentation par rapport au reste du département. Le Finistère, qui, sauf catastrophe, sera le plein en août, enregistre également pour la première partie de la saison une baisse spectaculaire de la fréquentation : « Nous avons reçu moins d'étrangers, explique une hôtelière de Pont-Labbé. Quant aux Français du début juillet, n'en parlons pas, ils n'ont pas d'argent et ne pensent qu'à rentrer chez eux ou à se rendre plus au sud ».

Pour le Morbihan, un moment épargné par le temps de Toulon, qui aura marqué juin et juillet 1980, 35 % des chambres d'hôtel étaient inoccupées à Carnac jusqu'au 14 juillet. Entre Quiberon et Belle-Ile, à chaque rotation du bateau, il y avait cent personnes de moins que les autres années. Partout on souligne que le 15 juillet au soir il restait des chambres libres dans les hôtels du littoral, ce qui s'est rarement vu.

Non, 1980 ne sera pas une bonne année, même si les réservations du mois d'août s'accroissent plutôt que les intempéries. On a constaté un transfert de la demande vers les îles de Guernesey, de Jersey, de la Manche, de la Bretagne vers le village de vacances ou le camping. Les séjours sont également plus courts, et surtout les locations mensuelles, qu'il s'agisse des villas sur la côte ou des étés ruraux ont nettement chuté.

La restriction de la demande paraît incontestable. Il se peut aussi que joue une certaine adaptation de l'offre. En effet, on s'obstine à louer au mois. Les promoteurs étrangers, pour leur part, qu'ils soient installés à Biarritz, à Arcachon ou à Lacanau, ont compris depuis longtemps qu'il faut plus de souplesse, et que la semaine constitue une bonne unité de mesure. Il est vrai que les immeubles ou les lotissements qu'ils gèrent rendent plus faciles les locations de courte durée. Ils paraissent dans moins souffrir de la baisse des demandes.

CHRISTIAN TUAL

#### Auvergne : il reste deux mois

L'Auvergne encauponnée dans le climat, depuis plusieurs semaines il pleut à grosses gouttes à l'ombre des volcans, et les professionnels du tourisme font grise mine. Le bilan du mois de juin et celui de ce début du mois de juillet donnent lieu à des constats. Ainsi M. Jacques Bancarel, propriétaire de l'hôtel du Beffroi à Salers (Cantal) : « Je n'ai jamais vu cela depuis mon installation voici onze ans. Le chauffage central fonctionne car le thermomètre est descendu une nuit jusqu'à 0 degré. Par rapport à l'an passé, nous avons enregistré une baisse de 30 % sur le mois de juin. Et début juillet n'est guère réjouissant. Tous mes collègues se plaignent, les hôtels de Salers sont remplis à moitié. Nous gardons espoir pour le période succédant au 14 juillet ».

L'Office du tourisme de Clermont-Ferrand fait état d'une baisse de 30 à 35 % de la fréquentation des hôtels de la capitale régionale. Un examen de la situation permet d'approfondir l'analyse des causes des difficultés. En effet, toutes les formes de location, dont celle des gîtes, qui a été affectée. Or le mauvais temps ne peut être invoqué.

Pour 92 %, nos réservations sont effectuées au 1<sup>er</sup> mai », souligne M. Elouche, directeur adjoint de V.A.L. (Vacances Auvergne-Limousin), une association qui gère six mille cent lits dans ses vingt-quatre villages. « L'étalement des vacances a modifié les données. Je reconnais que nous avons commis une erreur d'adaptation. Elle sera réparée l'an prochain, car nous sommes désormais en la

saison se situera du 4 juillet au 5 septembre. Il s'est créé un décalage d'une semaine. Que constatons-nous, cet été ? Un trou dans les locations entre le 28 juin et le 12 juillet, accentué entre le 28 juin et le 5 juillet : ensuite il s'améliore avec le départ en vacances des enfants de la zone parisienne. En revanche, nous avons une compensation très nette sur la dernière semaine d'août avec 100 % des locations, ce qui ne nous était jamais arrivé. Progression très sensible également pour la première semaine de septembre. »

L'adaptation est encore plus délicate pour les loueurs parisiens. Le phénomène est sensible en Haute-Loire, dit-on. La grande majorité des propriétaires veulent louer au mois. Or l'étalement des vacances a condamné la première semaine de juillet. On note à la direction régionale du tourisme : « Nous enregistrons beaucoup de demandes pour des séjours d'une semaine. »

SÉBASTIEN ESTÈVE.

**RÉSIDENCES - CLUBS**  
**3<sup>e</sup> AGE**  
Spécialiste Côte d'Azur  
**Cabinet INDEXA**  
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE  
Tél. : (03) 80.88.31 (F.N.A.I.M.)

## LENTILLES DE CONTACT

La 1<sup>re</sup> fabrication mondiale de lentilles de contact souples. Un progrès technique : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène.  
Tolérance incommensurable.  
Rapports avec vos lentilles le jour même.  
Pour tous les sports  
**596<sup>+</sup>**  
Adaptation par spécialiste, 200 F.  
Rapports de vos lentilles : 100 F.  
Laboratoires OSMIS  
21 rue de Friedland Paris 8<sup>e</sup> - (1) 563.55.99

## LE GUIDE du FRANÇAIS à L'ÉTRANGER

Une mine de renseignements pratiques  
Guide adapté spécialement par Études Éditions  
11, rue de la Ville-Normande  
75002 - Paris - France  
Tél. : 288.01.24/77  
au prix de 55 F + frais de port 6 F  
Bon de commande  
NOM :  
Adresse :  
Joindre 55 F + mandat C.C.P. 4130 09 0  
Plus frais d'envoi par chèque

## contre le vol il y a quelque chose à faire ALARME 2000 la solution d'aujourd'hui en pensant à demain

Le DI 60 ME radar hyperfréquence autonome et sans installation

Ne vivez pas vos vacances avec l'angoisse du retour. N'hésitez pas : pour connaître les possibilités du DI 60 ME remplissez et retourner le bon ci-dessous à ALARME 2000 8, rue Guizot, 75016 PARIS



Une protection simple, efficace, immédiatement opérationnelle. Téléphonez au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom :  
Prénom :  
N° :  
r° :  
code postal :  
Ville :  
C.P.

### AQUITAINE : la moitié des estivants

#### sont étrangers

Début d'été morose sur la côte Aquitaine, où l'on estime que le chiffre d'affaires du tourisme réalisé en juin est de 30 à 40 % inférieur à celui de 1979.

A noter cependant (et cela est d'ailleurs sensible en juillet), une arrivée plus massive des étrangers que les années précédentes, même si beaucoup d'entre eux ne sont pas restés à cause du mauvais temps. On estime qu'ils représentent actuellement à peu près 50 % des statistiques générales de la fréquentation. C'est ainsi, par exemple, qu'ils seraient de trente à trente-cinq mille en Gironde, sans doute cinquante mille si l'on tient compte des membres du camping sauvage ou du camping-car, difficiles à comptabiliser.

Les mauvais temps a provoqué une véritable invasion des régions de l'intérieur, et confirme une tendance, déjà amorcée l'an passé. Dans les rues commerçantes, par exemple, le français n'est pas toujours la langue dominante, et il s'agit là d'un phénomène relativement nouveau. Musées, circuits vinicoles ou touristiques, bénéficient largement de cet engouement.

Cependant, tous les observateurs considèrent qu'un autre phénomène — la baisse du pouvoir d'achat — a sans doute joué cette année un rôle aussi important que les intempéries. On a constaté un transfert de la demande vers les îles de Guernesey, de Jersey, de la Manche, de la Bretagne vers le village de vacances ou le camping. Les séjours sont également plus courts, et surtout les locations mensuelles, qu'il s'agisse des villas sur la côte ou des étés ruraux ont nettement chuté.

La restriction de la demande paraît incontestable. Il se peut aussi que joue une certaine adaptation de l'offre. En effet, on s'obstine à louer au mois. Les promoteurs étrangers, pour leur part, qu'ils soient installés à Biarritz, à Arcachon ou à Lacanau, ont compris depuis longtemps qu'il faut plus de souplesse, et que la semaine constitue une bonne unité de mesure. Il est vrai que les immeubles ou les lotissements qu'ils gèrent rendent plus faciles les locations de courte durée. Ils paraissent dans moins souffrir de la baisse des demandes.

PIERRE CHERRUAU.

### Piscines de Paris : naufrage...

La promenade de la station languedocienne de la Grande-Motte en novembre, la digue de Dinard en janvier, les planches de Deauville en février : en ce mois de juillet, c'est à ces images que fait penser l'atmosphère de la piscine Deligny. « Depuis plus d'un mois, il n'y a plus personne », se lamente un responsable de ce bassin, si fréquenté dès qu'un rayon de soleil perce au-dessus de Paris. Et, de fait, l'eau de la piscine est immobile, seulement troublée par les gouttes de pluie qui font des ronds entre deux clapotis. Les places occupées par ceux et celles qui habituellement fréquentent les lieux sont vides à Deligny, « où l'on vient plus pour le soleil que pour se baigner ». Selon les responsables de la piscine, cet « été pourri » leur coûte quotidiennement 10 000 francs. Une mauvaise saison qui va accroître encore un peu plus le déficit chronique de l'établissement, qui est géré depuis 1979 par les représentants de la même famille.

Pour sa survie, Deligny compte sur les écoles des quartiers périphériques qui fréquentent le bassin tout au long de l'année. C'est peut-être ce qui explique la « subvention » versée par la Ville de Paris à la piscine. La mairie s'élève en effet plus de huit mille entrées, qu'elle redistribue ensuite aux fonctionnaires de ses services. Deligny, en effet, n'est plus viable. Elle est trop soumise à l'humeur des saisons. Alors, depuis des années déjà, l'établissement est mis en vente. Dernier prix proposé : près de 2 millions de francs. Un acheteur se présentera-t-il pour évaluer la

dernière piscine existante sur la Seine de connaître le sort de « la Royale » ? En fait, ses propriétaires l'abandonneront, en 1978, et elle a coulé à Issy-les-Moulineaux.

En attendant, Deligny est ouverte jusqu'au mois de septembre. A l'autre bout de Paris, à deux pas du bois de Vincennes, la piscine municipale du boulevard Carnot, dans le douzième arrondissement, connaît la même déception qu'au bord de la Seine. Sur l'eau, toujours chauffée à 28 degrés, c'est le calme plat. Aucun baigneur. Les maîtres nageurs assis à de petites tables attendent, résignés, d'éventuels clients. « C'est la catastrophe », laisse tomber un responsable de la piscine, qui ajoute : « C'est la première année depuis 1967, date de la construction de ce bassin, qu'en cette saison nous n'enlevons pas la bâche qui le couvre ». Ici, comme dans toutes les piscines de la capitale, le déficit s'accroît.

Même histoire d'eau à Mollitor, gérée par la Société des piscines de France. Accoudé aux balustrades style rétro, M. Rouget, le directeur, contemple le désastre : « Depuis début juillet, notre chiffre d'affaires est de 4 500 francs. Le nombre moyen des entrées quotidiennes oscille autour de deux à trois alors qu'en période d'été normale mille cinq cents entrées, c'est un bon chiffre. » Enfin, le directeur de Mollitor se console comme il peut : « Nous avons aussi dans nos activités l'exploitation d'une patinoire à Montparnasse. Là, ça va plutôt bien pour la saison. Par ce temps-là, aucune difficulté à fabriquer la glace... » — J. P.

This announcement appears as a matter of record only



**U.S. \$ 40,000,000**  
Term Credit Facility to

**Banco Ambrosiano Holding**  
société anonyme  
Luxembourg

Arranged and Managed by

**Midland Bank France S.A.**

Provided by

**Al Saudi Banque**

**Banco Hispano Americano, Paris**

**The Bank of Tokyo Ltd., Paris**

**Banque Française du Commerce Extérieur**

**The First National Bank of Boston, Paris Branch**

**International Westminster Bank Limited, Paris**

**Lloyds Bank International (France) Limited**

**Midland Bank France S.A.**

**National Bank of Canada**

**Banco Portugues do Atlantico, Paris Branch**

**Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (EUROBANK)**

**Pierson, Heldring & Pierson N.V.**

**Banco do Estado de São Paulo - BANESPA, Paris Branch**

**Banco Pinto & Sotto Mayor, Paris Branch**

**Banque Intercontinentale Arabe**



**Midland Bank France S.A.**  
Paris

July, 1980



**CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE**  
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL  
47, RUE CHATELAIN, 10690 SAINT-DENIS - 01 69 01 00

**COURS  
DES PRINCIPAUX  
MARCHES**

1. NAME  
 2. DATE  
 3. TIME  
 4. PLACE  
 5. REASON  
 6. WITNESSES  
 7. SIGNATURE  
 8. DATE  
 9. TIME  
 10. PLACE  
 11. REASON  
 12. WITNESSES  
 13. SIGNATURE  
 14. DATE  
 15. TIME  
 16. PLACE  
 17. REASON  
 18. WITNESSES  
 19. SIGNATURE  
 20. DATE  
 21. TIME  
 22. PLACE  
 23. REASON  
 24. WITNESSES  
 25. SIGNATURE  
 26. DATE  
 27. TIME  
 28. PLACE  
 29. REASON  
 30. WITNESSES  
 31. SIGNATURE  
 32. DATE  
 33. TIME  
 34. PLACE  
 35. REASON  
 36. WITNESSES  
 37. SIGNATURE  
 38. DATE  
 39. TIME  
 40. PLACE  
 41. REASON  
 42. WITNESSES  
 43. SIGNATURE  
 44. DATE  
 45. TIME  
 46. PLACE  
 47. REASON  
 48. WITNESSES  
 49. SIGNATURE  
 50. DATE  
 51. TIME  
 52. PLACE  
 53. REASON  
 54. WITNESSES  
 55. SIGNATURE  
 56. DATE  
 57. TIME  
 58. PLACE  
 59. REASON  
 60. WITNESSES  
 61. SIGNATURE  
 62. DATE  
 63. TIME  
 64. PLACE  
 65. REASON  
 66. WITNESSES  
 67. SIGNATURE  
 68. DATE  
 69. TIME  
 70. PLACE  
 71. REASON  
 72. WITNESSES  
 73. SIGNATURE  
 74. DATE  
 75. TIME  
 76. PLACE  
 77. REASON  
 78. WITNESSES  
 79. SIGNATURE  
 80. DATE  
 81. TIME  
 82. PLACE  
 83. REASON  
 84. WITNESSES  
 85. SIGNATURE  
 86. DATE  
 87. TIME  
 88. PLACE  
 89. REASON  
 90. WITNESSES  
 91. SIGNATURE  
 92. DATE  
 93. TIME  
 94. PLACE  
 95. REASON  
 96. WITNESSES  
 97. SIGNATURE  
 98. DATE  
 99. TIME  
 100. PLACE  
 101. REASON  
 102. WITNESSES  
 103. SIGNATURE  
 104. DATE  
 105. TIME  
 106. PLACE  
 107. REASON  
 108. WITNESSES  
 109. SIGNATURE  
 110. DATE  
 111. TIME  
 112. PLACE  
 113. REASON  
 114. WITNESSES  
 115. SIGNATURE  
 116. DATE  
 117. TIME  
 118. PLACE  
 119. REASON  
 120. WITNESSES  
 121. SIGNATURE  
 122. DATE  
 123. TIME  
 124. PLACE  
 125. REASON  
 126. WITNESSES  
 127. SIGNATURE  
 128. DATE  
 129. TIME  
 130. PLACE  
 131. REASON  
 132. WITNESSES  
 133. SIGNATURE  
 134. DATE  
 135. TIME  
 136. PLACE  
 137. REASON  
 138. WITNESSES  
 139. SIGNATURE  
 140. DATE  
 141. TIME  
 142. PLACE  
 143. REASON  
 144. WITNESSES  
 145. SIGNATURE  
 146. DATE  
 147. TIME  
 148. PLACE  
 149. REASON  
 150. WITNESSES  
 151. SIGNATURE  
 152. DATE  
 153. TIME  
 154. PLACE  
 155. REASON  
 156. WITNESSES  
 157. SIGNATURE  
 158. DATE  
 159. TIME  
 160. PLACE  
 161. REASON  
 162. WITNESSES  
 163. SIGNATURE  
 164. DATE  
 165. TIME  
 166. PLACE  
 167. REASON  
 168. WITNESSES  
 169. SIGNATURE  
 170. DATE  
 171. TIME  
 172. PLACE  
 173. REASON  
 174. WITNESSES  
 175. SIGNATURE  
 176. DATE  
 177. TIME  
 178. PLACE  
 179. REASON  
 180. WITNESSES  
 181. SIGNATURE  
 182. DATE  
 183. TIME  
 184. PLACE  
 185. REASON  
 186. WITNESSES  
 187. SIGNATURE  
 188. DATE  
 189. TIME  
 190. PLACE  
 191. REASON  
 192. WITNESSES  
 193. SIGNATURE  
 194. DATE  
 195. TIME  
 196. PLACE  
 197. REASON  
 198. WITNESSES  
 199. SIGNATURE  
 200. DATE  
 201. TIME  
 202. PLACE  
 203. REASON  
 204. WITNESSES  
 205. SIGNATURE  
 206. DATE  
 207. TIME  
 208. PLACE  
 209. REASON  
 210. WITNESSES  
 211. SIGNATURE  
 212. DATE  
 213. TIME  
 214. PLACE  
 215. REASON  
 216. WITNESSES  
 217. SIGNATURE  
 218. DATE  
 219. TIME  
 220. PLACE  
 221. REASON  
 222. WITNESSES  
 223. SIGNATURE  
 224. DATE  
 225. TIME  
 226. PLACE  
 227. REASON  
 228. WITNESSES  
 229. SIGNATURE  
 230. DATE  
 231. TIME  
 232. PLACE  
 233. REASON  
 234. WITNESSES  
 235. SIGNATURE  
 236. DATE  
 237. TIME  
 238. PLACE  
 239. REASON  
 240. WITNESSES  
 241. SIGNATURE  
 242. DATE  
 243. TIME  
 244. PLACE  
 245. REASON  
 246. WITNESSES  
 247. SIGNATURE  
 248. DATE  
 249. TIME  
 250. PLACE

## BOURSE DE PARIS - 18 JUILLET

[illegible]



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 18 juillet 1980

(Les cours sont exprimés en francs français)

NEW-YORK. — Londres (en sterling)

comptant 206,50 (205,50) ; à trois mois

226,50 (225,50) ; à six mois 236,50

(235,50) ; à neuf mois 246,50

(245,50) ; à douze mois 256,50

(255,50) ; argent, 15,30 (15,40) ;

minimale (lingots), 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

## LONDRES

Toujours bien disposé, le marché

pourrait son avance. Les indices

financiers ont progressé de 1 à 2

points. Hausse des pétroles, des

assurances et des fonds d'Etat. Vive

recrudescence des mines d'or.

de la semaine précédente.

NEW-YORK. — Londres (en sterling)

comptant 206,50 (205,50) ; à trois mois

226,50 (225,50) ; à six mois 236,50

(235,50) ; à neuf mois 246,50

(245,50) ; à douze mois 256,50

(255,50) ; argent, 15,30 (15,40) ;

minimale (lingots), 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

maximale, 15,30 (15,40) ;

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

100 = 29 décembre 1972

11 juil. 21 juil.

Indice général 125,2 125,2

Assurances 224,7 224,7

Banque 147,4 147,4

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2

Sociétés diverses 125,2 125,2



